

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CRISE, NÉOLIBÉRALISME ET DÉMOCRATIE EN ÉQUATEUR:
LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT À L'HEURE DE LA
MONDIALISATION

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
JAN FRANS RICARD

MAI 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	4
RÉSUMÉ.....	5
INTRODUCTION.....	6
CHAPITRE I AUTOPSIE DE LA CRISE: DYSFONCTIONNEMENT SYSTÉMIQUE ET CRISES ÉCONOMIQUES.....	17
CHAPITRE II L'HÉRITAGE DES ANCIENS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT : LES RACINES DE LA CRISE.....	25
2.1 Le modèle agroexportateur	26
2.1.1 Le commerce du cacao et la transformation libérale.....	27
2.1.2 Le commerce des bananes et le début de l'ère capitaliste.....	34
2.2 Le modèle de substitution aux importations et l'État interventionniste.....	37
2.2.1 Le boom pétrolier et la crise de la dette.....	40
CHAPITRE III LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT NÉOLIBÉRAL	46
3.1 De la crise de la dette au Consensus de Washington.....	47
3.2 L'application des politiques d'ajustement structurel depuis le retour à la démocratie...	48
3.3 Les effets de l'AS et des politiques néolibérales sur la société équatorienne.....	58
3.4 Les institutions de Bretton-Woods et les perspectives de développement en Équateur...	66
3.4.1 Conditionnalité, ingérence et néocolonialisme.....	67
3.4.2 Obsession macroéconomique, redistribution et paupérisation.....	70
3.5 Globalisation des marchés et dysfonction systémique.....	74
CHAPITRE IV BILAN DES RÉFORMES ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT	78

CHAPITRE V	
NÉOLIBÉRALISME, OLIGARCHIE ET IMPASSE DÉMOCRATIQUE	86
5.1 Les réseaux de <i>pater familias</i>	87
5.2 De l'oligrarchie comme « race ».....	88
5.3 Une classe de faux capitalistes.....	91
CHAPITRE VI	
DETTE, DÉVELOPPEMENT ET POTENTIEL NATIONAL	95
6.1 Les impacts sociaux de la dette.....	98
6.2 La rente pétrolière et la gestion de la dette.....	103
6.3 Le sauvetage bancaire.....	106
6.4 Les dimensions mésestimées de la dette.....	109
CHAPITRE VII	
LA DOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE	114
7.1 Bilan et considérations.....	116
7.2 Les effets économiques : stabilité, inflation et emploi.....	120
CHAPITRE VIII	
LE MOUVEMENT INDIGÈNE	127
8.1 <i>Ama killa, ama llulla, ama shua</i> : philosophie intégrale et justice sociale.....	133
8.2 Droit, Constitution et État plurinational.....	137
8.3 Les soulèvements et mobilisations indigènes.....	141
CHAPITRE IX	
LE GOUVERNEMENT GUTIÉRREZ ET L'ALLIANCE INDIGÈNE-MILITAIRE	144
9.1 Divergences idéologiques et rupture de l'alliance.....	146
9.2 Gutiérrez et les Etats-Unis : souveraineté nationale et opposition populaire.....	148
9.2.1 Le Plan Colombie.....	152
9.3 La chute de Gutiérrez.....	153
CONCLUSION.....	162

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1. Confianza en el sistema democrático.....	22
2. Arbol resumen de pequeños y medianos productores.....	59
3. Flexibilización financiera: Arbol de impactos – Pequeños y medianos productores.	61
4. Flexibilización laboral: Arbol de impactos (Condiciones de trabajo, organización laboral, política salarial).....	62
5. Evolución de la deuda externa 1980-1989.....	96
6. Ecuador: Estructura de egresos del gobierno central en porcentajes. 2003.....	98
7. Indices de remesas de emigrantes, exportaciones petroleras y exportaciones de banano.....	121
8. Tipo de cambio real : 1999-2003.....	122
9. Ecuador: Inflación anual por categoría de bienes. 2003.....	123

RÉSUMÉ

Le mémoire traite du modèle de développement néolibéral et de ses effets sur la démocratie en Équateur à l'heure de la mondialisation. Ce texte constitue une analyse des modèles de développement qui se sont succédés en Équateur et de leurs répercussions sur la société au niveau social, économique et politique (qualité de vie, justice sociale, institutions, citoyenneté, dette, rente pétrolière, conflits sociaux, etc). Il vise à mettre en lumière les convergences entre les structures de domination coloniales et le modèle néolibéral, tout en posant les bases d'une réflexion sur un modèle de développement alternatif. L'hypothèse de départ soutient que le modèle néolibéral n'est pas approprié pour l'Équateur, en ce qu'il est à l'origine d'une crise multidimensionnelle qui perturbe le pays depuis le début des années 1980 et qu'il cristallise les conditions du sous-développement héritées des modèles de développement antérieurs. En plus d'approfondir les écarts socio-économiques, il nuit au processus démocratique et occasionne de graves déséquilibres dans les domaines clés du développement.

La fracture sociale qui résulte de l'application du modèle néolibéral porte les tensions sociales à son paroxysme et contribue à l'instabilité du pays ainsi qu'à l'approfondissement de la crise. C'est dans ce contexte qu'émergent à l'avant-plan de la scène politique le puissant mouvement indigène et le mouvement des femmes, comme fers de lance de la société civile et de l'altermondialisme équatorien.

Les résultats des recherches confirment l'hypothèse de départ et permettent de conclure que l'Équateur doit abandonner le modèle néolibéral au profit d'un modèle de développement durable centré sur le potentiel national afin d'amenuiser sa dépendance vis-à-vis du marché international et de retrouver une certaine stabilité. Ainsi seulement pourra-t-il distribuer plus équitablement ses richesses et prendre la voie de la prospérité.

Mots-clés : néolibéralisme, mondialisation, développement, démocratie, mouvement indigène.

INTRODUCTION

L'Équateur est un petit pays d'environ 13 millions d'habitants situé en plein cœur des Andes. Sur l'actuel territoire de l'Équateur, les archéologues possèdent des évidences faisant remonter les premières populations à douze mille ans. Alors que les premiers habitants furent des chasseurs spécialisés et nomades, on établit le début de l'agriculture et l'apparition de sociétés complexes à au moins neuf mille ans, avec la culture Valdivia. Le pays a été réuni sous les mêmes lois et le même territoire pour la première fois au milieu du XVe siècle par les conquérants Incas, et de leur chef Tupac Yupanqui, qui établirent Tomebamba, l'actuel Cuenca, comme capitale. Ce faisant, les conquérants incas mettent fin à ce que les historiens appellent l'Époque aborigène. Le peuple du soleil, venu des abords du lac Titicaca, au Pérou, y régnera jusqu'en 1492, la deuxième conquête. On dit que leur empire était au moins aussi étendu que celui des Romains. Ceci dit, plusieurs historiens ne souscrivent pas à l'utilisation du terme « préhistoire » et encore moins à la conception de « découverte de l'Amérique », pour se référer à la période antérieure à la conquête espagnole sur ces terres que les habitants appelaient à l'époque « Abya Yala ».

La période coloniale vit la consolidation du régime féodal basé sur l'« *encomienda* » un système d'exploitation et de « christianisation » des indigènes. Si les structures communautaires indigènes furent maintenues en place, c'est principalement afin de faciliter le tribut imposé aux « Indiens » par les souverains espagnols. Cependant, la survivance de l'organisation et des modes de culture indigènes favorisa de nouveaux types d'intégration à la vie sociale.¹ L'exploitation des femmes est également un trait dominant de l'organisation socio-économique du territoire.

À partir de 1808 – quand Napoléon occupe l'Espagne et fait tomber la légitimité du Roi d'Espagne en Amérique -- commencent les guerres pour l'indépendance dans les pays d'Amérique du Sud. En mai 1822, avec le renfort du meilleur général de Bolivar, José Antonio de Sucre, le territoire fut libéré. Suite à l'Époque de la Grande Colombie (Colombie,

¹ Voir AYALA MORA, Enrique. *Resumen de Historia del Ecuador*. Quito. Corporación Editora Nacional, 1999 (1993). p. 40.

Venezuela, Équateur, Panama), dans laquelle l'actuel territoire de l'Équateur constituait le District Sud, sous Simon Bolivar, la République indépendante d'Équateur sera proclamée, le 13 mai 1830.

Sa faune et sa flore sont d'une grande richesse et diversité. Comme les autres pays andins, il se divise géographiquement en trois parties assez distinctes : la Costa, la côte, qui donne sur l'océan Pacifique, la Sierra, les régions situées au centre du pays, dans la cordillère des Andes, et enfin l'Oriente, la partie orientale, qui correspond aux régions qui s'enfouissent dans la forêt amazonienne, qui couvre environ la moitié de la superficie du plus petit pays andin. Il y a évidemment une multitude de microclimats, de cultures et de langues, qui sont propres à chaque région. L'Équateur compte une quinzaine de nations indigènes et plusieurs dialectes, mais est à 95% catholique, officiellement. Le quechua, la langue des Incas, est la seconde en importance au pays, après l'espagnol.

Les îles Galapagos, ancrées à environ 1000 km des côtes, font également partie de l'Équateur, celles-là mêmes qui servirent de terrain aux études de Charles Darwin, sur la lutte pour la survie et l'adaptation. Elle est peuplée d'espèces animales et végétales uniques au monde. Et évidemment, la fameuse ligne équinoxiale de la latitude zéro qui traverse le pays, qui en fait la *mitad del mundo* depuis l'expédition française conduite par La Condamine, au XVIIIe siècle, caractérise le pays, qui lui doit son nom.

Les villes principales sont Quito, la capitale politique et culturelle, qui compte 1,6 million d'habitants, en plein cœur des Andes, et Guayaquil, ville portuaire du sud du pays, la plus grosse et première en importance économique, qui compte plus de 2 millions d'âmes. Cuenca, dont les Incas voulaient faire un deuxième Cuzco, avec ses trésors architecturaux espagnols, vient au troisième rang avec plus de 200 000 habitants. Ambato est également un centre d'activité économique et industrielle vigoureux. Les principales richesses naturelles du pays sont la banane, la crevette, le cacao, la café et le pétrole. On dit son sol très riche, mais peu exploité, mis à part le pétrole. Le pays est un très gros exportateur de denrées agricoles et de ses produits de la pêche, et deuxième exportateur de pétrole d'Amérique du Sud. Le tourisme y est extrêmement développé ainsi que le réseau d'ONG. On a récemment vu les

pionniers du « tourisme équitable » y initier de nouvelles formes de tourisme et d'aide humanitaire internationale.

L'Équateur est également reconnu pour son artisanat. Les plus réputés sont les tisserands du village d'Otavalo, dans le nord de la Sierra. Forcés par les Espagnols à tisser les plus belles étoffes, ils obtiennent maintenant leur « revanche sur l'Histoire » et représentent une communauté riche et prospère, qui vend ses produits à travers le monde. L'Équateur est également une nation de peintres. Son plus illustre représentant, peintre engagé de renommée mondiale et considéré comme le « maître » de la peinture équatorienne, issu de l'école indigéniste, est Oswaldo Guayasamin (1919-1999).

La culture est un élément très important de la société équatorienne, tant au niveau artistique que politique et idéologique. En littérature, dès le début du XXe siècle, le romantisme fait place au réalisme, notamment avec l'auteur de *A la Costa*, l'écrivain libéral Luis A. Martínez. En poésie, le mouvement de la *Generación Decapitada* sera le fer de lance du modernisme. La pensée positiviste sera également très influente. Avec l'influence du socialisme, à partir des années 1920, émerge le courant littéraire de la *Generación del 30*, dont sera issu le célèbre *Huasipungo* de Jorge Icaza. En peinture, en plus de Guayasamin s'illustrent Kingman et Mideros. Cette effervescence politico-artistique culmina avec la fondation de la Casa de la Cultura Ecuatoriana, en 1944. « *El impulso del pensamiento y el arte siguió viniendo de sectores de izquierda, que hallaron ese espacio de contestación y de protesta* », explique Ayala Mora.²

À partir des années 1960, avec l'accélération du développement et l'influence de la Révolution cubaine, l'art militant donne la tonique à la culture équatorienne, avec la littérature, les arts plastiques, ainsi que la « *musica protesta* » et le rock, qui s'étendent aux couches plus élevées et canalisent l'esprit contestataire de la société. Mais à partir des années de crise, les formes les plus développées de la conscience ne s'exprimeront désormais plus dans les arts, mais dans les sciences sociales : l'économie, la sociologie, la philosophie, la science politique et l'histoire. L'avant-garde intellectuelle équatorienne est représentée par

² AYALA MORA, Enrique. op. cit. p. 102.

un courant socialiste et par Osvaldo Hurtado, dirigeant politique et idéologique du courant réformiste.

Le mouvement indigène surgit à la fin des années 1980 comme acteur de premier plan dans les revendications politiques, socio-économiques et culturelles du pays. Le mouvement des femmes se consolidera par la suite, comme mouvement émergeant, à qui l'on doit un grand progrès en matière d'éducation, d'égalité et de participation citoyenne.³ Ayant pris le relais des organisations syndicales et ouvrières, ces deux mouvements, les exclus historiques, incarnent aujourd'hui avec le mouvement étudiant le fer de lance de la société civile équatorienne, mobilisée pour une démocratie participative et une mondialisation alternative. Ce sont les forces vives qui luttent pour une sortie de la crise et le développement durable.

Cette effervescence des sciences sociales en Équateur est intéressante à plusieurs égards. D'une part, elle confirme le potentiel intellectuel du pays et sa capacité à se définir lui-même, ainsi qu'à identifier ses problèmes et solutions. D'autre part, la qualité des études et documents disponibles facilite la recherche et l'analyse sur la situation que vit le pays. Il s'agit de sources d'informations de première main extrêmement utiles à des travaux comme le présent mémoire.

Comme bon nombre de pays en développement, l'Équateur est un pays extrêmement riche en ressources naturelles et bénéficie d'un potentiel économique considérable, mais il est rongé par des inégalités criantes dans la distribution des richesses, un régionalisme parfois agressif et un appareil politique corrompu. De plus, la tutelle des institutions financières internationales et la vulnérabilité de son économie nationale face à la concurrence et la main-mise étrangères ne font qu'attiser le cercle vicieux qui le coince dans une logique de crises systémiques et économiques. Le poids de la dette rend difficile l'établissement de moyens de développement durable et la dollarisation adoptée en catastrophe, dans une tentative de sauvetage de l'économie équatorienne, par l'ancien président Jamil Mahuad en 2000, vient aggraver les tensions sociales et faire un pas de plus vers la perte d'autonomie des citoyens et du gouvernement face à la dynamique des forces du marché globalisé. L'Équateur, un pays à forte diversité ethnique, doit aussi composer avec le problème de la reconnaissance et de la

³ AYALA MORA, Enrique. op. cit. pp. 116-117.

citoyenneté. Le mouvement indigène, un des plus puissants d'Amérique Latine, constitue un acteur de premier plan sur l'échiquier politique national. Il est le fer de lance de l'altermondialisme en Équateur et galvanise la société civile émergente. Comme plus du tiers de la population du pays est indigène, et en grande partie très pauvre, cette problématique identitaire vient recouper les débats socioéconomiques et politiques.

Le présent travail porte sur la crise multidimensionnelle que traverse l'Équateur et qui affecte gravement les garanties de la démocratie et les perspectives de développement à l'heure de la mondialisation. Nous ferons en quelque sorte l'autopsie de la crise équatorienne en tentant, dans un premier temps, de cerner ses composantes. Ensuite, nous nous pencherons sur les modèles de développement qui ont été mis de l'avant depuis le début de la République, en 1830, afin d'identifier les racines sociohistoriques de la crise et du dysfonctionnement. Chaque modèle sera analysé dans ses dimensions politiques, économiques et socio-historiques. Pour chaque modèle, nous tenterons de cerner les impacts des politiques appliquées par les gouvernements successifs et les contraintes externes agissant sur la société équatorienne, ses institutions, ses stratégies de développement et le niveau de vie de ses habitants. Après avoir vu les anciens modèles – agroexportateur et substitution aux importations – nous nous pencherons sur le modèle néolibéral, celui qui nous intéresse principalement et qui caractérise l'époque dans laquelle s'inscrit la présente crise.

La société équatorienne vit un état de crise constant depuis le début des années 1980, et il s'est dramatiquement aggravé depuis la période où la mondialisation néolibérale s'est mise en place. Pour ce pays qui n'a jamais réussi à atteindre un niveau de développement suffisant, les divers modèles et stratégies mis de l'avant ont mené à l'échec. Le pays se classe parmi les derniers en Amérique latine aux chapitres de la pauvreté, de la corruption et de l'éducation, trois indicateurs fortement représentatifs du niveau de vie et de la stabilité des institutions démocratiques. Selon la Banque Mondiale, 46% des citoyens ne gagne pas même 1 dollar US⁴ par jour.⁵ C'est en ce sens que devient hautement crédible la thèse voulant que le modèle néolibéral, loin de remédier à la situation, affaiblisse au contraire l'économie nationale, la souveraineté du pays et creuse le fossé entre les riches et les

⁴NOTE : tous les montants en dollars sont exprimés en devise américaine (USD).

⁵Voir TORTOSA, José Maria. L'Équateur en éruption, in *Le Monde Diplomatique*, mars 2000, p. 19.

pauvres. La dette a pris des proportions astronomiques et le pays doit s'endetter davantage pour en payer les seuls intérêts, au détriment du budget national, celui autour duquel devrait logiquement graviter les conditions du développement. Cependant, c'est le modèle prescrit par les créanciers internationaux et les pays riches, qui en profitent pour imposer des conditions aux gouvernements du Sud. Ce n'est cependant pas en détruisant son potentiel national que l'Équateur pourra réussir à mieux s'intégrer à l'économie mondiale. Or, il semble que toutes les conditions étant susceptibles d'engendrer des crises – structurelles, économiques, politiques, sociales – sont celles qui ont été reproduites historiquement par les élites du pays, alors que les facteurs ayant pu mettre le pays sur la voie du développement durable sont celles qui ont été sacrifiées. C'est ce qui nous permet d'avancer que le modèle de développement néolibéral n'est pas approprié pour l'Équateur et qu'il cristallise au contraire les conditions mêmes du sous-développement, tout en court-circuitant celles de l'autonomie, du développement et de la justice sociale. C'est en quelque sorte le couronnement du sous-développement par un féodalisme post-national. Des structures archaïques plongées dans une époque nouvelle que l'on ne comprend pas encore tout à fait.

C'est à travers les changements de modèles de développement que l'on pourra être en mesure d'apprécier les constat suivant, et plus particulièrement lors du passage du modèle de substitution aux importations au néolibéralisme. C'est cette transition qui explicite comment on a « jeté le bébé avec l'eau du bain » en Équateur. Au lieu de rectifier le tir et de corriger les déficiences du modèle interventionniste, on saborde le projet national et on ouvre la porte à une « reprimarisation » de l'économie. Cependant, la dépendance du pays est l'un des problèmes majeurs qu'il se doit de surmonter, comme le démontre justement l'impact du contexte international ayant mené à ce changement de modèle: la crise de la dette.

Ce rejet du modèle néolibéral maintient ouvert le conflit sociohistorique qui tire ses origines de l'époque coloniale et qui constitue la pierre angulaire du conflit social en Équateur : la marginalisation des indigènes et la main mise de l'oligarchie foncière, agroexportatrice et bancaire sur les affaires du pays. Ce constat confirme l'échec de la démocratie et de la citoyenneté en Équateur. Aujourd'hui, après des années de crise aiguë, ce sont les exclus de

l'Histoire qui viennent prendre le front de la lutte sociale contre le modèle néolibéral, qui consolide la domination historique d'une caste d'ancien régime. Caste dont la prédominance valide la thèse de la cristallisation des conditions de sous-développement. Les bases précapitalistes du pays sont donc renforcées par le néolibéralisme, dans une schizophrénie structurelle amalgamant retard démocratique et économique, pauvreté, féodalisme, et capitalisme sauvage. Articulée autour du puissant mouvement indigène et du mouvement des femmes en pleine émergence comme acteur politique de premier plan, la société civile équatorienne vient de faire tomber un troisième président en moins de 10 ans.

Si les élites reproduisent les tares historiques qui déterminent la domination des masses depuis la Conquête espagnole, la société civile est galvanisée par une aussi longue mémoire d'exploitation et de résistance. Le communautarisme indigène est revigoré par l'altermondialisme – dont il est en même temps l'un des « définisseurs » -- qui se veut constructeur d'une économie solidaire. Économie solidaire qui intégrerait également les femmes comme citoyennes à part entière. Leurs luttes historiques pour un projet national intégrateur surmontant les inégalités basées sur l'ethnie, le sexe et la condition socio-économique convergent, parce que le potentiel national n'est pas qu'économique. C'est également un potentiel humain qui doit bénéficier d'institutions démocratiques, parce que sans justice sociale, il n'y a point de progrès. Les pays riches l'ont prouvé. Et le néolibéralisme, en plus de solidifier les structures de l'injustice, vient mettre le feu aux poudres et peut-être accélérer, paradoxalement, la construction d'une démocratie par le bas...

C'est dans ce contexte que nous considérons l'importance de mesurer les impacts du néolibéralisme sur la société équatorienne, puisque c'est le modèle censé assurer son insertion dans l'économie globalisée et fournir à ses citoyens les conditions de vie dignes que garantissent la Charte des droits de l'Homme et la Constitution du pays. C'est face à cet écart entre le vote des citoyens équatoriens et les accomplissements de la démocratie qu'il devient urgent de réfléchir une voie alternative au néolibéralisme, qui remettrait entre les mains des citoyens la *res publica*, sans quoi il n'y a ni démocratie, ni dignité.

Nous tenterons donc de comprendre les causes de ces échecs subséquents par l'analyse des stratégies de développement et des réformes qui ont guidé les changements, ainsi que par l'analyse du rôle joué par les gouvernements et les acteurs sociaux. Par le bilan des ruptures et continuités des modèles de développement, nous tenterons également de mettre en lumière les conditions essentielles que requiert une stratégie de développement durable qui lui convient. Une voie qui respecte l'idiosyncratie de l'Équateur, et qui échappe aux contraintes d'une vision ethnocentrique et homogénéisante imposée depuis le Nord.

Pour bien comprendre la crise multidimensionnelle en Équateur, nous analyserons également de façon plus exhaustive certains phénomènes qui sont au centre du dysfonctionnement systémique, de la crise économique et de la *conflictivité*. La gestion de la dette et des ressources pétrolières, la dollarisation et le mouvement indigène sont des thèmes incontournables dans l'actualité équatorienne, et ils viennent nourrir l'autopsie de la crise.

Dans le dernier chapitre, nous verrons l'état actuel de la crise et les réalisations du gouvernement de Lucio Guitérrez, qui entra en poste en janvier 2003, avant d'être destitué par le Congrès, les pressions populaires étant devenues insupportables. Élu avec le concours du mouvement indigène et de fractions progressistes de la société, il incarnait l'espoir de voir le pays changer de trajectoire et enfin outrepasser la crise, l'injustice et la corruption dont souffre la démocratie. Mais les espoirs sont encore déçus et la situation prouve qu'il faudra plus qu'une nouvelle tête au pouvoir pour mettre le pays sur la voie du progrès, endiguer la crise et mettre fin à la corruption.

Le retour des théories économiques classiques informent le processus de mondialisation en cours, au point où l'on peut parler de « mondialisation néolibérale ». Nous analyserons donc les impacts du néolibéralisme sur la démocratie et la crise, en Équateur, dans le nouveau paradigme de la mondialisation. D'un point de vue interne, premièrement, dans la mesure où des politiques de tendance néolibérale sont appliquées par l'élite politique nationale, et que c'est à l'intérieur du modèle que s'articulent les liens entre l'élite économique, le marché, l'État et la société civile. Deuxièmement, nous allons porter notre attention sur les impacts de la tendance néolibérale généralisée, à l'échelle mondiale, qui sert de paradigme au

développement, aux rapports et à l'évolution des sociétés dans la période contemporaine. Les dimensions interne et externe du néolibéralisme sont toutefois intimement liées, comme le sont le contexte national et international.

Le phénomène de la mondialisation, depuis un peu plus d'une dizaine d'années, soulève bien des inquiétudes et des débats et constitue la toile de fond de la problématique équatorienne, au niveau des stimuli exogènes. S'il est depuis longtemps en gestation et en consolidation, ce n'est que récemment que le phénomène a pris cette dimension paradigmatique. Il a été l'objet de nombreuses études de recherche, et tout porte à croire que cela ne fait que commencer. Au centre de ce nouveau paradigme se trouve le marché libéralisé, pierre angulaire du capitalisme global. La mondialisation implique également de nombreux changements d'ordre quantitatif et qualitatif, notamment au niveau de la circulation des idées, en raison des progrès techniques et technologiques qui sont venus bouleverser les rapports entre les sociétés, les individus et leur rapport à la dimension spatio-temporelle. En plus de redéfinir les règles de l'économie mondiale par la globalisation des marchés, la mondialisation occasionne une remise en question de nombreux points de repères identitaires et inter-relationnels qui régissent les sociétés et les cultures, ainsi que les rapports qu'elles entretiennent entre elles. On pense notamment à la redéfinition des relations entre État, marché et société civile, d'une part, et les nouvelles dynamiques constitutives de ce « nouvel ordre mondial », d'autre part. Nouvel ordre qui commença à être mis en place avec la crise de la dette, au début des années 1980 et la crise de l'État interventionniste, à la fin des années 1970.

Au nombre des débats, il y a une grande polarisation sur le questionnement à savoir si ce « nouvel ordre mondial », souvent interprété comme une victoire du capitalisme sur le communisme (dans lequel d'aucuns incluent toutes les variantes de socialismes), assure maintenant un nouvel équilibre confirmant les vertus du modèle capitaliste, ou s'il ne dégénère en espèce de totalitarisme du marché, véhiculé par une pensée unique. S'agit-il vraiment de la « fin de l'Histoire » (Fukuyama), ou du début d'une nouvelle ère fertile en dialectiques? Chose certaine, les opposants à la mondialisation néolibérale sont nombreux et constituent un groupe hétérogène. On assiste bien à une double dynamique de fissions et

fusions (Ramonet), alors qu'émergent de nouveaux problèmes d'ordre qualitatif, qui viennent se superposer aux anciens problèmes qui semblent se radicaliser, dans une dimension quantitative. Un mélange de nouvelles dynamiques qui vient renforcer une vieille domination diront les critiques. Un néocolonialisme dans un cadre post-industriel, post-national et post-moderne; mais toujours colonialiste. Il y a fusion au sens où de nouveaux partenariats commerciaux appellent de nouvelles formes de coopération et de nouvelles structures relationnelles, et fission, au sens où s'opère en parallèle une dynamique inverse qui tend à consolider les particularismes culturels et nationaux, souvent en réaction à la dynamique de fusion.

La mondialisation est donc un phénomène polymorphe, mais les dimensions qui nous intéressent ici sont celles d'ordre socio-politique et économique: elles forment le nouveau paradigme de développement qui impose une réflexion sur sa viabilité comme moteur de la démocratie et de la justice sociale. Le néolibéralisme est-il cause ou effet de la longue crise que connaît l'Équateur? Est-il le modèle le plus apte à relancer l'économie équatorienne, à l'insérer dans l'économie mondiale, de façon à initier une croissance soutenue et générer enfin la redistribution des richesses? Est-il celui qui remédiera à la faiblesse institutionnelle du pays, qui empêche que ne se déploie de façon effective le processus démocratique?

Au conflit Est-Ouest incarné par la Guerre Froide entre l'Union Sovétique et les États-Unis, on assiste maintenant à un conflit Nord-Sud, avancent certains. Bien que ce conflit ait existé en parallèle au précédent, et lui soit antérieur, il occupe maintenant une place centrale. Les partisans de ce nouvel ordre mondial prétendent être sur la bonne voie d'un processus de développement, de démocratisation et de garantie de la paix par la libéralisation progressive d'un marché unique. Les opposants y voient une domination du capitalisme sauvage qui bafoue les institutions démocratiques et accentue la pauvreté et la fracture sociale; un pillage des pays du Sud par les pays du Nord, les firmes multinationales et les institutions financières multilatérales.

Le début de l'ère néolibérale correspond exactement à la période de retour à la démocratie en Équateur (et en Amérique latine), comme quoi le pays était pratiquement prédestiné à la crise.

C'est au moment même où il retrouve la voie de la stabilité politique que le contexte économique international – dont il est extrêmement dépendant – vient rendre pratiquement impossible l'atteinte d'une certaine stabilité pour ce petit pays. La démocratie sera en quelque sorte mort-née, enterrée vivante, sans avoir eu le temps de se solidifier. Les crises économique et pétrolière frappent trop fort pour que les conditions d'émergence d'une véritable démocratie ne s'installent. La preuve en est que c'est toujours l'impasse, alors que ne subsiste qu'une forme exsangue démocratie.

CHAPITRE I

AUTOPSIE DE LA CRISE : DYSFONCTION SYSTÉMIQUE ET CRISES ÉCONOMIQUES

L'Équateur traverse une longue période de crise et est toujours victime d'une grande instabilité politique. Alfredo Palacio, l'ancien Vice-président de la République, est maintenant installé au pouvoir, depuis la destitution du colonel Lucio Gutiérrez, le 20 avril 2005, pour non-respect de la Constitution. L'impopulaire colonel gouvernait depuis le début de son mandat, le 15 janvier 2003, dans la controverse. Après avoir octroyé des postes dans la fonction publique à ses alliés du Parti Pachakutik, selon les résolutions adoptées par l'alliance, il a effectué un virage à 180 degrés, se rapprochant de Washington, du FMI et du Parti Social Cristiano de Leon Febrés-Cordero, ancien Président de la République (1984-1988), connu comme l'oligarque le plus puissant du pays. L'alliance indigène-militaire fut définitivement rompue et Gutiérrez, isolé politiquement, sombra dans un autoritarisme agressif. Les mouvements sociaux se sont mobilisés contre le pouvoir, réclamant la tête du colonel-président, pour mensonges et trahison. Ses positions sur des questions cruciales comme le libre-échange avec les États-Unis, la gestion de la dette et l'investissement social portèrent les tensions sociales à un niveau qui mettait en sérieux péril la stabilité démocratique. Gutiérrez fut finalement destitué par le Congrès et remplacé par le Vice-président, comme le veut la Constitution.

En 2005, après cinq ans de dollarisation, la situation ne s'est guère améliorée en Équateur. Le pays est étouffé par les contraintes des institutions financières internationales, et la majorité est marginalisée par un pouvoir inerte qui favorise encore l'élite financière au détriment de la production et du développement.

Avec les prix record atteints par le baril de pétrole en 2004 et 2005, la crise économique a été camouflée et temporisée. Mais les problèmes s'accumulent et la fracture sociale menace

toujours la stabilité et la démocratie. À l'horizon se profilent les spectres du militarisme, de l'autoritarisme et du populisme, qui refont toujours surface quand la démocratie est inefficace et corrompue et que l'orgueil national est écrasé.

Mais le mouvement indigène, bien que divisé, constitue une puissante force sociale et politique, offrant une alternative aux dérives de la démocratie. Il a encore démontré son potentiel révolutionnaire dans la récente crise politique, comme avant-garde et fer de lance de la société civile équatorienne. Avec le retour du Dr. Luis Macas, leader indigène historique, à la tête de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE), et de Miguel Llucio, autre leader historique, à la tête du Parti Pachakutik, le mouvement espère retrouver son aplomb afin de renverser la vapeur et contribuer à l'émergence d'une démocratie véritable en Équateur. Afin de désamorcer la bombe à retardement et de redonner à la démocratie ses lettres de noblesse. Ainsi seulement les 80% de la population équatorienne vivant sous le seuil de la pauvreté pourront aspirer à des conditions dignes et utiliser leur potentiel productif et créatif pour la construction d'un pays qui les inclut comme citoyens à part entière.

Comme le souligne Julio Echeverría, s'il y a un concept qui définit bien la situation économique, sociale et politique de l'Équateur, à l'aube du troisième millénaire, c'est bien celui de crise.⁶ Cette crise, qu'on peut qualifier sans ambages de multidimensionnelle, revêt une dimension économique comme en témoignent ses principaux indicateurs. Les indices élevés d'inflation et la récession de la production en font une économie qui souffre d'une profonde instabilité. « *La baja diversificación de las exportaciones ecuatorianas, el predominio de bienes primarios y su limitado dinamismo, reflejan problemas estructurales de competitividad que han afectado a la economía ecuatoriana, a lo largo de su historia, como resultado del carácter eminentemente rentista de las clases dominantes, la inequidad social, el bajo desarrollo del capital humano... y factores más recientes como la « enfermedad holandesa » resultante del « boom » petrolero, entre otros elementos* » sont, selon l'économiste Carlos Larrea, des facteurs importants dans l'explication de la faiblesse de

⁶ ECHEVERRÍA, Julio. Globalización, crisis sistémica y estrategia social en el Ecuador, in *Ciencias Sociales*, no. 17, novembre 1999, p. 33.

l'économie équatorienne. Si bien que le revenu par habitant équivaut à 43% de la moyenne régionale, et que le pays est toujours dans l'impasse.⁷

Au niveau politique, on note une crise de la légitimité et de la *gouvernabilité*, produit de mécanismes et systèmes de représentation déficients. La faiblesse institutionnelle rend extrêmement difficile l'application de réformes profondes et soutenues, ainsi que le fonctionnement d'un système démocratique. Les tares qui affligent les sphères de l'appareil gouvernemental ne sont pas sans conséquences sur le social. En effet, chômage et pauvreté sont endémiques; voire structurels. Le virage néolibéral, en plus de réduire les champs de compétence de l'État et de remettre en question la légitimité même du politique voit de surcroît s'effriter la conception du « public », tant la violence et la corruption minent le processus démocratique. Ce qui achève d'inscrire la crise dans le registre éthique.⁸

On se trouve à l'évidence en présence d'un cas de dysfonction systémique d'ensemble, qui complique énormément l'émergence de nouvelles possibilités d'action et d'organisation. L'incapacité de la classe politique équatorienne à mettre sur pied des politiques publiques d'ordre social et économique répondant à une stratégie d'ensemble, à un schéma de fonctionnement intégré, est en grande partie responsable du chaos dans lequel baigne le pays, en proie aux intérêts privés et corporatifs. « *Esta falta de visión estratégica se evidencia en la desconexión entre políticas, en la insuficiente capacidad de coordinación institucional entre agentes y actores que intervienen en los procesos decisionales. En el Ecuador, esta situación se vuelve particularmente relevante en las relaciones entre la política económica y la política social* », commente Echeverría, déplorant le fait que les politiques publiques en soient réduites au rôle de mesures palliatives, compensant les tords infligés à la société par les politiques économiques.⁹

Le développement durable ne peut émerger d'un tel déséquilibre social et économique, en l'absence d'intervention et d'organisation politiques efficaces. Les conditions mêmes de la prospérité du pays sont sapées à la base par des élites à courte vue. « *Se impone, por lo tanto,*

⁷ LARREA, Carlos. *Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador*, Quito, Flacso/Abya-Yala/ IE/ILDIS, 2004, p. 13.

⁸ ECHEVERRÍA, Julio. op. cit. p.33.

⁹ Ibid. p. 34.

que el Estado y la sociedad civil desarrollen una seria reflexión sobre el contenido y las modalidades de la política económica y social... Se requiere una reorientación efectiva del gasto público hacia objetivos sociales », soutient Latoro Ojeda Segovia, ajoutant que cette dichotomie factice entretenue entre le social et l'économique a donné lieu à un bel exemple de « *desinversión en recursos humanos* ». ¹⁰ La récente crise équatorienne a entraîné dans son sillage une nouvelle couche de pauvres, qui s'est ajoutée aux classes historiquement défavorisées. Si bien qu'aujourd'hui, 80% de la population équatorienne vit dans la pauvreté. En 1994, 57% de la population urbaine active occupait un emploi à faible productivité, alors que l'analphabétisme touchait 10,5% de la population. En 1998, 26% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique. Sans compter que le taux de concentration de la richesse – exprimé par le coefficient Gini – place l'Équateur en 3^e position des pays les plus inégalitaires de la région (0.57), devancé seulement par le Brésil et le Paraguay. ¹¹ Les inégalités dans la redistribution des richesses et l'incohérence dans les priorités et le fonctionnement des différentes sphères accablent donc la majorité des Équatoriens.

C'est en partie cette séparation, ce manque de coopération entre les différentes sphères qui maintient l'Équateur dans un état de crise. À plus forte raison, c'est l'inversion des priorités, cette inféodation des sphères politique et sociale à la logique économiste, qui sape les bases de la production et de la reproduction de légitimité politique. En dépit des recommandations des Nations Unies pour une harmonisation des politiques économiques et sociales – notamment l'« *enfoque unificado de desarrollo* » -- l'économie s'est vue confier l'exclusivité dans la tâche de pourvoir à l'équité en Équateur. ¹² C'est ce qui explique une grande partie de la crise de la *gouvernabilité* du pays, avec la corruption endémique. La confiance populaire dans les rouages de la démocratie est fortement ébranlée. Selon une récente étude menée par la PNUD, l'Équateur se classe bon dernier dans les pays d'Amérique latine – dont la moyenne est déjà critique -- quant à la foi en la démocratie et la confiance envers les partis politiques (voir tableau 1). ¹³ Une tendance dangereuse qui favorise les recours antidémocratiques qui menacent la stabilité institutionnelle du pays : le populisme,

¹⁰ OJEDA SEGOVIA, Latoro. *El descrédito de lo social. Las políticas sociales en el Ecuador*, Quito. CDS, 1993, p. 224.

¹¹ LARREA, Carlos. op. cit. p. 26.

¹² Voir OJEDA SEGOVIA. op. cit. p. 92.

¹³ Voir Debate nacional. Crisis institucional en el Ecuador, in *El Comercio*, 2 mai 2004, A6-7.

l'insurrection et l'avènement de la dictature. Malgré 25 ans de démocratie, et le fait que la quasi totalité des pays soit gérée par des gouvernements démocratiques, l'Amérique latine éprouve de nombreuses difficultés au niveau de la représentativité, de la citoyenneté et de l'*institutionnalité*. Alors que l'on craint pour la « culture » civique, citoyenne, le manque de cohésion et la corruption nous rappellent que rien n'est acquis en permanence en matière de stabilité démocratique.¹⁴

La gestion du gouvernement Gutiérrez le démontre bien : après s'être tourné vers un néolibéralisme qui compromet le développement du pays, les dissidents ont repris le combat, alors que sa popularité frôlait les 0%. On était loin de la légitimité, malgré le monopole de la violence.

¹⁴ Voir El desencanto democrático, un fenómeno regional, in *El Comercio*, 2 mai 2004, A6-A7.

Tableau 1.
Confianza en el sistema democrático



Un autre problème historique qui ronge l'équilibre de la société équatorienne est celui des régionalismes concurrents et leurs puissants réseaux politico-économiques, qui induisent une dynamique qui contribue à la dislocation de l'unité et de la cohésion nationales. Historiquement, la féroce concurrence entre Quito, capitale culturelle et conservatrice, et Guayaquil, importante ville portuaire et libérale, qui fait entendre la voix des multi-millionnaires de l'agro-exportation, est la pierre angulaire de la déchirure équatorienne qui mine la direction des politiques nationales. « *Las múltiples entidades autónomas reducen la capacidad política y financiera del gobierno, el centralismo entorpece los trámites, demora las decisiones y los organismos públicos no se coordinan* », explique Osvaldo Hurtado.¹⁵ Et cette divergence d'intérêts entre les groupes oligarchiques explique les différents modes de développement interne et d'intégration à l'économie mondiale. « *Cada una de esas modalidades ha estado íntimamente relacionada con diversas alianzas hegemónicas de los grupos dominantes, con una estructura peculiar de Estado y con configuraciones especiales de política económica* », mentionne Acosta.¹⁶

La lutte entre l'oligarchie de la Sierra et celle de la Costa mènera le pays au bord de la dissolution en 1859. Il sera sauvé par Gabriel García Moreno, architecte de l'unité nationale. Mais cette unité demeure jusqu'à nos jours relativement bancal, et le thème de la décentralisation est au cœur des débats animant la société équatorienne. Malgré les changements de modèles de développement successifs, le pays n'a pu sortir de la dépendance et de la misère. Si les changements ont souvent été mal opérés et les ressources humaines et économiques mal gérées, on constate que ce sont souvent les éléments stables qui sont à la source de la dysfonction systémique.

La littérature de droite met davantage l'emphase sur la faiblesse institutionnelle et le régionalisme et passe pratiquement sous silence l'incidence des politiques néolibérales des gouvernements et du FMI. Ainsi, dans son analyse de la crise équatorienne, Paul Beckerman, de la Banque Mondiale, expose le problème du régionalisme en expliquant qu'une de ses conséquences « *is that the central government's political and administrative powers and*

¹⁵ HURTADO, Osvaldo. *El poder político en el Ecuador*, Quito, Ediciones Planeta-Lettraviva, 1997 (1977), pp. 313-314.

¹⁶ ACOSTA, Alberto. *Breve historia económica del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, deuxième édition actualisée, 2002 (1995), p. 15.

*capacities have been limited. Even at moments of national crisis, government policies and actions have often had to subordinate broader national interests to reconciliation of regional interests. The 1998 banking crisis is a clear example of this ».*¹⁷ Si cela explique une partie des problèmes de l'Équateur, c'est loin de rendre compte de la complexité de la situation. De plus, la faiblesse institutionnelle et la concurrence des réseaux régionaux sont grandement attribuables au caractère oligarchique de la société équatorienne, et non seulement à la simple divergence d'intérêts des groupes dominants. Caractère oligarchique que vient renforcer le néolibéralisme.

Les tentatives de progrès seraient-elles d'emblée vouées à l'échec, prétendant s'ériger sur la base des structures corrompues et archaïques qui assurent la reproduction sociohistorique des injustices et la satisfaction des intérêts des bénéficiaires de la fracture socioéconomique et de la paupérisation ? Pourquoi l'Équateur n'a-t-il pu surmonter sa situation d'économie dépendante et tiers-mondiste, même en adoptant des modèles qui ont fait le succès des économies du Nord ? Et pourquoi a-t-il même accumulé un sérieux retard sur les autres économies sud-américaines, qui partagent plusieurs aspects sociohistoriques et économiques avec lui ? Qui est responsable de la marginalisation d'un pays si riche et diversifié en ressources de toutes sortes ? Une brève étude des constantes et transformations du système équatorien, aux niveaux social, politique et économique – structure économique, rapports de classes et administration politique -- pourra nous aider à comprendre les raisons des échecs subséquents de l'Équateur et nous éclairer sur les chemins à prendre pour redresser le pays.

¹⁷ BECKERMAN, Paul. (sous la dir. de P.Beckerman et A. Solimano). Long-term origins of Ecuador's "petrodollarization" crisis, in *Crisis and dollarization in Ecuador*, Washington, The World Bank, 2002, p. 20.

CHAPITRE II

L'HÉRITAGE DES ANCIENS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT : LES RACINES DE LA CRISE

Depuis le début de l'histoire républicaine, on compte trois principaux modèles de développement et d'accumulation. Deux anciens modèles qui précèdent le retour à la démocratie, en 1979, période qui correspond au début d'une nouvelle ère pour l'économie mondiale. Ce qui nous mènera au modèle de développement actuel, le troisième, le modèle néolibéral. Nous verrons aussi, au cours des prochains chapitres, l'accumulation des contradictions qui paralysèrent l'Équateur et qui expliquent, aujourd'hui encore, pourquoi il éprouve tant de difficulté à consolider un système véritablement démocratique et à s'insérer avec succès dans l'économie mondiale. Certaines tares et contradictions propres aux anciens modèles, qui n'ont pas été surmontées, constituent le noyau dur du dysfonctionnement d'où origine la crise systémique du pays.

Comme nous l'avons vu, la faiblesse de l'État central commença dès les débuts à favoriser les fractures régionales et à rendre difficile la direction cohérente du pays. « *En rigor debe hablarse de varias formaciones sociales regionales precariamente relacionadas entre sí... En esas formaciones sociales coexistían relaciones productivas de diverso origen histórico y de diverso carácter* ». ¹⁸ Mais en plus de créer un fossé entre les régions, la nature des groupes dominants instaura également une fracture sociale de nature classiste, en continuité avec la logique du système colonial. « *Ecuador nació, pues, dominado por los grandes latifundistas, señores de la tierra detentadores del control regional* ». « *No pudieron unificar a la comunidad cultural y social, sino que consolidó una ruptura entre las clases dominantes y el pueblo* ». ¹⁹ Il s'agit donc d'une double scission, à laquelle on peut ajouter celles de nature ethnique et sexuelle. C'est donc un long lègue d'inégalités structurelles qui explique les injustices et la précarité de la démocratie en Équateur.

¹⁸ AYALA MORA, Enrique. op. cit. p. 71.

¹⁹ Ibid. p. 69.

Si le capitalisme s'y était implanté dès la période républicaine, il n'était certes pas la seule forme d'échange en vigueur. C'est pourquoi il serait erroné de croire à un découpage chronologique aussi sévère, puisque malgré la *centralité* d'un modèle prisé à une époque donnée, on entretient des survivances d'autres modèles plus anciens. Il subsiste encore aujourd'hui des modes d'échanges communautaristes de l'époque précolombienne, profondément enracinés dans la société et qui confirment le caractère pluriel de l'économie équatorienne.²⁰ Il en va ainsi de nombreuses tares des précédents modèles, ce qui explique les difficultés dans la modernisation des structures de la société.

Penchons-nous maintenant sur l'évolution des modèles d'accumulation et de développement, ainsi que sur les régimes politiques qui les ont soutenus et articulés.

2.1 Le modèle agroexportateur

Le modèle agroexportateur s'insère dans le cadre de l'économie mondiale de l'époque, la fin du XIXe siècle, caractérisée par la concertation entre les États impérialistes et les entreprises multinationales, qui cherchaient à déborder les cadres nationaux, afin de trouver des matières premières et de la main d'œuvre bon marché à l'étranger. Cette modalité d'expansion et d'accumulation de capital sera la matrice du capitalisme de l'époque, et modèlera l'organisation sociale et politique des économies centrales et périphériques. Avec ce modèle, l'Équateur fait son entrée dans le monde capitaliste, comme pourvoyeur de matières premières -- cacao, bananes, café, crevettes, thon -- et source d'avantages comparatifs traditionnels. Le pays se trouvait – et se trouve encore -- à la merci des fluctuations des prix sur le marché mondial, ce qui donna lieu à des crises cycliques et conjoncturelles. Il demeurait soumis à la logique de l'offre et de la demande pour ses produits, qui ne sont pas essentiels aux autres pays. (Notons que le pétrole ne sera exploité qu'au début des années 1970). Depuis les débuts de son histoire nationale, l'Équateur est un pays hétéronome.

²⁰ Voir FERRARO, Emilia. *Reciprocidad, don y deuda. Formas y relaciones de intercambios en los Andes de Ecuador : la comunidad de Pesillo*, Quito, FLACSO, Abya Yala, 2004, 253 p.

2.1.1 Le commerce du cacao et la transformation libérale

La première période de ce modèle, qui vint prendre le relais de l'axe d'accumulation colonial basé sur l'*hacienda*, connut sa phase d'expansion à partir de la fin du XIXe siècle, avec le cacao. Il coïncide également avec la fin de l'ère du « garcianismo » -- García Moreno sera assassiné en 1875 -- et de son ambivalent régime à la fois modernisant et marqué par la dictature et l'obscurantisme religieux. L'*auge cacaotero*, moteur de la récupération économique du pays, constitue une étape définitive pour l'insertion de l'Équateur dans la division internationale du travail. La demande croissante des pays européens et l'argent généré par les exportations permirent à l'Équateur de s'intégrer plus profondément dans l'économie mondiale. «*En estas condiciones, se transformaron los procesos de producción-circulación, la estructura de las clases sociales, las formas de articulación estatal, regional y nacional, así como las relaciones interregionales*», mentionne Acosta.²¹ L'entrée massive de devises provenant de la vente de cacao donna au pays les ressources nécessaires pour concrétiser les changements qu'impliquait une adaptation au marché mondial.

Cependant, en l'absence de visées stratégiques efficaces, la croissance économique impulsée par le commerce du cacao ne parvint pas à moderniser suffisamment l'économie équatorienne et à créer les conditions propices à la reproduction de capital et l'expansion de l'appareil productif. Le décollage économique fut étouffé par l'incapacité de élites à articuler la production de cacao – liée à l'histoire sociale et économique de la Costa -- au reste de l'économie, à réinvestir de façon productive le capital accumulé et à diversifier l'appareil productif afin de surmonter la fragilité d'une économie basée sur une monoculture. L'expansion de l'économie équatorienne à cette époque repose presque exclusivement sur la disponibilité de la ressource naturelle en demande et de son faible coût de production. «*Tampoco existe la intención de desarrollar el mercado doméstico como punto de partida para una real estrategia nacional de participación en la economía internacional* », ajoute Acosta, déplorant l'absence de groupes d'entrepreneurs dynamiques et innovateurs capables de fomenter l'industrialisation et la technicisation de l'agriculture. L'Équateur est plutôt caractérisé par une classe entrepreneuriale préférant « *el facilismo de una producción agrícola extensiva sustentada en el sistema hacendario, viable por las características naturales y por*

²¹ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 58.

la posibilidad de contratar trabajadores con salarios miserables ». ²² Une classe entrepreneuriale rétrograde figée dans le modèle féodal de productivité par la main d'œuvre exploitée, sans visées de développement capitaliste propulsé par l'industrialisation et une classe de travailleurs aptes à stimuler le marché interne (voir chapitre 5).

Dans la période comprise entre 1875 et 1895, on assiste plutôt à la consolidation de l'oligarchie de Guayaquil, qui se spécialise dans le secteur bancaire et le commerce international, et à l'expansion de son pouvoir politique. La prise de contrôle simultanée de l'économie et du politique par les élites de la Costa persiste jusqu'à nos jours – avec les Noboa, Nebot et Febres Cordero -- et constitue l'un des graves problèmes de la démocratie en Équateur. Il n'en demeure pas moins que cette période crée les conditions de consolidation de la bourgeoisie commerciale, au sein de l'oligarchie côtière, qui sera le fer de lance de la transformation libérale. En 1895, un coup d'État vient renverser le gouvernement de Luis Cordero, mettant ainsi un terme aux tentatives de combiner libéralisme et catholicisme. Eloy Alfaro, figure légendaire du mouvement radical, prend le pouvoir. C'est avec lui que s'amorce la Révolution libérale, le triomphe de la bourgeoisie et de ses alliés. Une nouvelle élite laïque se chargera d'opérer la séparation de l'Église et de l'État. Cette période représente une importante étape dans la consolidation de l'État national équatorien, notamment avec la grande œuvre du Ferrocarril Guayaquil-Quito, un projet d'infrastructure essentiel à la communication et aux échanges à l'intérieur du pays. « *La Revolución liberal, significó un gran salto...la transformación político-ideológica de mayores proporciones registrada en el país. El Estado recobró el control sobre amplias esferas de la Sociedad Civil que estaban en manos de la Iglesia...El predominio político e ideológico de la oligarquía clerical-reactionaria fue desmontado...* », précise Ayala Mora, laissant voir un tableau plus positif au niveau socio-politique qu'au niveau économique. ²³

Les forces libérales n'allaient cependant pas tarder à se diviser. En 1901, le Général Plaza, en scission avec le camp d'Alfaro, est élu Président de la République. Si l'*alfarismo* disposait d'une forte base populaire, il en allait autrement du *placismo*, qui incarnait davantage l'option

²² ACOSTA, Alberto. op. cit. pp. 83 et 91.

²³ AYALA MORA, Enrique. op. cit. pp. 87-88.

oligarchique.²⁴ En 1906, Alfaro revient au pouvoir par la voie d'un coup d'État. Il y restera jusqu'à ce qu'il l'abandonne en 1911, mais pas avant d'avoir terminé la gigantesque et capitale œuvre d'infrastructure du Ferrocarril Transandino, voie ferrée qui facilitera la circulation et le commerce. Si ce fut la fin du régime et de l'idéologie dominante du cléricalisme réactionnaire, ce ne fut pas celle du latifundisme qui, ébranlé, conservera tout de même sa base économique. « *La revolución halló sus límites en los de su principal protagonista. Es decir que estuvo determinada por los intereses de la burguesía que ni necesitaba arremeter contra la estructura latifundista de la Sierra, ni podía abolir el poder regional terrateniente* ». ²⁵ Après l'assassinat d'Alfaro en 1912, Plaza reprend le pouvoir (1912-1916) et le pouvoir de l'oligarchie libérale se solidifie. Plaza donnera de plus en plus de pouvoir politique aux grandes banques de Guayaquil, en particulier à la *Banco Comercial y Agrícola*. Il fera la paix avec l'Église, en promettant de ne pas approfondir les réformes, et tentera un apaisement des tensions entre les oligarchies, accordant de nombreuses concessions à l'oligarchie latifundiste de la Sierra. Aux niveaux social et politique, les revendications de groupes d'ouvriers-artisans, de petits commerçants et de la nouvelle élite de la fonction publique se faisaient de plus en plus insistantes.

Le pays, avec l'oligarchie côtière en tête, allait entrer dans une phase difficile, à partir de 1914. La Première guerre mondiale allait occasionner une crise du cacao, en raison du retrait du financement extérieur pour l'Amérique latine et de la fermeture du port d'Hambourg, principale porte d'entrée du cacao équatorien en Europe. S'ensuivirent une série de perturbations et une chute du prix de la matière première. Après la guerre surgirent de nouveaux concurrents dans le commerce du cacao, ce qui affaiblit la position de l'Équateur. De plus, la nouvelle place des États-Unis comme puissance mondiale au sortir de la guerre et son invasion des secteurs d'investissement et d'industrie jadis occupés par une Angleterre maintenant affaiblie, viennent renforcer la dépendance de l'Équateur à son égard. Notamment en raison la grande concentration de son commerce extérieur avec le géant du Nord.

Les tensions entre les groupes sociaux et les oligarchies, qui sévissaient depuis le règne de Plaza, finirent par embraser le pays. La situation dégénéra en violence dans les zones rurales

²⁴ AYALA MORA, Enrique. op. cit. p. 89.

²⁵ Ibid. p. 88.

de la Sierra, pour gagner les zones urbaines dans les années 1920. Plaza et Banquerizo Moreno, son successeur, durent également affronter l'insurrection de Carlos Concha, porte étendard de l'*alfarisme* de gauche, qui mobilisa les milieux agricoles de Manabí et Esmeraldas (Costa) pendant plus de quatre ans. En 1922, le 15 novembre, une manifestation est écrasée dans le sang à Guayaquil. Les banquiers et commerçants étaient pointés du doigt pour avoir relégué le fardeaux de la crise du cacao aux travailleurs, abusant de leurs pouvoirs économiques et financiers, prérogatives démesurées obtenues sous le gouvernement de Plaza. Les idées marxistes commencèrent également à se propager en Équateur, suite au triomphe de la Révolution bolchévique en Russie. Leur influence grandissante commencera à se faire sentir dans la vie politique au pays. L'oligarchie de la Sierra reprenait ses forces alors que les classes moyennes et populaires commençaient à s'organiser, afin de briser le système oligarchique. Ainsi, la nouvelle élite de l'État laïc revendiquait plus de pouvoir politique, alors que le prolétariat, galvanisé par les événements sanglants du 15 novembre 1922, commençait à solidifier son organisation et à générer une alternative politique. Le sous-prolétariat, qui peuplait progressivement les banlieues des grandes villes, cherchait des véhicules d'expression et de lutte. Un mouvement contre la discrimination et le mauvais traitement envers les femmes était également en train de surgir comme acteur revendiquant des changements. Ces forces sociales en gestation mèneront à la formation des partis politiques modernes en Équateur, à partir de 1923.

Le 9 juillet 1925, un coup d'État militaire progressiste vient sonner le glas de la période libérale : la Révolution Juliana vient augurer une nouvelle ère caractérisée par une crise globale du système. Le libéralisme avait perdu ses bases populaires alors que la crise économique prenait des allures permanentes.²⁶ Il s'agit toutefois de la première intervention institutionnelle des Forces Armées ayant comme objectif clair la réorganisation du système économique national.²⁷ Les militaires *julianos* prônaient quelques idées socialistes, mais leur régime favorisa en fait la classe moyenne et la nouvelle bureaucratie, tendance qui impulsa la modernisation de l'État. Le principal architecte des réformes fut Isidro Ayora, qui prit le pouvoir en 1926. On assiste à une centralisation de la direction économique, alors que les banques voient leur influence diminuer, afin de contrer la « bancocratie ». « *El hecho más*

²⁶ Voir AYALA MORA, Enrique. op. cit. pp. 91-93.

²⁷ HURTADO, Osvaldo. op. cit. p. 269.

importante constituye el control y orientación de algunos aspectos de la economía por parte del Estado que abandona los ortodoxos principios del liberalismo económico en los que se había inspirado hasta entonces ». ²⁸ La Constituante de 1928 accorde le droit de vote aux femmes. Un système de sécurité sociale sera créé et les droits sociaux des travailleurs enfin reconnus.

L'oligarchie de la Sierra réussit à reprendre le pouvoir en 1931, mais Neftalí Bonifaz est destitué par le Congrès l'année suivante. Après la Guerre de quatre jours, l'oligarchie de Guayaquil reprend la direction du pays en 1932, par la voie d'élections douteuses. Un coup d'État parlementaire portera José María Velasco Ibarra au pouvoir, initiant l'ère du populisme en Équateur. Le *caudillo* marquera la vie nationale du pays par ses cinq règnes, entre 1933 et 1972. Tantôt par des coups d'État, tantôt par la voie des urnes. « *El velasquismo fue una nueva fórmula de alianza oligárquica que, intentando superar la disputa ideológica conservadora liberal, movilizaba una clientela de grupos medios y populares firmemente identificados con la electrizante figura del líder* ». ²⁹ Son premier règne, marqué par la dictature, sera de courte durée. L'Équateur retombe dans un chaos où se succèdent les coups d'État militaires et les dictatures, qui sont autant de tentatives de modernisation du pays.

La Grande dépression viendra accentuer la crise de 1914 et confirmer le statut d'économie marginalisée de l'Équateur. « *El auge cacaotero configuró pues una matriz de funcionamiento de la economía y sociedad ecuatoriana de larga duración: agroexportadora y periférica al sistema capitalista mundial* », explique Manuel Chiriboga. Au point où les divers secteurs économiques et sociaux qui se sont développés suivant la crise économique, et les nouvelles dynamiques régionales qu'ils impulsèrent, n'en furent pas moins subordonnés à cette matrice fondamentale. ³⁰

Avec la Seconde Guerre mondiale, l'Équateur est favorisé par une hausse de la demande de plusieurs produits en Europe, combinée à une hausse des prix. Ainsi, les exportations de chapeaux Panama, *caucho*, *palo de balsa*, *cascarilla*, café, *tagua*, riz, pétrole et or, viennent

²⁸ HURTADO, Osvaldo. op. cit. pp. 100-101.

²⁹ AYALA MORA, Enrique. op. cit. p. 95.

³⁰ CHIRIBOGA, Manuel. Auge y crisis de una economía agroexportadora: el período cacaotero, in AYALA MORA (sous la dir.). *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 9, Quito, Corporación Editora Nacional, 1988, p. 109.

raviver l'économie. Avec le développement de plusieurs autres cultures et initiatives régionales, le commerce du cacao ne représente désormais qu'un peu moins de la moitié des exportations. En 1946, le riz deviendra la première ressource d'exportation. Toutefois, on ne parle toujours pas de véritable stratégie de diversification des exportations et encore moins d'industrialisation, l'Équateur accusant un retard sur ses voisins à ce chapitre. À la pénurie de capitaux disponibles pour l'investissement productif, il faut ajouter l'incapacité de la bourgeoisie équatorienne à générer les conditions de changement du modèle d'accumulation.

On ne parvient pas à délaïsser le modèle d'agroexportation peu varié de produits primaires au profit d'un axe d'accumulation impulsé par l'industrialisation et la substitution aux importations. Malgré ce retard, cela n'empêcha guère les élites de s'enrichir abondamment, au détriment de la condition misérable de la majorité, tenue à l'écart des dividendes la croissance économique. La corruption et l'abîme qui se creusait de façon dramatique entre les classes défavorisées et celle qui concentrait les richesses allaient mener à l'insurrection de 1944, connue comme « *La Gloriosa* ». Ce soulèvement populaire et militaire fit tomber le régime dictatorial de Arroyo del Río, vendu aux intérêts étrangers et incapable de profiter du contexte de la Seconde Guerre mondiale comme l'ont fait de nombreux pays d'Amérique latine. Cet épisode ramena une seconde fois au pouvoir le populiste Velasco Ibarra, fort d'une alliance hétéroclite composée des socialistes, des communistes et des conservateurs. Après une brève inclinaison à gauche, Velasco Ibarra revint à son alliance naturelle avec la droite. Il sera chassé une nouvelle fois du pouvoir par la voie des armes en 1947.

Cette même année, les Etats-Unis, qui venaient de se voir octroyer deux bases militaires par Arroyo del Río, commencèrent leur politique de guerre froide, visant à contrer l'influence du socialisme et du communisme. Avec le Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (1947) et la création de l'OEA (1948) commence leur ingérence politique dans les affaires de l'Équateur, au niveau de la politique extérieure comme intérieure. Au niveau extérieur, le pays se voyait interdire toute relation diplomatique ou commerciale avec les pays socialistes, il devait s'opposer, à l'aide de son vote, aux ambitions soviétiques, et légitimer les projets américains, incluant les interventions armées en sol latino-américain. Au niveau intérieur, il devait pourchasser toute « idée communiste », « *y en general, toda posición progresista, para*

lo que cuentan con la colaboración de los servicios de inteligencia (CIA) de los Estados Unidos ».³¹

Malgré les richesses produites par le commerce du cacao, l'Équateur ne réussit à sortir de la dépendance, ni à s'intégrer avantageusement à l'économie mondiale. « Les grands pays consommateurs de cacao – États-Unis, Angleterre, Allemagne fédérale, Hollande, France – encouragent la concurrence entre le cacao africain et celui du Brésil et de l'Équateur, afin de déguster le chocolat à bon marché. Maîtres des prix, ils provoquent des périodes de dépressions qui jettent à la dérive les travailleurs renvoyés par le cacao », explique Galeano.³² Les firmes qui s'enrichissent de ce commerce font même coïncider effondrement des cours pour la matière première, qu'ils achètent à rabais, et hausse des prix de vente du produit transformé sur les marchés du Nord. « Entre 1950 et 1960, les ventes de cacao de l'Équateur ont augmenté en quantité de plus de 30%, mais de 15% seulement en valeur. Les 15% restants ont été un cadeau fait par l'Équateur aux pays riches, qui, pendant ce temps, lui ont envoyé leurs produits industrialisés à des prix en hausse ».³³ La demande pour une nouvelle denrée allait toutefois venir galvaniser l'économie nationale après la Seconde Guerre mondiale, mais sans changer la vocation agro-exportatrice du pays.

³¹ HURTADO, Osvaldo. op. cit. p. 107. « *El ejercicio de la hegemonía norteamericana se explica además por tres factores complementarios. En primer lugar, la ideología prevaleciente en el país formada mediante el monopolio de la información colectiva, responde a los intereses de los EE.UU. Así, por ejemplo, en 1962, un influyente diputado llegó a sostener que no podía exportarse banano a los países socialistas porque a través del comercio llegarían al país las ideas comunistas... En segundo lugar, por la coacción económica ejercida en virtud de que Norteamérica constituye la única y, más tarde, la principal fuente de crédito... En tercer lugar, por el adoctrinamiento pro-norteamericano y anticomunista que reciben los más altos oficiales de las Fuerzas Armadas que en su casi totalidad son formados en las academias de guerra de los EE.UU. En efecto, representando un anticomunismo agresivo y primitivo, obligan al Presidente Arosemana a que rompa relaciones diplomáticas con Cuba...reprimen violentamente toda expresión de lo que denominan « comunismo internacional » y subordinan al país a los dictados e intereses de la política norteamericana, llegando incluso a suscribir un protocolo secreto autorizando a la compañías americanas pescar dentro de los límites de las 200 milas » , précise-t-il. (pp. 108-109).*

³² GALEANO, Eduardo. op. cit. p. 130.

³³ Ibid. p. 131.

2.1.2 Le commerce des bananes et le début de l'ère capitaliste

À partir de la fin des années 1940, la phase d'agro-exportation bananière vint donner un nouveau souffle à l'économie équatorienne, qui put ainsi surmonter la longue crise du cacao accentuée par la Grande dépression. Ce « *boom bananero* », en plus de voir l'économie se doter d'une autre ressource naturelle comme substrat à son modèle d'accumulation, augurera une ère d'implication de l'État, qui contribuera à l'essor économique du pays. Le « boom » connaîtra son apogée dans les années 1950, avant de s'effondrer en 1962. De plus, la production bananière était assurée par de petites et moyennes plantations, ce qui permit l'émergence d'un nouveau groupe social. Mais la croissance économique permit également à d'autres secteurs, comme la classe ouvrière, de se développer et de gagner de meilleurs salaires. C'est pourquoi il est admis que l'année 1950 représente en quelque sorte le début de la crise de la structure de pouvoir basé sur l'*hacienda*. En rupture avec le modèle économique traditionnel utilisé pour la production de cacao, riz et café, le nouveau modèle basé sur la plantation voit apparaître clairement les relations capitalistes de production. Le modèle requiert des ouvriers salariés, et non plus des travailleurs dépendants, et « *produce preponderante o exclusivamente para el mercado y utiliza más o menos intensivamente capital y técnica* ». ³⁴ Les propriétaires d'*haciendas* se voient eux aussi obligés de rémunérer leurs employés pour les garder. Au niveau sociopolitique, l'urbanisation générée par la nouvelle vocation de l'économie entraîne des changements qui contribuent à la décomposition du système politique traditionnel et à l'émergence d'un bassin d'électeurs plus facilement influençable par un discours populiste canalisant les inquiétudes générées par le changement et la déstabilisation.

Avec les effets dévastateurs de la guerre en Europe, et les mauvaises conditions des économies d'Amérique centrale, l'Équateur devint un terrain privilégié pour les investissements dans ce secteur agricole, d'autant plus que des compagnies étrangères avaient acquis des terrains désignés à la production bananière dans les années 1930. L'appui financier de l'État et la disponibilité de main d'œuvre bon marché créèrent les conditions propices à l'investissement et au décollage de l'« *auge bananero* ». En parallèle à l'expansion du commerce bananier, on voit se développer dynamiquement les secteurs de la construction, de la pêche industrielle et le

³⁴ HURTADO, Osvaldo. op. cit. pp. 189-190.

secteur tertiaire – commerce, banque, services, assurances, communications. Notons toutefois que les plantations ne s’installent pas dans tout le pays, mais dans quelques villes seulement, principalement Quito et Guayaquil, qui concentrent 70% de la production industrielle. La production bananière occupe 25% des ouvriers du secteur manufacturier – secteur représentant à peine 15% du PIB -- alors que 75% se dédie toujours à l’artisanat.³⁵ Néanmoins, nombreux furent ceux qui crûrent que le pays avait enfin amorcé son décollage et trouvé la voie du développement.

Un modèle de développement capitaliste appuyé sur la triple base État-Entreprise privée-Capital étranger s’était mis en place, en rupture avec le credo libéral classique.

« Ahora se considera que el Estado no puede continuar como simple observador de las libres fuerzas del mercado y que, sin eliminarlas, debe intervenir en la economía promoviendo, alentando y regulando los procesos de producción y distribución, mediante la prestación de servicios técnicos y financieros, el control del comportamiento de los factores productivos y la creación de nuevas actividades económicas incluso con su participación financiera en empresas estatales o mixtas », résume Hurtado.³⁶

L’Équateur suit en cela la tendance interventionniste de l’époque, marquée par les idées de Keynes et la concurrence au socialisme. On reste cependant conscients que l’économie est extrêmement dépendante des facteurs extérieurs, et c’est pourquoi on tente, surtout à partir de 1948, de la diversifier afin d’atténuer ce facteur. C’est dans cette optique que l’on opte, à partir de 1963, pour un modèle de développement « à partir de l’intérieur », par substitution aux importations, dans le cadre d’un plan nationaliste.

Si la production bananière n’était pas monopolisée comme ce fut le cas pour celle du cacao, l’exportation, en revanche, était contrôlée par quelques grosses compagnies. Les américaines *United Fruit* et *Standard Fruit* ainsi que la *Exportadora Bananera Noboa*, appartenant à l’une des figures emblématiques de l’oligarchie équatorienne, Alvaro Noboa, contrôlaient à elles seules plus de 50% des exportations en 1964, alors que les 8 plus grandes entreprises

³⁵ HURTADO, Osvaldo. op. cit. p. 191.

³⁶ Ibid p. 192.

concentraient 90% des mêmes activités.³⁷ Hormis ce rôle toujours prépondérant de l'oligarchie agro-exportatrice et le faible transfert technologique, l'ère bananière fut caractérisée par d'indispensables travaux d'infrastructure et une planification nationale qui favorisèrent l'expansion des zones de production, le développement des villes, une migration vers ces nouvelles zones névralgiques, l'avancement des classes moyennes, la rentabilité des investissements et la consolidation du marché interne. L'État est converti en principal agent de développement économique, après qu'on eut apporté un ensemble de réformes afin de moderniser et solidifier sa structure juridico-administrative. De nombreuses organisations institutionnelles de développement et de planification sont mises sur pied, alors que certaines lois touchant le commerce extérieur, la fiscalité et les finances viennent actualiser le cadre légal. Mais ce marché concentrait un faible potentiel de développement, auquel le pays tentera de remédier en intégrant d'abord tardivement l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC), et ensuite le groupe du Pacte Andin, en 1969.³⁸

Au niveau politique, cette nouvelle prospérité allait mener à une nouvelle alliance dominante, articulée autour de la bourgeoisie. Les secteurs latifundistes et la petite bourgeoisie urbaine eurent également droit à des retombés. Le nouveau paysage politique laissait croire à une certaine maturité démocratique. Les gouvernements qui se succédèrent pendant cette période tentèrent tous un effort de modernisation, mais sans grand succès. C'est Velasco Ibarra, lors de son troisième règne (1952-1956), qui réussit le mieux, avec son plan de construction routier et de développement de l'éducation. Mais il ne réussit guère à mettre en branle quelque réforme profonde. La colère continua de gronder pour se terminer encore une fois dans la violence, à Guayaquil, en juin 1959, sous le gouvernement de Camilo Ponce (1956-1960).

À la fin des années 1950 s'amorça le déclin du « *boom Bananero* », en raison de conditions exogènes à la production nationale, comme c'est généralement le cas des économies axées sur l'exportation et dépendantes (à ce point) du marché mondial. En plus du regain d'intérêt pour l'Amérique centrale de la part des multinationales, les termes de l'échange avaient commencé à se détériorer en 1955. Et à partir de 1964, la balance commerciale sera négative jusqu'à

³⁷ Voir ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 101.

³⁸ Voir DABÈNE, Olivier. *L'Amérique latine au 20e siècle*, Paris, Éditions Armand Colin, 2001 (1994), p. 117 et HURTADO, Osvaldo. op. cit. pp. 192-193.

1971, année précédant le « boom pétrolier ».³⁹ Mais, comme nous l'avons vu, le pays avait entamé la voie d'un nouveau modèle de développement et d'industrialisation, marqué par la nationalisation ou la participation à des entreprises mixtes dans des domaines clés de l'économie, en l'occurrence l'électricité, les communications, et éventuellement le pétrole. C'est à l'aide de ce modèle – surtout à partir de 1963, avec le développement axé sur les forces internes -- qu'on entendait mettre un terme radical à la dépendance extérieure.

2.2 Le modèle de substitution aux importations et l'État interventionniste

L'épuisement et la faillite du modèle agroexportateur, combiné aux autres effets de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale, mènera plusieurs pays d'Amérique latine à adopter le modèle d'industrialisation par substitution aux importations. Ce modèle de développement, qui s'appuie sur les expériences de modes d'industrialisation mis en place dans les économies les plus puissantes d'Amérique latine, comme le Chili, le Brésil, le Mexique et l'Argentine, au cours des années 1930 et 1940, sera encouragé plus tard par l'économiste argentin Raul Prebisch et la CÉPAL, qui vit le jour en 1948.

En Équateur, c'est en 1954 qu'est lancé le premier plan d'industrialisation digne de ce nom, avec la Junte Nationale de Planification, qui deviendra le Conseil National de Développement (CONADE), en 1979. Grâce aux entrées massives de capitaux durant la période bananière, l'État put enfin assumer une vocation *développementiste* et tenter de mettre un terme aux conditions du sous-développement chronique. Et quand l'*auge bananero* commença à décliner, l'État favorisa une baisse des prix relatifs de base de l'économie dans le dessein d'impulser une autre modalité d'accumulation et de favoriser l'activité industrielle. Les efforts de modernisation, comme le nouveau rôle de l'État, et les politiques économiques furent dirigés de façon à favoriser les nouvelles élites émergentes et leur plan d'industrialisation. « *El estado toma bajo su responsabilidad el progreso del país...moderniza el aparato administrativo y promueve actividades productivas asumiendo incluso algunas que tradicionalmente se habían reservado a la iniciativa privada* ». ⁴⁰ Si bien que l'État devint la pierre angulaire d'une

³⁹ Voir ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 104.

⁴⁰ HURTADO, Osvaldo. op. cit. p. 312.

nouvelle alliance entre les élites traditionnelles et la bourgeoisie moderne émergente, ainsi que quelques technocrates. « *También sacaron su tajada los « empresarios rentistas » del sector manufacturero, que en el caso ecuatoriano jamás rompieron abruptamente con los grupos exportadores y tampoco con los sectores hacendatarios* », souligne Acosta.⁴¹ Encore une fois, les élites traditionnelles réussissent à s'adapter et à garder leur position de force en parasitant les nouveaux espaces ouverts par la modernisation. Ils peuvent se permettre de varier leurs activités économiques et s'immiscer dans les autres sphères de pouvoir, en l'occurrence l'État (voir chapitre 5).

Cette phase de modernisation impulsée par l'État vit également la création d'entreprises d'État, de nouveaux emplois dans le secteur public, ainsi que quelques interventions dans les secteurs stratégiques de l'exportation de ressources naturelles, notamment le pétrole. Mais cette crise de l'exportation bananière ne se limite pas au simple passage à une autre denrée naturelle comme moteur de l'économie nationale. On assiste en fait à une stagnation du modèle agro-exportateur, qui entraînera la stabilité constitutionnelle dans la crise, ouvrant la voie aux initiatives modernisantes et réformistes qui viendront marquer la période des années 1960 et 1970. Mais les événements internationaux donnent encore une fois la tonique aux transformations de la société équatorienne. Les secteurs sociaux sont excités par la Révolution cubaine et le sentiment anti-impérialiste qui balaie le continent au cours des années 1960. Sentiment anti-impérialiste que saura canaliser le *caudillo* Velasco Ibarra pour être reporté au pouvoir en 1960 avant d'être destitué en 1961. Hautement critique face aux États-Unis – il leur reprochait, outre leur impérialisme, la manipulation de l'OEA et la perversion des idéaux du libéralisme -- son discours était empreint d'une l'idée de libération de l'Amérique latine, au niveau économique, politique et culturel.⁴² L'Église catholique emboîte le pas, alors qu'une fraction dissidente embrasse les idées de la théologie de la révolution, alors même que les

⁴¹ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 112.

⁴² Voir AYALA MORA, Enrique. América latina y EE. UU., in *El Comercio*, 5 juin 2004, p. A5. Velasco Ibarra évoque notamment « *la doble misión corruptora del capitalismo en Sudamérica : la entrega al extranjero, la tendencia a eliminar el carácter y dignidad nacionales y la injusticia con el obrero* ». Faisant écho à Bolívar, qui disait que « *Los Estados Unidos parecen destinados por la fatalidad para plagar a la América de miseria en nombre de la libertad* », Velasco Ibarra, dénonçant le « *peligro anglosajón* », appelait à l'union de l'Amérique du Sud et à la résistance culturelle. Résistance qu'il prônait face à une menace qui s'incarnait jusque dans « *ese aumento creciente de modales groseros, de actitudes bruscas, de hábitos sin elegancia que caracterizan a la multitud* » (ibid).

Américains mènent une virulente campagne anticomuniste avec l'aide de l'aile conservatrice et réactionnaire du Clergé.

Le problème de la dépendance s'accroît et prend une dimension politique. Après l'Alliance pour le progrès de Kennedy, qui visait à faire la cour aux pays latino-américains pour éviter que ne se propage la révolution cubaine, les Américains (Johnson 1964-1969, Nixon 1970-1974) radicalisent leur politique extérieure et ne cachent pas leur mépris pour l'Amérique latine. « L'axe de l'histoire part de Moscou, passe par Bonn, arrive à Washington, puis va à Tokyo. Ce qui se passe dans le Sud n'a aucune importance », dira Henry Kissinger au Ministre chilien des affaires étrangères en 1966.⁴³ Cette attitude arrogante de la part des États-Unis favorisa le rapprochement des pays latino-américains et une remise en question des rapports au sein de l'OEA, pour aboutir en mai 1969 au Consensus de Viña del Mar, « document dans lequel les États-Unis étaient clairement accusés d'empêcher le développement autonome de l'Amérique latine ».⁴⁴

L'Alliance pour le progrès permit toutefois quelques avancées dans la modernisation – l'aide économique au continent passa d'une moyenne annuelle de 204 millions de dollars sous Eisenhower à 1,3 milliards entre 1962 et 1965⁴⁵ –, qui favorisèrent les changements structurels. Toutefois, la croissance des pays d'Amérique latine à cette époque s'explique en grande partie par le plan d'industrialisation, de rapprochement des marchés latino-américains et de protection tarifaire mis de l'avant par Prebisch et la CEPAL. « L'intégration apparut en effet très tôt de nature à favoriser l'industrialisation du continent en jouant sur les complémentarités et les économies d'échelle », soutient Dabène.⁴⁶ Et le « développementisme » était poussé par les juntes militaires successives de cette époque, qui agirent pratiquement comme « avant garde de la bourgeoisie industrielle » (F.Velasco).

Malgré les réformes agraires (1964, 1973), l'abolition du travail précaire dans le secteur agricole (1970), et une profonde réforme tribulaire (1963-1971), on n'atteint pas les résultats escomptés. Cette série de réformes modernisantes, articulées autour d'un État centralisé,

⁴³ Cité par DABÈNE, Olivier. op. cit. p. 119.

⁴⁴ Ibid. p. 120.

⁴⁵ Ibid. p. 114.

⁴⁶ Ibid. p. 115.

comme le veut le modèle keynésien de gestion interventionniste, ne fut pas supporté par une gestion assez efficiente au niveau économique. Encore une fois, les élites furent incapables de créer les conditions propices à la cristallisation du modèle. Il n'y a pas eu de transformation dynamique du marché interne, pas de redistribution productive, pas de flux de capitaux remédiant à l'hétérogénéité structurelle de l'appareil productif, pas de concertation efficace des secteurs privé et étatique pour mettre en place les infrastructures nécessaires, ni d'élaboration de politiques visant à protéger l'industrie nationale émergente jusqu'à l'atteinte de la maturité suffisante pour affronter le marché mondial.⁴⁷ « *Este intento de industrialización no alteró el patrón tradicional de acumulación primario-exportadora. Fue un esfuerzo asociado y subordinado a la lógica del capital externo, lo cual delineó la orientación de la producción para satisfacer las necesidades de grupos minoritarios de la población* », précise Acosta.⁴⁸

Malgré des taux de croissance impressionnants dans plusieurs pays d'Amérique latine, le modèle comportait sa part de déséquilibres, qui expliquent en grande partie son échec. « Au plan social, il était fortement excluant, profitant aux oligarchies et aux nouvelles bourgeoisies. Au plan économique, il provoqua de profonds déficits des comptes extérieurs des pays », confirme Dabène.⁴⁹

Entre 1964 et 1972, la balance commerciale de l'Équateur fut déficitaire, en raison notamment de la crise du commerce de bananes et de la hausse des importations (due entre autre à la consommation massive de produits de luxe par les privilégiés du modèle d'accumulation exclusif).

2.2.1 Le boom pétrolier et la crise de la dette

En 1971, quand commence l'exploitation pétrolière à grande échelle, les capitaux étrangers affluent dans des proportions sans précédent dans l'histoire du pays, jusqu'à atteindre les 162,1 millions de dollars cette même année, soit 10,12% du PIB. Et pour la première fois, le capital n'arrive pas que sous forme de crédit, mais aussi sous forme d'investissements directs massifs.

⁴⁷ Voir ACOSTA, Alberto. op. cit. pp. 115-116.

⁴⁸ Ibid. p. 116.

⁴⁹ DABÈNE, Olivier. op. cit. p. 126.

C'est l'euphorie pétrolière. Même si les investissements records de l'année 1971 n'ont pas été répétés par la suite (on parle d'une moyenne annuelle de 100 millions de dollars, depuis), l'Équateur fit une percée sur le marché mondial. La guerre arabo-israélienne de 1972 et la hausse du prix du pétrole équatorien, qui passa de 3,83\$ en 1972 à 13,4\$ en 1974, favorisa l'Équateur comme destination d'investissement.

La facilité avec laquelle l'Équateur avait désormais accès au crédit international -- le « boom pétrolier » coïncidant avec une phase d'expansion financière mondiale cherchant des débouchés -- il tomba dans le piège de l'endettement massif. Effet paradoxal et pervers si l'on tient compte du fait que l'appareil productif national n'a suscité que peu d'attention, que la vulnérabilité caractéristique des économies exportatrices n'a pu être surmontée, alors que les profits des IDE ont largement été rapatriés. Et même l'euphorie pétrolière n'a pas occasionné la redistribution des richesses, le changement de la structure d'accumulation, ni l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, moteur essentiel du modèle de développement keynésien et du marché interne.⁵⁰ Les secteurs traditionnels ont été laissés-pour-compte dans cette phase de croissance qui amena sa part de déséquilibres, dont la précarisation de l'emploi et la disparition de nombreux secteurs de production non capitalistes, effets symptomatiques de la « maladie hollandaise ». Pis, la paupérisation des masses miséreuses s'accrut au rythme de l'ostentation des élites. Certaines couches de la classe moyenne et basse voient leurs conditions s'améliorer durant cette période, mais quand frappe la crise de la dette, leur prospérité s'évapore. « *Así, el monto de la deuda externa ecuatoriana creció en casi 22 veces: de 260,8 millones de dólares al finalizar 1971, a 5 868,2 millones cuando concluyó el año 1981. Esta deuda pasó del 16% del PIB en 1971, al 42% del PIB en 1981* ». ⁵¹

Si le « boom pétrolier » permet de pallier certaines lacunes de la gestion de l'État et de l'économie, facilitant la tâche des gouvernements militaires et faisant oublier le caractère

⁵⁰ Même si rien ne justifie cet écart dramatique entre les profits et l'investissement productif, et encore moins l'endettement massif, Hurtado explique que c'est, encore une fois, un des traits typiques de la société équatorienne qui explique cette incroyable débâcle, au moment où le pays aurait pu changer de « ligue » : « *La conformación de una sociedad en que instituciones y personas, públicas y privadas, esperan toda suerte de beneficios del gran depositario de la riqueza petrolera – el Estado – comportamiento social que desencadenó una inercia que nadie pudo detener, ni siquiera las dos dictaduras militares* ». Voir HURTADO, Osvaldo. *La deuda externa del Ecuador y sus efectos económicos y sociales en la segunda mitad del siglo XX*, Quito, Corporación de Estudios para el Desarrollo, 2000, p. 22.

⁵¹ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 122.

autoritaire du régime, le vent n'allait pas tarder à tourner. Le modèle d'industrialisation et de développement par substitution aux importations allait lui aussi entrer en crise. Pas seulement en raison de sa stagnation, de son étouffante bureaucratie, de la dette et du virage idéologique du capitalisme international, mais en raison de l'incompétence et de la courte vue des élites nationales. Comme on l'a vu, l'État n'a su assurer les réformes économiques essentielles comme l'on réussit certains autres pays d'Amérique latine. Il n'y a pas eu de véritable projet national, mais plutôt un interventionnisme au service des élites, où l'État « développementiste » agissait souvent dans ses entreprises et autres activités économiques comme « *empresa de reparaciones del sistema capitalista* ». ⁵² Et l'ingérence des oligarques dans les arcanes du pouvoir politique en pourrirent la vocation démocratique.

Les luttes pour le contrôle et les dividendes du pétrole pendant l'euphorie, et ensuite celles pour éviter d'être touché par la crise, divisèrent âprement la société équatorienne. Les revendications des élites traditionnelles, de la nouvelle bourgeoisie et des syndicats émergents disloquaient le pays, alors que les militaires, divisés entre eux, ne purent contenir la pression. Avec le régime modernisant de Rodríguez Lara (1972-1976), l'Équateur semblait sur la voie du progrès, du moins au niveau des réformes. Vint ensuite la dictature répressive du *Consejo Supremo de Gobierno* (1976-1979) qui, paradoxalement, continua de mettre en place les conditions du retour à la démocratie. La répression s'intensifia à partir de 1976, pour culminer avec le massacre des ouvriers de Aztra, en 1977. C'est le commencement de la fin du régime militaire, harcelé depuis 1972 par une oligarchie avide de pétrodollars. Le tandem Jaime Roldós-Osvaldo Hurtado fut élu dans une alliance CFP-Democracia Popular, pour le retour à la démocratie en 1979, qui inaugurerait la nouvelle ère démocratique de l'Amérique latine. Ce sera Roldós qui assurera la présidence jusqu'à sa mort tragique dans un accident d'avion, en 1981. Le Vice-président Hurtado assurera la relève par la suite, mais malgré la meilleure cohésion et organisation de son gouvernement, les réformes se firent plus timides en raison notamment de la crise économique. Malgré tout, en Équateur comme dans plusieurs autres pays, ce sera une gestion démocratique des structures poussiéreuses des anciens régimes, garantissant la reproduction des tares historiques et du sous-développement du pays.

⁵² ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 132.

La société équatorienne n'en était pas moins dans une période de changements importants. Alors que le capitalisme pénétrait toutes les structures socio-économiques modernisées, la dépendance internationale s'accroissait toujours. La croissance démographique occasionna également des bouleversements sociaux, comme l'urbanisation, qui vit surgir une nouvelle couche de citoyens comme acteurs de la vie sociale équatorienne. Et ces masses urbaines commencèrent à faire contre-poids à la consolidation des bourgeoisies industrielles et financières, notamment avec la création du Frente Unitario de Trabajadores (FUT), fer de lance de la contestation sociale et ouvrière. Cette nouvelle configuration démographique et sociologique n'allait pas tarder à faire éclater le bipartisme traditionnel. Alors que voient le jour des partis de gauche comme Izquierda Democrática et Democracia Popular, le populisme revient en force, canalisant la déstabilisation, les bouleversements rapides et les aspirations de ces nouvelles masses urbaines.⁵³

Malgré une effervescence sociale et politique certaine, les structures de domination économique, qui ont depuis toujours freiné les réformes profondes au pays, n'ont pu être changées. Le passage au modèle de substitution aux importations et l'industrialisation ne fut pas impulsé par une nouvelle élite bourgeoise, les classes moyennes et le prolétariat émergent, mais il fut plutôt récupéré par la vieille oligarchie traditionnelle, qui empêcha que ne se modernise trop l'appareil productif et les institutions politiques. Le développement de la classe moyenne et la redistribution des richesses aux travailleurs furent compromis, dans cette usurpation du protagonisme du changement par l'oligarchie nationale. Contrairement aux populismes classiques, la coalition populiste en Équateur n'est pas clairement orientée contre l'oligarchie « *al punto que llega a plantearse la hipótesis de que en el Ecuador se produjo un proceso de diversificación del portafolio de inversiones hacia la industria y la banca, por parte de los tradicionales grupos dominantes, que se fortalecen en su articulación al Estado* ». ⁵⁴ Cette hypothèse expliquerait la nature différente de l'alliance populiste et le caractère excluant de l'économie et du processus d'industrialisation en Équateur.

⁵³ Voir AYALA MORA, Enrique. *Resumen de historia del Ecuador*, op. cit. p. 108.

⁵⁴ CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. *Los impactos del neoliberalismo. Una lectura distinta desde la percepción y experiencia de los actores*, Quito, Abya-Yala, 2004, pp. 20-21.

Cette confiscation de l'industrialisation et de ses dividendes ne sera pas sans effets sur l'appareil productif, l'emploi et le social. Elle donne effectivement lieu à une insuffisance structurelle qui empêche la création massive d'emplois productifs. Entre 1972 et 1981 par exemple, en pleine croissance industrielle, seulement 5% des 100 000 nouveaux emplois annuels créés étaient ouverts au secteur industriel manufacturier. C'est dire que la classe des travailleurs sous-employés ou du secteur informel augmentait à un rythme effarant en dépit de la croissance industrielle, une tendance qui se maintient jusqu'à aujourd'hui, « *confirmando aquellas tendencias a la exclusión y concentración tan propias de la realidad nacional* ». ⁵⁵

Cette tendance fut renforcée par l'orientation des politiques économiques en faveur de l'investissement industriel – subventions aux importations de biens de capital et matières premières, taux de change surévalué, taux d'intérêt subventionnés -- qui menèrent à une industrialisation massive sans toutefois générer suffisamment d'emploi, en dépit du fait que les prix des biens-salaires aient été stabilisés. ⁵⁶ « *Esta forma de organización del excedente económico, agudizado por la brusca caída de los términos de intercambio, pronto desembocó en un creciente endeudamiento y mayores desequilibrios en la balanza de pagos, que finalmente hacen crisis a inicios de los 80* ». ⁵⁷

Cette crise des économies d'Amérique latine, directement liée à celle du modèle d'accumulation, a pu être compensée et temporisée par l'accès à de grandes sommes de financement externe, mais quand ce financement se contracte, les économies périclitent. La combinaison de divers facteurs comme la hausse du taux d'intérêt et la fuite de capitaux menèrent à de sérieux déficits commerciaux et des comptes courants, et finalement à un endettement rapide et massif. L'apogée de cette crise, au début des années 1980, connue comme la « crise de la dette », inaugurerait la nouvelle ère des institutions financières multilatérales, qui radicaliseront leurs politiques de recouvrement et initieront la phase d'ajustement structurel que l'on connaît aujourd'hui. Phase où ils déploieront de véritables thérapies chocs, visant à stabiliser les indicateurs macroéconomiques des économies endettées

⁵⁵ CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. p. 21. Le taux de sous-occupation dépasserait les 60% (2000). (Ibid. p. 64).

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid. pp. 21-22.

et assurer le remboursement de la dette à ses créiteurs. C'est le début de l'expansion du néolibéralisme, impulsé par l'omnipotence des institutions financières multilatérales (Bretton-Woods, OMC) qui, en plus d'en être les principaux architectes, trouveront leur plein déploiement dans la globalisation progressive des marchés. Mais, comme nous le verrons, c'est avec le concours des gouvernements nationaux qu'a été mis en place le nouveau paradigme.

CHAPITRE III

LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT NÉOLIBÉRAL

L'Équateur entre dans une nouvelle phase d'ouverture au marché mondial, et ce, sans avoir résolu ses contradictions structurelles et activé un ensemble de réformes économiques et politiques propres à outrepasser les inerties des précédents modèles de développement. D'aucuns avancent que le pays n'était pas prêt à se lancer tête première dans la concurrence internationale. En ouvrant son économie de la sorte, sans garde-fou, le pays court d'énormes risques. Or, c'est la politique prisée par les institutions financières internationales et les pays riches, « conseillers économiques » des pays en voie de développement. Alors que le FMI, mis en état d'alerte avec la crise de la dette, impose ses nouvelles conditions à l'obtention de prêts, les États-Unis mettent de la pression sur les pays demandeurs. Dans le cas de l'Équateur, les pressions s'exercent notamment dans les négociations pour un traité de libre-échange et pour l'aval du Plan Colombie. Ces intrusions dans la vie politique et économique du pays ne sont pas sans raviver le spectre du néocolonialisme, et remettent plus que jamais en question la démocratie et la souveraineté du pays. Ces mesures sont toutefois censées redresser l'économie du pays et le mettre une fois pour toute sur la voie du développement et de l'industrialisation, tout en intégrant le pays à l'économie mondiale de façon avantageuse pour lui et ses autres partenaires.

À la crise de la dette et de l'État providence s'ajoute la globalisation des marchés, qui s'accroît avec la fin de la Guerre froide. Les théories économiques classiques, revisitées et dites néoclassiques ou néolibérales, resurgissent avec vigueur et tendent à s'imposer dans ce nouveau paradigme ouvert par la « victoire du capitalisme ». La convergence de ces facteurs accélérera la mise en place du nouvel ordre mondial, qui se reflète dans le Consensus de Washington et le protagonisme des acteurs transnationaux.

3.1 De la crise de la dette au Consensus de Washington

Le Consensus de Washington représente l'ensemble des mesures orthodoxes dictées par le FMI et la Banque Mondiale, les positions du gouvernement des États-Unis, et la voix des transnationales les plus influentes, majoritairement américaines. L'ensemble des mesures d'austérité financière prônées par les représentants du dit consensus, depuis le début des années 1990, s'insère dans une stratégie globale de restructuration de l'économie mondiale, où seront intégrées les économies périphériques par la libéralisation des marchés. En échange d'une stricte discipline économique et fiscale -- imposée via le processus des prêts -- les pays en développement pourront bénéficier de l'accès aux zones commerciales affranchies organisées et articulées par les économies centrales. Des mécanismes de contrôle sont mis en place afin d'évaluer le potentiel des pays en développement ; des certificats de « bonne conduite » seront octroyés aux « élèves modèles », et un sceau de « pays instable et à risque » sera attribué à ceux qui ne sauront redresser leur bilan et indicateurs macro-économiques ou contenir les perturbations politiques. C'est la « bonne conduite » qui garantira les investissements étrangers massifs, le remboursement des dettes et enfin la prospérité du pays. Selon les tenants de ce courant, la santé macro-économique apportera inévitablement une hausse de la qualité de vie du grand nombre, à terme, étant donné la croissance économique. C'est pourquoi l'ajustement structurel est indispensable, afin que les créanciers obtiennent remboursement, d'une part, et que le pays sorte de la pauvreté et vienne rejoindre le groupe des pays prospères, d'autre part. Il en va de la stabilité mondiale, puisque la nouvelle ère de l'économie globalisée trouve son équilibre dans l'intégration économique, et non plus politique. Et c'est pourquoi le nationalisme économique -- stratégies de développement axées sur le marché, le potentiel et l'intérêt nationaux -- est fortement découragé. Il éprouverait de toute façon de graves problèmes de compétitivité, étant exclus de la mouvance irrésistible menée par toutes les économies avancées. L'ajustement structurel, en somme, est un ensemble de mécanismes d'adaptation d'une économie nationale aux nouvelles exigences de l'économie globalisée.

Les principales mesures de l'ajustement structurel sont les suivantes : austérité et discipline fiscale; restructuration des dépenses publiques (incluant la réduction des subventions);

réforme tribulaire; privatisation des entreprises publiques; établissement d'une gestion de change compétitive; libéralisation commerciale; dérégulation du marché financier et ouverture du compte de capitaux; ouverture sans restrictions aux investissements directs étrangers (IDE), flexibilisation des relations économiques et laborales (lire précarisation de l'emploi et affaiblissement des syndicats); garantie et accomplissement des droits de propriété privée. Il vise également à favoriser la croissance par l'exploitation des avantages comparatifs, la rationalisation de l'utilisation du capital et des autres facteurs de production. On entend ainsi modifier la structure des prix relatifs (taux d'intérêt, salaires réels, taux de change) afin de stimuler le transfert de la production de biens non soumis à la concurrence internationale (*no transables*) vers celle de biens qui le sont (*transables*).⁵⁸

Rappelons également que cette austérité économique vise avant tout le remboursement de la dette externe. Mais c'est la dette qui contraint à l'ajustement structurel. Et, pour boucler le cercle vicieux, l'ajustement structurel qui contraint à l'endettement. Nous verrons plus en détail, au chapitre 6, que cette impasse fait du cercle vicieux un spirale qui tire le pays vers le bas et assure la continuité de sa dépendance et de son sous-développement. Voyons maintenant comment et dans quelles conditions a été appliqué l'ajustement structurel par les gouvernements successifs.

3.2 L'application des politiques d'ajustement structurel depuis le retour à la démocratie

Habitué à souffrir des conditions exogènes à son économie, l'Équateur récemment revenu à la démocratie (1979) entre dans cette nouvelle phase avec deux chocs violents : la chute des prix du pétrole en 1981 et les inondations de 1982-1983 dues à El Niño. Quand le Mexique déclara un moratoire sur sa dette, en 1982, le gouvernement équatorien joint la ronde des négociations de la dette avec ses créanciers internationaux. Le FMI et les autres créanciers radicalisent leurs politiques et approfondissent les politiques d'ajustement structurel et la conditionnalité des prêts : c'est le début du protagonisme des institutions financières multilatérales dans la gestion économique et politiques des pays endettés. La crise de la dette

⁵⁸ Voir TIRÓN, E. et LAGOS, E. Actores sociales y ajuste estructural, in *Revista de la CEPAL* no. 44, 1991, cité par CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. p. 23. Voir également ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 158.

mettra en lumière l'ensemble des symptômes qu'occultait l'entrée des devises du pétrole avant la crise – le prix du baril atteint les 40\$ durant l'année 1981 -- et qui avait tenu le pays à l'écart des problèmes de l'économie mondiale. Malgré l'instabilité politique du pays, et la courte durée des gouvernements, les politiques d'ajustement structurel sont une constante dans la gestion du pays. En 2000, il avait déjà signé une dizaine de lettres d'intention avec le Fonds, en plus des obligations contractées envers la Banque Mondiale.⁵⁹

Le gouvernement d'Osvaldo Hurtado, qui termina le mandat de Roldós (1981-1984, Democracia cristiana) dut affronter la crise et le problème de l'inflation. Malgré son souci démocratique, Hurtado ne pu contenir la crise et opta pour la poursuite de l'ajustement structurel et de mesures de stabilisation qui fragilisèrent la jeune démocratie. L'État devint le protagoniste de la nouvelle stratégie économique. Si la sortie de la dictature modéra les revendications sociales, la « sucrétisation » de la dette externe privée fut toutefois une mesure répondant aux intérêts des groupes oligarchiques et du grand capital. L'État convertit les dettes des agents économiques privés, contractées en dollars à l'étranger, et en accepte le paiement en *sucres* à la Banque Centrale, alors que lui les honorera en dollars aux créanciers internationaux. Cette « sucrétisation » de la dette privée, et sa mauvaise gestion, augurent la « privatisation » de l'État, et le transfert des dettes privées au secteur public. L'ancêtre du sauvetage bancaire de 2000. Cette mesure douteuse était en fait un condition du FMI, sous prétexte que l'État est un meilleur garant que les particuliers. L'État opère donc sa politique de réduction du déficit fiscal au détriment des dépenses publiques, tout en augmentant les impôts et le prix du combustible. Mais le pays retrouva une certaine stabilité, et reprit le chemin de la croissance en 1984.

Avec l'arrivée au pouvoir de León Febres Cordero (Social cristiano, 1984-1988), ouvertement en faveur de la libéralisation et représentant de l'oligarchie de Guayaquil, on vit les avantages de la « sucrétisation » s'approfondir. Le délais de remboursement passa de 3 ans à 7 ans, alors que le taux d'intérêt fut gelé à 16% (alors que les taux commerciaux étaient supérieurs à 28%), et le taux de change avec le dollar américain fut gelé à 100 sucres pour 1 dollar. La « sucrétisation » de près d'un milliard et demi de dollars de la dette externe privée

⁵⁹ Les prêts reçus par l'Équateur de la Banque Mondiale ont été consentis dans la même optique que ceux du FMI. Destinés à l'ajustement structurel et sectoriel, « *fueron poderosos mecanismos para forzar el neoliberalismo y aún para agravar sus efectos* », soutient Acosta. Voir ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 166.

représente 1,3 milliards de dollars de subvention au secteur privé, si l'on ne tient compte que du taux de change moyen réel pour la période de remboursement, soit 1000 sucres pour 1 dollar.

En 1986, une autre importante baisse du prix du pétrole affecte l'économie. Febres Cordero organise un plébiscite afin d'intégrer les citoyens « indépendants » à la vie politique du pays. Il perdra son plébiscite, qui visait en fait à lui octroyer plus de pouvoirs, et se vera affaibli politiquement. Il dut faire face à plusieurs sources d'hostilité, au sein de l'État et de l'opposition, pour des affaires de corruption et violation des droits humains. Et sa répression des manifestations populaires viola à plusieurs reprises la Constitution.⁶⁰ À son affaiblissement politique, Febres Cordero répondit en radicalisant ses politiques économiques. « *Se endeudo a las empresas estatales para sostener el proceso de acumulación de poderosos grupos financieros y luego, aduciendo que estas empresas son ineficientes y generan pérdidas, se procedió a su privatización; en Argentina es donde más se forzo esta vía para el deterioro programado de la actividad empresarial del Estado, el cual, a su vez, asumía las deudas externas de las empresas privadas, como sucedió en el Ecuador con la « sucretización »* », explique Acosta, mettant en lumière les manigances de discrédit des entreprises d'État, qui dégagent par la même occasion le secteur privé du fardeau de nombreuses dettes.⁶¹ On privatise les revenus de l'État et on socialise les dettes du secteur privé.

Tout cela dans une ambiance de corruption et de généralisation de la misère et du mécontentement. L'impopulaire régime de Febres Cordero, personnage autoritaire et intransigeant, sera écarté du pouvoir par la voie des urnes. Mais l'emprise de l'oligarque le plus influant du pays ne cessera de contrecarrer les initiatives progressistes et les changements institutionnels en Équateur. Febres Cordero est un de ces « *dueños del país* », véritables conspirateurs qui usent de leurs puissants réseaux politico-économiques pour court-circuiter l'avènement d'une véritable démocratie. Leurs partis ne sont d'ailleurs que les bras politiques de leurs organisations économiques, une façon de s'immiscer dans les affaires de l'État par un noyautage de toutes les sphères d'activité du pays (voir chapitre 5).

⁶⁰ AYALA MORA, Enrique. *Resumen de historia del Ecuador*, op. cit. p. 112.

⁶¹ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 176.

Quand Rodrigo Borja prend le pouvoir en 1988, à la tête du Parti Izquierda Democrática, de tendance social-démocrate, on entrevoit de nombreuses réformes, mais les attentes sont déçues. Malgré un discours progressiste, le cap est maintenu sur la libéralisation de l'économie et l'ajustement structurel.

Le nouveau programme de gestion de la dette impulsé par le gouvernement américain en 1989, le Plan Brady, est ratifié par le gouvernement, alors que l'élite économique trouve son compte avec « l'initiative pour les Amériques », de George Bush, en 1990. Borja fut le premier président à se rendre à Washington pour donner son aval aux nouvelles mesures de paiement, mais fut incapable de se tenir debout devant les abus de la banque créancière. « *El gobierno prácticamente no reaccionó cuando en mayo de 1989, el Citibank incautó 80 millones de dólares que habían sido ahorrados para reiniciar los mismos pagos simbólicos* ». ⁶² Ce n'est que quelques mois plus tard que, face aux pressions populaires, les autorités monétaires négocièrent supposément une entente satisfaisante, ce qui s'avéra finalement être un grand mensonge. L'intérêt national est encore une fois bafoué. Les mouvements indigènes et ouvriers organisent un soulèvement en 1990, qui force le gouvernement à revenir sur certaines positions. Les scandales de corruption entachent de nouveau les hautes sphères du gouvernement, sans toutefois que ne soit remise en cause l'honnêteté du Président Borja.

Bénéficiant d'une hausse du prix du pétrole – en raison de la guerre du Golfe – Borja ne su réactiver l'économie, malgré l'atteinte de l'équilibre macro-économique, conçu comme substitut du développement économique et social. Bref, son gouvernement n'apporta aucun changement significatif dans les domaines souhaités, mais se signala tout de même dans sa gestion efficace du conflit avec le Pérou.

En août 1992, le conservateur Sixto Durán s'installe à la présidence. Il tenta une modernisation l'État par une redéfinition de son rôle économique et sa substantive réduction. Au centre de cette stratégie figure la privatisation de secteurs stratégiques ainsi que la vente d'actions d'autres entreprises avec des investissements de l'État. Ce faisant, il accentue le

⁶² ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 180.

processus d'ajustement structurel, en le modelant aux attentes des créiteurs internationaux. Parmi les mesures mises de l'avant pour satisfaire les créiteurs, on note l'approbation d'une hausse spectaculaire des prix des combustibles dérivés du pétrole, et un ensemble de réformes fiscales complexes – politique monétaire, taux d'intérêt flexible -- afin de générer des sommes destinées au paiement de la dette. Obéissant aux consignes du FMI, Durán redonna au pays la cote de confiance nécessaire à la contraction de nouvelles dettes. Il présenta une nouvelle lettre d'intention au FMI en mars 1994. Les points suivants y sont proposés : privatisation des télécommunications, du secteur de l'électricité, de l'hydrocarbure; réformes du marché laboral, de la sécurité sociale, des lois sur le travail et du régime monétaire; ainsi que l'entrée en vigueur de la loi sur la libéralisation des entités financières.⁶³

Le gouvernement obtiendra une renégociation de la dette dans le cadre du Plan Brady, sans réels bénéfices pour le pays. Bien au contraire, l'entente incluait un bon de 190 millions de dollars, payable sur 10 ans, sans période de grâce, pour dédommager la Citibank et aux autres créanciers en rapport avec l'incident de 1989. Et ce, même si la banque avait fraudé les épargnants de 80 millions de dollars...

En 1994, la crise du peso au Mexique fit éclater à la lueur du jour les déficiences du modèle néolibéral; ce fut le retour de balancier de cette orthodoxie dangereuse. La spéculation avait eu raison de la stabilité imposée par le FMI. Ce n'est qu'après un sauvetage spectaculaire qui mobilisera plusieurs grandes institutions financières du monde, en premier lieu le FMI, et les banques centrales de nombreux pays qu'on évita un crash mondial. Cet « audacieux hold-up contre les caisses fiscales des pays bailleurs de fonds, en faveur d'une minorité fortunée »,⁶⁴ ne sembla pas décourager le FMI dans ses politiques, malgré les symptômes dans certains pays de la région.

⁶³ ACOSTA, Alberto. op. cit. pp. 182-184.

⁶⁴ MARTIN, Hans-Peter et SCHUMANN, Harald. *Le piège de la mondialisation*, Paris, Actes Sud, 1997 (1996), p. 66. « La crise du Mexique a tiré au grand jour le visage du nouvel ordre mondial à l'ère de la mondialisation. Comme jamais auparavant, les acteurs de cette affaire ont montré avec quelle force l'intégration économique globale a transformé la structure de pouvoir du monde. Comme s'ils étaient guidés par une main invisible, le gouvernement de la superpuissance américaine, le FMI jadis omnipotent et toutes les banques centrales européennes se sont soumis aux volontés d'une puissance supérieure dont ils ne sont plus capables d'évaluer la puissance de destruction : le marché financier international », précisent les auteurs (ibid).

Le cap est donc maintenu sur les politiques d'austérité financière visant la stabilisation de l'économie, en dépit des « *altos costos sociales que se expresaron en la caídas de los niveles de vida (y) el descontento generalizado* ». ⁶⁵ La catastrophe est encore une fois temporisée sans qu'on réalise sa venue imminente et inexorable. « *La esencia de la política económica, seguida desde septiembre de 1992, sembró las raíces de la crisis económica : se favorecía la inversión financiera (especulativa) y no la producción. Era la « crónica de una crisis anunciada »* », dénonce Acosta. ⁶⁶

En 1995, la guerre frontalière avec le Pérou vint aggraver la situation économique. Le Vice-président Dahik, artisan de plusieurs politiques économiques de l'époque, s'exile après de nombreuses fraudes monétaires.

En 1996, Abdalá Bucaram fait son entrée à la présidence. Celui qui prétendait « gouverner pour les pauvres », en plus de poursuivre dans la voie du néolibéralisme planifié de l'extérieur, incarne, avec quelques membres de son équipe, ce qui a été qualifié par plusieurs de véritable « honte nationale ». La langue de bois fait place à un discours populiste et belliqueux, alors que s'installe un autoritarisme réactionnaire. Au centre de la politique économique de Bucaram se trouve la convertibilité avec le dollar américain, comme l'avait fait l'Argentine. Afin de mener à bien ses réformes, il fit appel aux services de Domingo Cavallo, ex-ministre de l'économie de Carlos Menem, en Argentine, et champion de la mafio-privatisation. En plus de rassurer les élites économiques, il ajouta du cachet à son gouvernement, par le recours à l'« intelligence étrangère » ; un trait typique du complexe d'infériorité de la classe dominante équatorienne.

En plus de poursuivre dans les privatisations, le démantèlement de l'État et la baisse de certaines subventions, jumelés à la hausse de certains produits et services essentiels, Bucaram favorisa l'enrichissement de la vieille oligarchie de Guayaquil, dont il est issu, et d'autres puissants groupes économiques. Au milieu de scandales de corruption, les masses mobilisées contre ce régime impopulaire forcèrent le Congrès à destituer Bucaram. On mit en cause sa capacité mentale à diriger la République. Après avoir, en sanglots, promis un imminent retour

⁶⁵ AYALA MORA, Enrique. *Resumen de historia del Ecuador*, op. cit. p. 114.

⁶⁶ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 185.

à ses supporteurs, il s'exila au Panama, fuyant le mandat d'arrestation pour corruption émis contre lui.

Si Bucaram fit appel à l'ancien Ministre de l'économie de Carlos Menem, autre figure pathétique du néopopulisme tragi-comique, il n'eut point besoin des conseils de son homologue pour se couvrir de ridicule. Vrai bouffon extraverti et parvenu, ses sorties théâtrales meublaient le quotidien des Équatoriens. Cet épisode burlesque peut sembler comique avec le recul, mais n'empêche que la société équatorienne s'est enfoncée dans un néolibéralisme pervers et corrompu qui initia la crise actuelle, la phase paroxysmique de la crise amorcée en 1980. Le populisme néolibéral de Bucaram représente bien ce revirement où, en rupture avec le populisme paternaliste prônant son devoir moral de protéger le peuple et ses vertus plus hautes que celles des forces du marché, il argue que le monopole oligarchique empêche la concurrence et le libre marché, se rendant ainsi coupable de la pauvreté et de la misère. C'est dans ce discours que se rejoignent néopopulisme et néolibéralisme, un dangereux mélange qui fait converger plusieurs facteurs de dissolution du politique et de la démocratie.

À la suite du tumultueux épisode politico-militaire ayant mené à la destitution de Bucaram, c'est au tour de Fabián Alarcón d'assurer le poste de Président. Ce sera un court règne marqué par la corruption, alors que l'économie, toujours sur la pente du néolibéralisme, s'enfonce. La poursuite de l'ajustement structurel mène à la contraction de nouvelles dettes internes et auprès de créanciers internationaux. Politicien ambitieux mais à courte vue, Alarcón ne parvient ni à changer la trajectoire du pays, ni à anticiper les effets de la crise asiatique, ni à gérer efficacement la crise causée par les inondations d'El Niño. Sous son gouvernement se cristallisent les conditions symptomatiques de la crise généralisée à venir : « *Mahuad recibió una « bomba con la mecha encendida »* », de dire Acosta.⁶⁷

Quand Jamil Mahuad, diplômé de Harvard, est élu Président de la République, la descente aux enfers se fait inéluctable. Sixième président en dix ans, il hérite d'un pays déstabilisé, incohérent et rongé de toutes parts par tous les symptômes de la crise multidimensionnelle précédemment décrits. La corruption, l'extrême concentration des richesses, la pauvreté endémique et la soumission aveugle aux consignes du FMI exaspèrent la population.

⁶⁷ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 188.

Mahuad, loin d'opter pour de profondes réformes institutionnelles et économiques, verra son passage à Carondelet marqué par le scandale et la colère des masses. Deux dossiers viendront mettre le feu aux poudres : le sauvetage bancaire et la dollarisation. Deux séries de décisions d'ordre économique aux implications sociales et politiques énormes, avalisées sans la moindre consultation populaire.

Le gouvernement, dominé par la bancocratie et allié au Parti Social Cristiano de Frebres Cordero, vola au secours des riches quand il sauva plusieurs banques privées de la faillite, dont la Filanbanco qui se vit offrir 416 millions de dollars. Et l'Agence de Garantie de Dépôts (AGD) fut créée, afin de mieux protéger les banquiers inefficaces. Dans le même temps, un bon de solidarité fut créé pour les plus pauvres : 20 dollars par mois, auxquels auront droit un million de citoyens. En parallèle, on élimine les subventions pour le gaz d'usage domestique et l'électricité...

Plusieurs décisions prises par Mahuad s'avérèrent nuisibles à la stabilité macro-économique, comme son fameux budget de 1999, qui comportait un déficit estimé à quelques 7% du PIB... L'élimination de l'impôt sur la rente et le nouvel impôt appliqué à la circulation des capitaux précipitèrent la crise en plus d'affecter le milieu bancaire. Les acteurs économiques commencèrent de plus en plus à acheter des dollars et à les sortir du pays. Même le FMI s'opposa aux politiques économiques du gouvernement Mahuad. Ses réformes fiscales, si maladroites fussent-elles, n'échappèrent pas à conforter le modèle d'accumulation prévalant historiquement en Équateur : « *Se estableció una reducción sustancial de la carga impositiva para los contribuyentes más acomodados, las grandes empresas y extranjeras ; carga que se trasladó a los sectores medios y pobres, a través de diversos mecanismos...* », explique Acosta.⁶⁸ Les manigances frauduleuses pour sauver les banques s'accumulent. Le 8 mars 1999, Mahuad « sauva » la Banco del Progreso, dont le propriétaire avait « investi » 3,1 millions de dollars dans sa campagne électorale. Notons au passage que le surintendant nommé par Mahuad – à la tête de la Superintendencia de Bancos, créée afin de résoudre les problèmes du système bancaire -- était l'avocat de Aspiazu Seminario, propriétaire de la Banco del Progreso...

⁶⁸ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 189.

Le 15 mars, une semaine plus tard, les comptes bancaires des particuliers sont gelés. Le mouvement indigène et d'autres groupes sociaux organisent des mobilisations en mars et en juin de la même année. Mahuad dut reculer et se plier à certaines demandes de la gauche. En août, avec l'aval du FMI et du Conseil du Trésor des États-Unis, il déclare le moratoire sur la dette externe, après de multiples ajustements d'ordre économique, dont la cessation du versement des salaires infirmières, des enseignants, des médecins et des forces de l'ordre pendant plusieurs mois. La soumission aux intérêts américains ne s'arrête pas là. On doit ajouter l'autorisation donnée aux États-Unis d'installer une base militaire à Manta, sur la côte pacifique. Une décision prise par Mahuad sans même passer par le Congrès National.

Le 21 janvier 2000, le président Jamil Mahuad, qui avait perdu l'appui de Febres Cordero et des Chambres de Commerce, est chassé par un coup d'État orchestré par une coalition composée de militaires insurgés dirigés par le général Carlos Mendoza, de la CONAIE et de l'ancien président de la Cour suprême, Carlos Solarzano. Cette junte de salut national prend donc la relève de Mahuad, mais Mendoza se destituera lui-même – 3 heures plus tard! -- avant de proclamer le vice-président Gustavo Noboa nouveau président de la République. Si la Constitution de l'Équateur stipule qu'en cas de destitution du Président, il doit être remplacé par son vice-président, cela ne va pas sans poser quelques problèmes évidents. Les secteurs progressistes qui ont fomenté le renversement jugeaient indigne l'équipe de Mahuad. Le coup d'État représentait justement la négation de la légitimité du Gouvernement à garantir les droits de la Constitution et à représenter adéquatement le peuple.

Les migrations vers l'Espagne commencèrent à s'intensifier, ce qui eut un double effet positif sur les indicateurs macro-économiques – baisse du taux de chômage et entrée massive de devises provenant de l'extérieur -- mais qui exprime davantage le désarroi d'une population qui a perdu la foi en son pays. Une population qui préfère quitter son pays que de le voir s'enfoncer dans la misère et la corruption. En 2000, l'Équateur est élu pays le plus corrompu d'Amérique latine.

C'est sous le gouvernement de Noboa (2000 -2003) que s'officialise la dollarisation complète de l'économie nationale. D'abord hésitants, les États-Unis et le FMI finissent par endosser

l'adoption de la devise américaine par l'Équateur. Pour l'obtention d'un nouveau prêt du FMI, l'Équateur dut se plier à quelques directives qui aboutirent à la Loi Trolley 1, rendant possibles certaines réformes légales. Au nombre des réformes on retrouve l'approbation officielle de la dollarisation, la flexibilisation du marché du travail, des mesures visant à privatiser l'électricité et les télécommunications, de nouvelles réformes financières et enfin la décision d'octroyer à des firmes privées le contrat de construire de nouveaux oléoducs pétroliers. En bon créancier, le FMI ajouta des remaniements fiscaux afin de réduire le fardeau des propriétaires et les reléguer aux consommateurs.

Quand vint le temps de renégocier la dette externe du pays, les négociateurs équatoriens furent impuissants, voire pitoyables. Rien ne fut fait pour sauver la souveraineté nationale ni pour obtenir une entente plus juste. « *En suma, apegándose a la lógica del mercado financiero internacional, se quiso recuperar, a como de lugar, la credibilidad externa para volver a contratar deuda en dicho mercado* », soutient Acosta.⁶⁹ On pourrait aussi bien dire « *apagándose a la lógica del mercado financiero internacional* »... D'autant plus qu'à l'intérieur, Noboa continue dans la même veine « bancocratique » que son ancien patron, et protège les banquiers ruinés. D'une part, l'argent octroyé aux anciens propriétaires des banques n'est pas récupéré, pas plus que l'argent dû (*cartera vencida*) par certains grands clients des banques étatisées.

Un soulèvement indigène force le gouvernement à revenir sur quelques décisions d'ordre économique. La hausse de l'IVA de 12% à 14% est déclarée anticonstitutionnelle. Le mouvement indigène, regroupé autour de la CONAIE et de son bras politique, le Parti Pachakutik, prend de l'influence. Avec un allié de longue date, le colonel insurgé Lucio Gutiérrez à la tête du PSP, les indigènes et les mouvements populaires semblent concentrer assez de pouvoir pour faire changer les choses. Et non seulement par la voie de manifestations et soulèvements, mais par la voie institutionnelle. C'est le début de l'alliance PSP-Pachakutik, en vue des élections de 2003.

Contre toute attente, l'alliance indigène-militaire est élue, et Gutiérrez est le nouveau Président de la République. Cette coopération entre les deux partis était cependant plus

⁶⁹ ACOSTA, Alberto. op. cit. p. 194.

stratégique et conjoncturelle que le fruit d'une symbiose d'idées et d'aspirations. Nous verrons plus en détail les réalisations du gouvernement de Gutiérrez, au chapitre 10, étant donné l'actualité des événements ayant concourus à sa chute et les espoirs qu'il incarnait pour l'Équateur.

Laissons maintenant de côté l'approche politico-historique pour analyser de façon plus concrète les effets de l'ajustement structurel et des politiques néolibérales sur l'économie équatorienne et les conditions de vie de la population.

3.3 Les effets de l'AS et des politiques néolibérales sur la société équatorienne

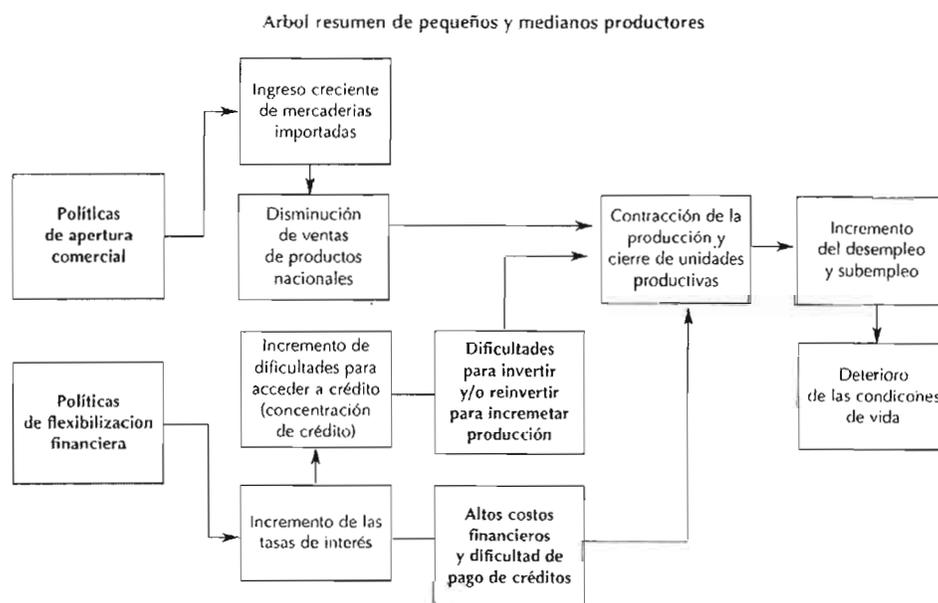
Comme nous l'avons vu, la crise multidimensionnelle qui ravage la société équatorienne est le résultat de facteurs tant endogènes qu'exogènes. On ne peut toutefois nier l'impact déterminant du Consensus de Washington sur le devenir du pays. Et cet ensemble de facteurs exogènes qui vint informer l'économie équatorienne a eu un prolongement endogène, par l'« intériorisation » des principes néolibéraux prescrit par les pays et institutions précédemment invoqués. L'ajustement structurel et l'ensemble des politiques néolibérales ont été repris et appliqués par les élites politiques et économiques nationales. On peut donc placer cette série de réformes dans la logique du marché global. Il s'agit en fait d'adapter l'Équateur à ses exigences, afin qu'il puisse s'y intégrer. Certains partisans équatoriens de l'ajustement structurel affirment que si le pays est dans la misère aujourd'hui, c'est parce que la thérapie n'a été que partiellement appliquée. Ce qui pourrait même avoir empiré les choses. Pourtant, il est difficile d'arriver à ce constat quand on se penche sur les causes et effets de l'ajustement. Une judicieuse analyse tend même à démontrer le contraire. C'est au rythme de l'ajustement néolibéral que l'Équateur s'enfonce dans une dramatique paupérisation. Pis, on broie les mécanismes de la démocratie, par une dépolitisation et désinstitutionnalisation, et les rend suspects, dans un pays où elle est toujours fragile et n'a pas encore 30 ans.

Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), ce processus d'ajustement qui s'est imposé dans la région depuis la crise de la dette « *ha significado una gran transferencia*

de recursos financieros al resto del mundo y a tenido como resultado el más serio retroceso en los niveles de vida de la población latinoamericana desde la Gran Depresión ».70 Il va sans dire que les effets sur les conditions de vie son dévastateurs. Plusieurs années après, la situation ne s'est pas redressée. L'économiste Carlos Larrea confirme l'impotence du modèle néolibéral pour le développement du pays : « Las políticas de apertura comercial, promoción de exportaciones y ajuste estructural, no han logrado restablecer el crecimiento económico y han tenido un costo elevado por sus efectos negativos sobre la pobreza, la distribución de la riqueza y el empleo. Adicionalmente, la capacidad institucional reguladora y redistributiva del sector público se ha debilitado... además que la vulnerabilidad del país...se ha acrecentado ».71 L'analyse de Larrea appuie également l'hypothèse voulant que les politiques néolibérales nourrissent les symptômes multiples de la crise, jusqu'à affecter la gouvernabilité.

Si l'on se penche sur la flexibilisation financière et la libéralisation économique, on est également placé devant le constat de la contraction de la production, de la détérioration de l'emploi et des conditions de vie (voir Tableau 2).72

Tableau 2.



⁷⁰ BID(1985), cité par CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. p. 26.

⁷¹ LARREA, Carlos. *Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador*, op. cit. p. 71.

⁷² Tiré de CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. p. 33.

Cet ensemble de réformes économiques, institutionnelles et légales visait précisément à libéraliser le système financier en y éliminant autant que possible l'intervention de l'État et de la Banque centrale, au profit de la sphère du marché (libération et simplification du système de taux d'intérêt, autonomisation du système financier, libre circulation des capitaux). On parviendrait ainsi à stimuler l'épargne interne et favoriser l'investissement, afin de compenser le flux de capitaux vers l'extérieur et réactiver l'appareil productif.

Les objectifs de la flexibilisation financière furent loin de mener aux bénéfices escomptés. Si les taux d'intérêt réels positifs offrirent une bonne rentabilité et favorisèrent l'épargne, ils se répercutèrent également sur les mouvements de placements, entraînant l'incapacité de l'appareil productif à assurer de telles exigences, ce qui à terme provoqua un sévère processus de désinvestissement productif.⁷³ « *El proceso especulativo del sistema bancario fue tan grave que a las empresas les significó una asfixia tremenda a la hora de obtener recursos para su crecimiento y su desarrollo* », confirme Mauricio Peña, Haut fonctionnaire de la Fédération des Exportateurs de l'Équateur (FEDEXPOR).⁷⁴ Les tableaux 3 et 4 nous montrent comment les effets de ces distorsions de l'économie nationale affectent les conditions de vie des citoyens, notamment en ce qui à trait à la précarisation de l'emploi et aux difficultés structurelles de sortir du sous-développement.⁷⁵

⁷³ Voir CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit, pp. 43-47.

⁷⁴ Ibid. p. 45.

⁷⁵ Tirés de CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. pp. 52 et 76.

Tableau 3.

Flexibilización Financiera: Arbol de Impactos – Pequeños y Medianos Productores

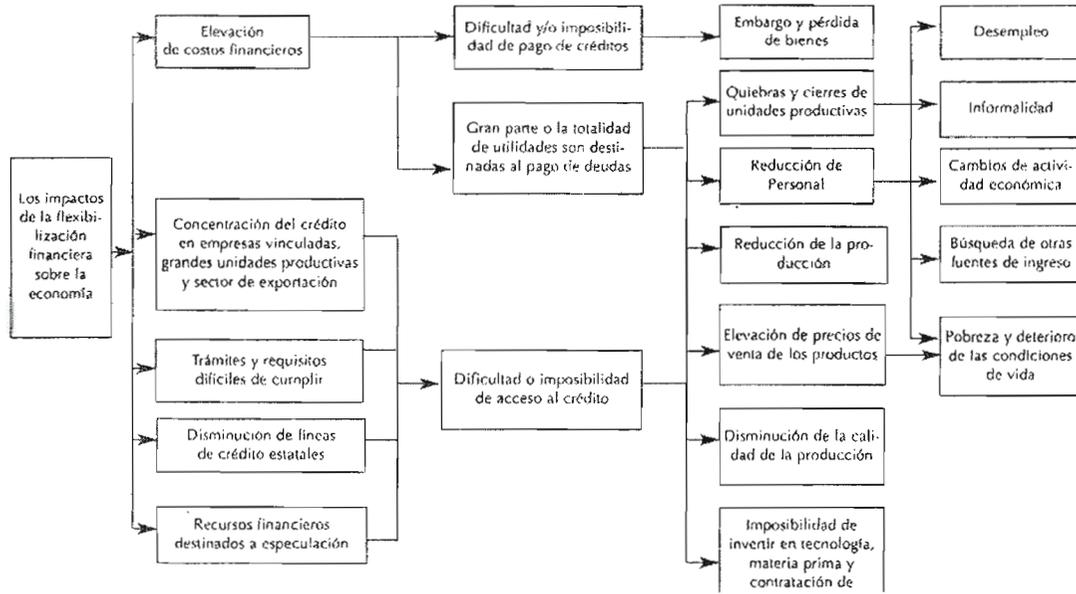
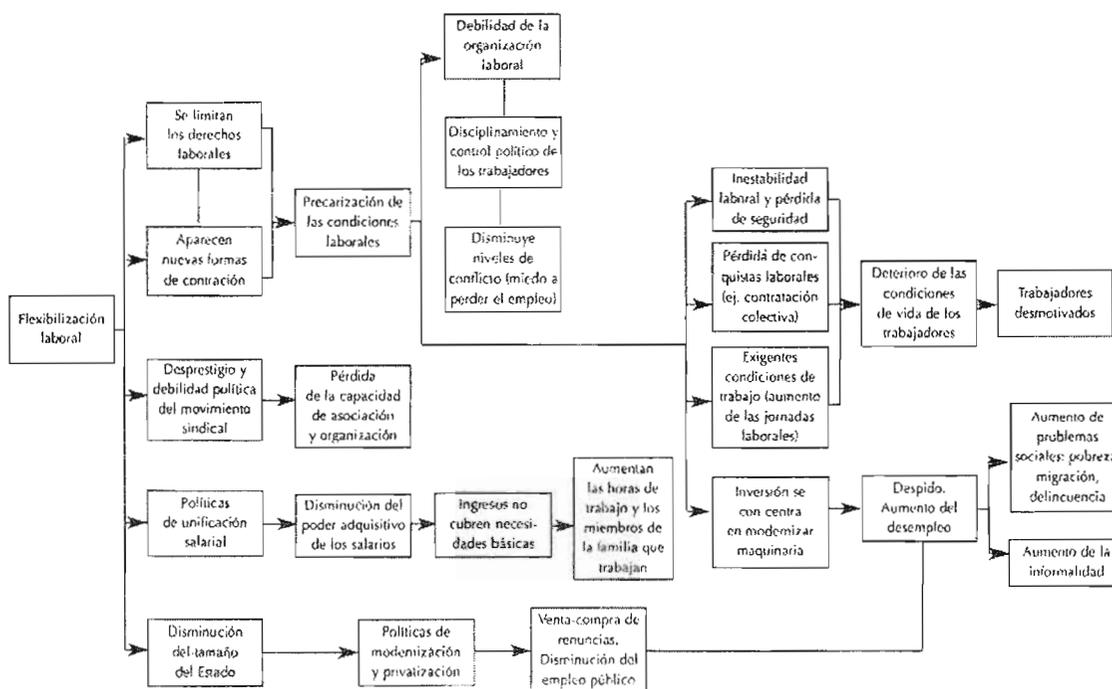


Tableau 4.

Flexibilización laboral: Arbol de impactos
(Condiciones de trabajo, organización laboral, política salarial)



Il se trouve certes en Équateur des défenseurs de l'AS et du modèle de développement néolibéral. L'*Instituto Ecuatoriano de Economía Política* (IEEP) est un ardent défenseur de la libéralisation du commerce et de l'ouverture de l'économie équatorienne à la concurrence internationale.⁷⁶ Selon Dora de Ampuero, Directrice Exécutive de l'Institut, les idées voulant

⁷⁶ Or, comme tous les *think tank* du genre, on n'emploie pas le terme « néolibéralisme », on préfère se dire « libertaire », tout en mettant l'accent sur la « peur », l'« ignorance » et l'étiquette « anti » dont on affuble l'adversaire. On modère son point de vue et, afin de préserver l'écart réel, on stigmatise les adversaires en décalant leur discours au moins dans la même mesure qu'on décale le sien. Au-delà des mots, cependant, il faudrait tenir compte des bénéficiaires de la « liberté » (qui sont-ils ?), de la définition conceptuelle du terme (quel type de liberté ?), et de son efficacité réelle (est-elle fonction du manque de liberté des autres ? Est-elle constitutive d'une « société libre » ?). L'IEEP se dit libertaire, dans le sens où il prône la liberté totale du marché et s'oppose à l'intervention de l'État, dans la tradition classique (et adaptée) de Adam Smith et Frederick Hayek. Par contre, si on analyse les effets des politiques prônées par l'IEEP sur la société équatorienne, et les atteintes aux libertés garanties par la Constitution et le consensus démocratique, on est en mesure d'avancer que le terme « libertaire » est un euphémisme qui minimise les idées individualistes (valorisation de la « lutte pour la survie » au détriment de la démocratie) que dissimule la pensée. En appliquant des critères de cette rigueur, il ne reste que peu d'éclat de la « liberté néolibérale ». Sans compter qu'il s'agit d'une tentative de récupération d'un vocabulaire largement utilisé par les socialistes et les courants philosophiques « nietzchéens » de gauche (les situationnistes par exemple). « Pour le tenant du libéralisme économique, l'idée de liberté dégénère ainsi en pur et simple plaidoyer pour la libre entreprise – laquelle est aujourd'hui réduite à l'état de fiction par la dure réalité des trusts géants et du pouvoir princier des monopoles », remarquait Polanyi. (POLANYI, Karl. *La grande transformation*, Paris, Éditions Gallimard, 1972 (1944), p. 330.).

que la globalisation des marchés entraîne une aggravation des inégalités, l'exploitation des pays pauvres par les pays riches, et la destruction de l'écosystème et des cultures indigènes sont des faussetés élaborées par une « coalition socialiste », reprises par les « citoyens communs » qui, ignorants, se laissent facilement influencer. Ils sont les « ennemis du marché ».

Pour que la prospérité bénéficie au grand nombre, un pays a besoin d'une croissance économique soutenue pendant plusieurs années. De plus, la redistribution des richesses ne sera possible qu'avec une économie appuyée par de solides institutions politiques, légales et économiques, ainsi qu'une politique macro-économique garantissant la stabilité, et la canalisation des efforts individuels vers l'activité productive, selon de Ampuero. « *Aquellos que atacan el capitalismo global y que dicen que es un enorme fracaso, olvidan tres aspectos fundamentales : primero, en la mayoría de los países en vías de desarrollo, no existen dichas instituciones, particularmente en muchos países latinoamericanos ; segundo, en algunos de estos países solo se han introducido reformas parciales pro mercado sin modificar los elementos básicos de su estructura económica ; y tercero, casi ninguno ha perseverado durante un período de tiempo suficientemente prolongado en la dirección correcta* ». ⁷⁷

Premièrement, elle fait passer les opposants au néolibéralisme et aux *conditions dans lesquelles s'effectue* la libéralisation des marchés pour des protectionnistes qui rejettent le capitalisme en bloc, ce qui est faux. Il manque une nuance entre opposants au marché et opposants au caractère néolibéral et omnipotent du marché. L'augmentation des inégalités n'est pas due à l'augmentation du flux des échanges commerciaux entre les pays, précise-t-elle. Précision d'ailleurs inutile puisqu'aucun parti n'invoque cet argument. Mais, si inutile qu'elle puisse être, elle fait partie de son argumentation, en sous entendant que les opposants au néolibéralisme accusent à tort la libéralisation *en soi*.

Deuxièmement, hormis son inclinaison en faveur d'un approfondissement de l'AS, elle reprend la même argumentation que les opposants au néolibéralisme – faiblesse institutionnelle, gouvernements médiocres, clientélisme, corruption -- en prétendant qu'ils n'en tiennent pas compte. C'est précisément pour ces raisons, qui confirment le retard et la

⁷⁷ De AMPUERO, Dora. *No hay que tener miedo a la globalización*, www.ieep.org.ec

vulnérabilité de l'Équateur, que les opposants à la mondialisation néolibérale estiment dommageable pour le pays d'accepter une ouverture totale dans les conditions prescrites. Elle-même avoue que les règles ne sont pas égales pour tous, qu'il manque la libre circulation des personnes et que le protectionnisme des pays riches prive les pays en voie de développement de milliards de dollars. « *No se puede hablar de libertad económica y libre comercio si no se derriban las cercas del proteccionismo* », affirme-t-elle.⁷⁸ Après avoir repris les arguments de ses opposants, la seule chose qui distingue sa position de la leur, c'est qu'elle favorise les AS au nom de la libéralisation *en soi*, et seulement *en soi*, puisqu'elle admet les obstacles conjoncturels auxquels font référence ses détracteurs. Mais comme il a été démontré que les détracteurs de l'AS *ne s'opposent pas* à la libéralisation *en soi*, on est en mesure de se demander si son plaidoyer tient quelque crédibilité, ou s'il ne dissimule pas, à la façon d'un véhicule idéologique implicite, d'autres idées comme un néolibéralisme plus agressif mais dont le prosélytisme serait nettement diminué par le dévoilement de la véritable nature...

Troisièmement, la prospérité des pays riches s'explique par le degré de liberté économique et la stabilité institutionnelle, explique-t-elle. D'une part, ces pays étaient aussi riches et prospères -- et encore plus égalitaires qu'aujourd'hui -- pendant l'âge d'or du capitalisme, caractérisée par le nationalisme économique et l'État keynésien. D'autre part, c'est précisément cette phase du capitalisme qui a permis à ces États de revenir au libéralisme classique.⁷⁹ « Ni l'Amérique de Reagan ni l'Angleterre de Thatcher n'auraient pu se payer le luxe de l'illusion d'un retour au pur laissez-faire sans les bénéfices accumulés par des générations de gouvernements interventionnistes et ceux d'une économie mixte », soutient

⁷⁸ De AMPUERO, Dora. op.cit.

⁷⁹ La suspension du laissez-faire économique, à la fin des années 1920, est interprété par De Ampuero comme une « pause » dûe à la 2e G.M., au crash de 1929, et à l' « expérience du socialisme ». Il ne faut pas avoir peur de la globalisation, dit-elle, puisqu'il s'agit d'un « *retorno de la economía mundial al nivel de capitalismo global que anteriormente disfrutó la humanidad* » (ibid). Or, la causalité de ces phénomènes semble lui échapper totalement. On n'explique pas des faits historiques d'une telle importance par un concept vide comme celui de « pause ». Il est généralement admis que la Grande Dépression suivant le crash de 1929 et la montée du fascisme sont des effets directs du libéralisme effréné des années 1920, les « années folles ». La « grande transformation » keynésienne (Polanyi) et la montée du socialisme qui s'en suivirent ne sont pas les fruits du hasard. C'est justement le retour aux années 1920 qui fait peur, et les graves crises économiques des années 1990-2000 qui, heureusement, n'ont pas dégénéré en crise mondiale. Elles ont par contre désintégré certaines économies, comme celle de l'Équateur et de l'Argentine, par exemple, démontrant l'irrationalité de l' « économie de casino » et du laissez-faire à outrance.

Benjamin Barber.⁸⁰ Ces conditions d'accumulation ne se trouvent évidemment pas en Équateur. On pourrait ajouter que les pays riches ont toujours bénéficié de marchés émergents et d'économies périphériques pour accroître leurs richesses, ce qui n'est pas le cas, justement, des économies périphériques; elles ont au contraire financé la prospérité des pays riches.

Après avoir présenté pourquoi il *ne faut pas* accepter l'ouverture dans de telles conditions d'asymétrie et de vulnérabilité, De Ampuero prescrit l'ouverture, sous prétexte que les pays riches l'ont fait. Contre l'immaturité de l'Équateur, il faudrait l'envoyer en compétition contre les puissants, puisque les puissants le font. Comme quelqu'un qui se jetterait dans le vide sous prétexte qu'il ne sait pas encore voler... Et les dernières précisions qu'elle fait sur le caractère asymétrique et injuste de la libéralisation, ne viennent-elles pas justifier l'argumentation de la soi-disant « coalition socialiste » ?

Pour ce qui est du Traité de libre-échange (TLC) avec les États-Unis, pour prendre une situation concrète et importante dans l'actualité équatorienne, les modalités proposées par ces derniers soulèvent de nombreux mécontentements parmi la population. En plus d'être bilatéral, l'éventuel accord tient plutôt du *saqueo*, du pillage, selon les opposants équatoriens à ces politiques considérées comme néocoloniales.

Les opposants avancent que la logique de libre-échange peut fonctionner entre des économies qui ont sensiblement le même potentiel et les mêmes visées macro-économiques, mais qu'une intégration profonde et équitable des économies périphériques et semi-périphériques à la dynamique du marché globalisé n'a que peu de chances de se concrétiser. À règles égales, entre économies asymétriques, on arrive difficilement à l'équité. Quand on joue à règles égales... Et pour ces mêmes raisons, une telle imbrication des marchés par-delà les politiques nationales implique une grande capacité de projection et d'orientation stratégiques. Et c'est précisément ce qui manque en Équateur.

En dépit des divergences d'opinion, un fait demeure et on ne peut le nier : la misère du grand nombre. La thèse voulant que l'Équateur n'ait pas réussi son décollage économique en raison

⁸⁰ BARBER, Benjamin. *Djihad versus McWorld*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996, p. 244.

de l'insuffisante profondeur de l'ajustement structurel est difficilement défendable. Surtout de la façon dont elle est actuellement défendue. La thèse inverse, en revanche, apparaît comme étant beaucoup plus soutenable, et soutenue. Son explication des causes et mécanismes de la crise ne rencontre que peu de résistance objective. Et si les politiques d'AS n'ont pas été menées plus en profondeur, c'est parce qu'il y a eu de fortes oppositions politiques de la société civile équatorienne.⁸¹ Bien que le FMI reconnaisse les difficultés politiques qui font obstacle au gouvernement équatorien dans l'application de l'AS, il prescrit la persévérance. Il prétendait également que Gutiérrez était en train de « galvaniser l'appui pour son agenda de réformes, au sein de la société équatorienne ».⁸² C'est faux. Bien qu'elle éprouve des difficultés à s'organiser et à trouver une véritable cohésion, la société civile équatorienne fait presque front commun contre les politiques du FMI et la gestion du gouvernement de Gutiérrez. « *Resulta interesante y trágicamente absurdo que los mismos organismos que merman los recursos nacionales exigiendo el pago riguroso del servicio de la deuda, den a la vez lecciones sobre los objetivos socioeconómicos y políticos deseables para el desarrollo del Ecuador* », souligne l'ILDIS, en exposant les paradoxes de la « mission » des institutions de Bretton-Woods.⁸³ Celui du conflit d'intérêts entre leur vocation « développementiste » et les intérêts qui motivent les pays qui les contrôlent, ainsi que celui du développement durable par étranglement du potentiel national.

3.4 Les institutions de Bretton-Woods et les perspectives de développement en Équateur

Nous avons vu les impacts de l'ajustement structurel sur l'économie équatorienne et ses retombées sur le système politique et la qualité de vie de ses habitants. Impulsées ou imposées par les institutions financières internationales, FMI en tête, ces politiques d'austérité sont souvent encouragées par les dirigeants et l'élite économique. Voyons maintenant plus en détail les relations qu'entretient l'Équateur avec le FMI et la Banque Mondiale. Et voyons aussi le bilan de leurs relations, tel que le conçoivent certains

⁸¹ Mais selon les « libertaires » du capital, la démocratie n'est pas une fin en soi. « Nous n'avons nullement l'intention de faire de la démocratie un fétiche... (elle) est essentiellement un moyen, un procédé utilitaire pour sauvegarder la paix intérieure et la liberté individuelle », disait Hayek, leur maître à penser. Voir HAYEK, Friedrich A. *La route de la servitude*, Paris, Éd. Quadrige/PUF, 1985 (1946), p. 56.

⁸² FMI. *IMF concludes 2004 Article IV with Ecuador*, voir www.imf.org

⁸³ ILDIS. *Análisis de coyuntura económica. Ecuador 2003*, Quito, ILDIS, 2003, p. 18.

observateurs nationaux et internationaux. Quelles conclusions peut-on tirer de la prégnance de ces institutions dans la progression de l'Équateur vers un modèle de développement durable?

Comme nous l'avons avancé, on peut arguer qu'il y a, au sein de la société civile, un relatif consensus quant aux effets des politiques fondomonétaristes. Au sein des mouvements sociaux et intellectuels (principalement académiques), le diagnostic est sans équivoque. Mais, à l'image de la société équatorienne, une minorité – qui concentre un pouvoir inversement proportionnel à son nombre – abonde dans le sens inverse. Elle participe à la ratification et au prosélytisme de ces politiques d'austérité financière, en dépit des effets dévastateurs sur les autres sphères de la société, inféodées à l'économie.

3.4.1 Conditionnalité, ingérence et néocolonialisme

C'est en raison de la haute conditionnalité des prêts que la souveraineté nationale et le pouvoir du citoyen sont ébranlés. Quand les dirigeants et les électeurs ne sont plus les artisans du destin national, il y a ingérence. D'où la thèse du néocolonialisme, surtout lorsqu'on réalise quels sont les intérêts sous-jacents à cette immixtion politique par des groupes étrangers. « *Las grandes empresas y Estados Unidos son los que se estan beneficiando con esta crisis. Cada vez tiene más dominio, además político, sobre nuestros países y eso les permite buscar cada vez más formas de garantizar el cobro de la deuda...y además esto ha como sido un mecanismo para comprometer nuestro petróleo* », affirme Gayne Villagómez, avocate et militante de *Mujeres por la Democracia*.⁸⁴ Magdalena León, de la *Red de las Mujeres Transformando la Economía* (RMTE), et co-organisatrice du Forum Social des Amériques de Quito (août 2004), lui fait écho et insiste sur le fait que les politiques néolibérales impulsées par les institutions financières multilatérales « *abarcen otros tópicos que no son sólo comercio. Implican para el país perder sus posibilidades de políticas autónomas, soberanas. De hecho nuestras políticas económicas son a esta altura impuestas*

⁸⁴ Entrevue accordée à l'auteur, Quito, mai 2004. Toutes les entrevues citées dans le présent travail, sauf celle avec Ricardo Valdez, ont été réalisées dans le cadre d'un projet de recherche sous la direction de Victor Armony.

*desde afuera y con unas condicionalidades hacia otras esferas de la política, de la institucionalidad pública ».*⁸⁵

Et cette ingérence de pouvoirs extérieurs touche un ensemble de lois, ce qui va souvent à l'encontre de la Constitution. Ces changements d'ordre légal constituent des réformes « *que se quieren implementar aquí sin la voluntad del pueblo... justamente para internacionalizar todas las áreas estratégicas de desarrollo de un país... La política de globalización económica está llegando hasta los últimos rincones ».* « *Y esa reforma no toma en cuenta lo que es el Convenio 169 respecto a los derechos colectivos. Entonces podemos decir uno de los conflictos a nivel legal, otro a nivel político. Aquí en el Ecuador no representa realmente al pueblo el Presidente »*, soutient pour sa part Tito Puanchir, (alors) Vice-président de la CONAIE. Il ajoute également que les États-Unis, principaux architectes du nouvel ordre mondial, montrent la voie à suivre, mais le pays « *no ha cumplido con sus deberes y obligaciones que tiene que cumplir como un país parte de un sistema de Naciones Unidas, por ejemplo el no ha aceptado lo que es el Convenio 169 de la OIT, no ha aceptado el acuerdo de Kyoto... ».*⁸⁶

Et la divergence d'intérêts entre les citoyens équatoriens et les grands pays capitalistes mène évidemment à de dangereux problèmes au niveau démocratique, alors que les visées mercantilistes se subordonnent les institutions publiques, et par le fait même, le vote des citoyens équatoriens. Avec les effets que l'on connaît sur le niveau de vie du grand nombre, condamnant le pays à être perpétuellement « en voie de développement ». « *Lo que están haciendo es extrayendo las riquezas de nuestro país con complicidad de las burguesías, quienes trazan con los grandes monopolios, con las grandes transnacionales y que se apegan mutuamente a la política global de mantener unos países como abastecedores del primer mundo »*, « *el 80% de la población está fuera del modelo, son excluidos del modelo »*, confirme Marcelo Román, ancien du Conseil d'administration de Petroecuador, et ex-dirigeant de la Fédération des travailleurs du pétrole d'Équateur (FETRAPEC).⁸⁷ « *Si los países no firman el Acuerdo con el FMI, su calificación riesgo país empeora, lo que significa*

⁸⁵ Entrevue accordée à l'auteur, Quito, mai 2004.

⁸⁶ Entrevue accordée à l'auteur, Quito, avril 2004.

⁸⁷ Entrevue accordée à l'auteur, Quito, avril 2004.

que se elevan las tasas de intereses a las que se les concede crédito en los mercados financieros internacionales, dificultándose en consecuencia, su acceso a nuevas fuentes de financiamiento, por lo que los países son colocados frente a las disyuntiva de firmar un acuerdo con el FMI o morir... », avance même Wilma Salgado. Et le caractère permanent de la conditionnalité contraste nettement avec les effets qu’apportent les prêts aux pays pauvres, entendu qu’ils bénéficient avant tout aux élites locales et aux crédateurs étrangers.⁸⁸ Ce ne sont donc pas ceux qui seront privés d’un bon système de santé, d’éducation et d’infrastructures modernes qui bénéficient des prêts, mais ce sont eux qui absorbent le poids de la dette.

Il apparaît clairement que le discours de la majorité équatorienne soutient un projet alternatif à celui de la mondialisation néolibérale, qu’elle considère comme une forme de néocolonialisme. Il est vrai que les pays riches se livrent à des pratiques douteuses au Sud, et que le système économique international favorise cette tendance. Et le néolibéralisme, en plus de mener à des changements politiques importants, a une grande influence au niveau philosophique et éthique. Il est appuyé par une tradition philosophique ultra-individualiste – qui prône l’atomisme et la désolidarisation – qui se traduit sur le plan politique par une dépréciation du législatif au profit de l’exécutif. Exécutif comme dans « exécution », du latin *exsequi*; poursuivre. La logique coloniale dans toute sa splendeur : on importe l’exécutif et on garde jalousement le législatif et les livres de Montesquieu dans la métropole, mission civilisatrice oblige. Et c’est bien cette mission qui est « poursuivie ». « *El globalismo funciona como una nueva legitimación de una vieja expansión : la expansión del sistema capitalista desde sus orígenes históricos en la Europa del XV-XVI hasta la actualidad, en que ya cubre el planeta entero* ». ⁸⁹

Les États-Unis – pays endetté au point de mettre en péril l’équilibre de l’économie mondiale -- sont d’ailleurs plus protectionnistes que jamais, alors que le FMI est chargé de veiller à l’ouverture totale des marchés en développement. Le protectionnisme des pays riches prive

⁸⁸ SALGADO, Wilma. Financiamiento del gasto publico : entre el FMI y las cuentas pendientes del salvatage bancario, in *Ecuador Debate*, no. 57, www.dlh.lahora.com.ec (via le site de *La Hora*).

⁸⁹ TORTOSA, José Maria. Lo social en el proceso de globalización, in *Ciencias Sociales*, no. 17, nov. 1999, p. 15.

les pays pauvres de revenus supérieurs à ceux qu'on leur accorde sous forme de prêts. Mais l'austérité n'est prescrite que d'un seul côté.

3.4.2 Obsession macro-économique, redistribution et paupérisation

Les thérapies chocs du FMI, rarement efficaces dans leurs efforts – s'il en est – de développement, d'assainissement et de stabilisation, continuent d'aggraver les écarts entre fortunés et pauvres au sein de ces pays, et l'écart qui les sépare des pays riches.

« Después de enormes costes sociales y de la decomposición de parte de su estructura política y civil, el resultado ha sido que se ha agrandado su distancia económica relativa respecto de sociedades más avanzadas, aumentando su debilidad económica y política en el concierto internacional. La afirmación de los derechos de la gran propiedad rebasa las fronteras de la soberanía de cada Estado en razón inversa a su posición de poder económico y político, subordinando en esta medida el reconocimiento obtenido por los derechos personales, democráticos, sociales, culturales y ecológicos y vaciando la capacidad de tomar decisiones políticas autónomas », résume Bernart Riutort Serra.⁹⁰

Cette analyse met en lumière les nombreuses dimensions et perspectives du problème, ainsi que leur interrelation. C'est ce qui explique son caractère exponentiel et l'urgence de prendre une voie alternative, au niveau des politiques nationales et au niveau de la stratégie d'insertion dans l'économie mondiale.

De plus, il importe de préciser que les indicateurs macro-économiques, seuls référents révélateurs aux yeux du FMI et de la Banque Mondiale, n'expriment pas nécessairement une redistribution des richesses plus équitable au sein de la société. Au contraire, la tendance est à la concentration excessive des gains de la croissance économique entre un nombre toujours plus limité de porte-feuilles. La santé macro-économique est essentielle, afin de créer un contexte économique favorable et ainsi pouvoir financer le « *pro-poor social progress* » en Équateur, soutient le Directeur de la Banque Mondiale pour le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et

⁹⁰ RIUTORT SERRA, Bernart. Reconocimiento, derechos y capitalismo global, in *Ecuador Debate*, no. 53, août 2000, p. 103.

le Venezuela. S'il prône un approfondissement de l'ajustement et un accroissement de la productivité -- contrôle des dépenses publiques, compétitivité, flexibilisation laborale --, il n'explique pas comment les retombés s'effectueront.⁹¹ Même chose au FMI, on félicite le gouvernement pour sa bonne performance macro-économique de 2004, qu'il doit au prix du pétrole, et on prétend que si ces résultats sont maintenus, cela aidera à réduire la pauvreté en Équateur. Mais on ne parle que de « *real economic growth* » et de « *persevering fiscal discipline* ».⁹²

Le fait que les architectes de la croissance économique soient de l'élite du secteur privé, ou en soient partisans, pose le problème suivant : le pays est géré comme une entreprise, alors que l'exercice du pouvoir politique est conçu comme un audit. Or, si on jette un œil sur la gestion des entreprises, on voit que les buts poursuivis sont la productivité et la compétitivité, et non la redistribution. Si GM ou McDonald's fait des profits records, est-ce que cela affecte le salaire des employés ? En rien, généralement. Il en va de même pour l'économie d'un pays géré selon ces mêmes principes. De plus, dans la nouvelle conjoncture économique mondiale, la tendance du secteur privé est aux fusions et à la rationalisation des entreprises, afin d'accroître la productivité et de transférer le plus de profit possible aux actionnaires, au détriment de l'emploi et des salaires. On fait coïncider profits records avec mises à pied. Il est donc permis d'avancer qu'un État et une économie gérés selon le seul principe de la croissance économique n'assurent pas plus la redistribution des richesses que les entreprises privées qui participent du même système. Dans ce système, les employés ne sont pas actionnaires des entreprises, de la même façon que les citoyens ne sont pas considérés comme actionnaires de l'État. Pourtant, d'une perspective économique, le citoyen *est* actionnaire de l'État. Même si on vide le concept de citoyenneté de son contenu politique -- comme le souhaitent les partisans du néolibéralisme -- on devrait au moins reconnaître cela quand vient le temps du partage des richesses.

Plus d'argent ne signifie donc pas nécessairement plus de profit. On peut même se trouver en situation de déficit fiscal, ce qui aura pour effet de réduire le budget de l'État pour les

⁹¹ Cité dans *Ecuador : World Bank approves \$100 million for fiscal consolidation and growth in Ecuador* (2005), www.worldbank.org.

⁹² Rodrigo de Rato, cité dans *IMF Managing Director Rodrigo de Rato's statement at the conclusion of his visit to Ecuador* (février 2005), www.imf.org.

infrastructures, la santé, l'éducation, les services sociaux, et les emplois dans le secteur public (voir chapitre 6). Une diminution de la qualité de vie des citoyens peut, paradoxalement, advenir même en cas de hausse du PIB (suivant en cela la logique des entreprises qui se permettent de faire des licenciements pendant une forte croissance économique). Cohabitent donc croissance économique et exclusion, une équation qui explique la perte de valeur et finalement la faillite de la citoyenneté et de la démocratie en Équateur.

Il ne faut pas oublier que la croissance du PIB est un moyen de parvenir à un enrichissement et à une amélioration de la qualité de vie des citoyens, mais n'est pas une fin en soi, comme semblent l'oublier les thuriféraires de la croissance économique à tout crin. « *En el Ecuador, se olvida que el objetivo de toda política económica es el mejoramiento de las condiciones de vida... No se justifica, en consecuencia, tratar de que la economía crezca o de mantener la dolarización, a costa de sacrificar a la población* », opine Salgado.⁹³ Les économistes de l'ILDIS abondent dans le même sens et récusent les moyens traumatiques qui sont mis de l'avant pour redresser l'économie : « *una verdadera estabilidad debería manifestarse en una política fiscal contracíclica, en la reducción de los costos de producción a niveles competitivos en el contexto internacional, así como en una estabilidad laboral y salarial que mejore las condiciones de vida de la población (fin último de la economía)* ».⁹⁴

Or, chez le FMI et ses supporteurs, le problème réside dans le fait qu'il est très difficile de « *identify the poor, or to find the poor, or reach the poor* ».⁹⁵ « *This has been difficult because their's a lack of information on who the poor are and where they are* ».⁹⁶ S'il est vrai que le FMI éprouve ce genre de difficultés, on se demande quelle est leur crédibilité pour prescrire des solutions visant à sortir le pays de la pauvreté... Stiglitz disait justement que quand le FMI envoie une mission d'économistes dans un pays, «souvent, il leur manque une connaissance approfondie de ce pays (et) inutile de dire que l'étude de quelques chiffres ne donne que rarement une idée précise de la stratégie de développement applicable à une nation entière. Plus grave encore, les chiffres ne sont pas toujours traités de manière adéquate... Les

⁹³ SALGADO, Wilma. Riesgos para la recuperación económica en dolarización, in *Ecuador Debate*, no. 55, avril 2002, p. 8.

⁹⁴ ILDIS.op. cit. p. 71.

⁹⁵ Carol Graham, au Forum économique du FMI *Does IMF fiscal policy advice end up hurting the poor ?* (Washington D.C., avril 2003), www.imf.org

⁹⁶ Sanjeev Gupta, au Forum économique du FMI *Does IMF fiscal policy advice end up hurting the poor ?* op. cit.

meilleurs économistes de ces pays sont bien souvent plus brillants et mieux éduqués que le «staff» du FMI...». ⁹⁷ Ce qui n'empêche pas Marcelo Selowsky, de l'*Independent Evaluation Office* du FMI, de proposer que le Fonds adopte une approche encore plus paternaliste, en offrant ses conseils même en état de stabilité, pour qu'un pays anticipe la crise à venir, et soit déjà prêt à répondre aux critères pour un prêt du FMI! ⁹⁸

En réponse aux critiques des politiques du FMI, notamment celles de Joseph Stiglitz, Sanjeev Gupta, Assistant Directeur au Département des Affaires Fiscales du Fonds, assure que « *IMF supported programs have shown significant flexibility in accomodating higher government budget deficits, higher public spending, higher pro-poor spending, and higher foreign aid* ». « *The IMF is mindful of the quality of fiscal adjustment, including its social consequences* ». ⁹⁹ Carol Graham, de la Brooking Institution, affirme que « *more often than not, the social costs of crisis are wrongly attributed to the fiscal adjustment that bad policies necessitate, rather than to the bad policies that triggered the crisis to begin with* ». Selon elle, ce serait comme blâmer le pompier pour le feu : « *One can certainly debate whether or not the fireman used enough water or too much...but one cannot blame the fireman for the cause of the fire* ». ¹⁰⁰ Cependant, c'est avec du pétrole que l'on a tenté de l'éteindre en Équateur, préférant détourner les revenus pétroliers pour temporiser la crise que de répondre aux vrais problèmes économiques et structurels.

Stiglitz critique également le FMI en ce qui concerne la stratégie de *bail-in*, visant à encourager la participation des créanciers du secteur privé dans le processus de paiement de la dette. « *Not surprisingly, this new strategy was first tried not on major countries like Brazil and Russia, but on powerless countries like Ecuador and Romania, too weak to resist the IMF. The strategy quickly proved to be both problematic in conception and flawed in implementation, with highly negative consequences for the countries targeted for the experiment* ». ¹⁰¹

⁹⁷ Cité dans *Le FMI et la Banque mondiale*. www.local.atac.org

⁹⁸ Marcelo Selowsky, au Forum du FMI *Does the IMF always prescribe fiscal austerity? Are targets too high?*, (Washington D.C. juin 2004), www.imf.org

⁹⁹ Sanjeev Gupta, au Forum du FMI *Does the IMF always prescribe fiscal austerity? Are targets too high?*, op. cit.

¹⁰⁰ Carol Graham, au Forum économique du FMI *Does IMF fiscal policy advice end up hurting the poor ?* op. cit.

¹⁰¹ STIGLITZ, Joseph. *Globalization and its discontents*, New York/London, W.W Norton & co., 2002, p. 203.

Toujours le même schéma scolastique et péremptoire : privatisations, coupes claires dans les programmes sociaux et la fonction publique, ouverture à la concurrence et aux capitaux étrangers. Toujours le même résultat : apoplexie de l'économie nationale et appauvrissement des masses, corollaire d'un « progrès » prosaïque imposé à grands coups de liturgie néolibérale.

3.5 Globalisation des marchés et dysfonction systémique

Nous avons vu au chapitre 1 que la séparation extrême des ordres – autonomisation de l'économique combinée à une dépréciation du politique – occasionnait de lourds problèmes fonctionnels. De surcroît, les intérêts économiques étrangers viennent accentuer l'écrasement de la sphère politique nationale, et contribuer à la dislocation de la société par le renforcement démesuré du même ordre économique. On a donc un déséquilibre émanant de deux sources, mais de même nature : l'ordre économique national et l'ordre économique international, lire les forces du marché libéralisé et globalisé. Forces vives qui conditionnent – et sont conditionnées dans ce sens – le nouveau paradigme de la mondialisation néolibérale. Au-delà des rôles joués par les protagonistes, c'est la complexité des processus de changement qu'ils amènent qui transforme qualitativement ce nouvel ordre. La convergence et la consolidation des pouvoirs de ces acteurs et processus redessinent en profondeur les relations entre État, société civile et marché, et ce, tant au niveau national qu'international.

L'hégémonie de la raison instrumentale dans la pensée occidentale vient renforcer cette cristallisation du pouvoir dans l'exécutif, où l'efficacité prend le pas sur les « choses » humaines, sur la politique, la culture et les êtres humains. La rationalité et l'efficacité forment en quelque sorte la nouvelle mission des institutions, et commandent une priorisation de la *poursuite* de cette mission, par-delà tout principe éthique et démocratique.¹⁰² Comme ce fut le

¹⁰² Voir TAYLOR, Charles. *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin, 1992. « Le rationalisme instrumental semble pouvoir nous imposer ses exigences, dans la sphère publique comme dans la vie privée, dans le monde des affaires comme dans l'administration de l'État, selon les façons complémentaires que Marx et Weber...ont analysées. Il faut accorder la plus grande importance à cette observation. Elle permet de rendre compte du pouvoir des attitudes et des théories atomistes et instrumentales à notre époque. L'atomisme, en particulier, semble procéder spontanément de la perspective scientifique qui va de pair avec l'efficacité instrumentale ; il est implicite dans certaines formes d'activités rationnelles, comme celles de l'entrepreneur », commente Taylor (Ibid. p. 122). Par ces imbrications, il propose donc un lien entre individualisme, rationalité

cas jadis dans les colonies, on sacrifie les idéaux démocratiques de la métropole, au nom de l'efficacité de cette grande entreprise d'exploitation. C'est en ce sens que colonialisme et raison instrumentale sont intimement liés. L'*instrumentalisation* techniciste dans cette réorganisation institutionnelle des champs politiques s'en trouve certainement majorée, mais comme le souligne Echeverría, « *se asiste a una concepción restrictiva de política; en el caso de la política económica esta se define como pura estrategia de estabilización macro-económica; en el campo de la política social, presenciamos una similar concepción restrictiva como puro incremento de eficiencia y eficacia en la gestión de servicios* ». ¹⁰³ En résulte, comme corollaire à ces orientations souvent contradictoires du système, un grave problème de *gouvernabilité* accentué par l'exclusion et la paupérisation systématiques générées par la prédominance de l'économique et l'élévation du marché à un niveau paradigmatique.

Au centre de ce nouveau paradigme de la mondialisation se trouvent les protagonistes du marché globalisé, nouveaux acteurs qui apparaissent dans le paysage national et l'informent de nouvelles logiques répondant à leurs intérêts. Il ne s'agit pas que de la simple présence des firmes multinationales, puisqu'elles ont inondé le continent dès les années 1970, bâtissant de forts réseaux et impulsant de nouveaux processus de production à caractère transnational. En Équateur, les capitaux étrangers avaient déjà une main mise sur les secteurs industriel, commercial, banquier et agricole. Hurtado prévenait déjà en 1976 des dangers de ce processus de dénationalisation et « succursalisation » de l'économie opéré par les corporations transnationales, « *que ordenan el sistema capitalista mundial en términos más desfavorables para los países dependientes, por escapar de todo tipo de control y sobre todo, por el vasto poder económico que acumulan...(y el) gran poder de influencia en la orientación del sistema productivo* ». ¹⁰⁴ Ce qui vient bouleverser davantage le paysage national, c'est l'impact de ces réseaux dans les décisions politiques; la nouvelle ingérence des acteurs transnationaux, appuyée en cela par les institutions financières internationales et les pays qui les contrôlent. La spéculation financière et le comportement imprévisible et

instrumentale et capitalisme. Lien qui induit une reconversion en capital et en « choses assujetties à nos fins » de la vie humaine et de tout ce qui nous entoure, et nous enferme dans la « cage de fer » (Weber) de la bureaucratie et du marché.

¹⁰³ ECHEVERRÍA, Julio. op. cit. p. 45.

¹⁰⁴ HURTADO, Osvaldo. *El poder político en el Ecuador*, op. cit. p. 310.

irrégulable des *global players*, que Chirac stigmatisa comme « sida de l'économie mondiale », ¹⁰⁵ viennent ajouter à l'instabilité des économies, dans la mesure où les variantes volatiles et aléatoires ont pris une importance démesurée et irrationnelle.

La séparation des sphères économique, politique et sociale, la spécialisation et la spécification de chaque corps oeuvrant au sein de la société équatorienne, ne viennent-elles pas justement compromettre cette capacité d'orientation stratégique des politiques publiques en un ensemble cohérent capable de générer des modèles de développement viables et compétitifs capables de s'intégrer au marché mondialisé contemporain? Et l'effacement du politique, de concert avec le désengagement de l'État, ne vient-il pas atrophier ce lieu où s'articulent et se discutent de tels enjeux, où s'exerce effectivement le processus démocratique?

C'est dans ce contexte que se réfléchit une nouvelle génération de réformes dans le but de « réinstitutionnaliser » le système. Parce que le développement économique du pays, et la réduction de la pauvreté, sont fonction de la viabilité de l'appareil politique, qui doit se moderniser et engager la voie de la participation citoyenne active et créatrice, afin que se fassent entendre les multiples voix qui composent le paysage sociopolitique de la société équatorienne.

On a vu que malgré les tentatives de changement, aucun modèle ni gouvernement n'est venu à bout de remettre le pays sur les rails du développement durable. À la lumière des analyses que nous venons de voir, nous pouvons conclure que l'échec équatorien s'explique par trois sources principales : l'incompétence des élites politiques à mettre en branle un modèle de développement cohérent et respectueux de la citoyenneté; la main mise des secteurs oligarchiques et leurs réseaux d'influence sur l'économie et la politique du pays; les politiques néocolonialistes des institutions économiques multilatérales et des pays riches qui les commandent.

Les constats que l'on peut tirer de l'interaction des ces trois sources de dysfonctionnement font apparaître la centralité du problème équatorien. Par-delà les ruptures, une constante

¹⁰⁵ Cité par MARTIN, H-P et SCHUMANN, H. op. cit. p. 67.

s'élève en structure permanente : la prédominance de l'économie exclusive. Avec les deux effets suivants : les bénéfices sont monopolisés par une minorité corrompue; et toutes les autres sphères de la sociétés sont subordonnées à la sphère économique.

Faisons maintenant un bilan des ruptures et continuités des modèles de développement qui nous ont éclairées sur les origines des dysfonctionnements ayant menés à la présente crise. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur la succession des modèles économiques et politiques, afin d'en dégager une conclusion et ainsi contribuer à la compréhension des sources de problèmes ainsi qu'à l'élaboration de stratégies alternatives.

Dans un deuxième temps, au chapitre 5, nous analyserons plus en profondeur les impacts du comportement de l'oligarchie nationale, à laquelle nous avons fait abondamment référence jusqu'ici, en raison de son hégémonie et de son omniprésence dans la la société équatorienne.

CHAPITRE IV

BILAN DES RÉFORMES ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

Si cette dynamique de changements de modèles de développement ne résolut pas les problèmes économiques et structurels de l'Amérique latine, il semble que la situation fut encore pire pour l'Équateur, éternellement en retard sur les autres pays du continent dans ses phases de réformes et de développement. Quand le pays entama plus profondément sa phase d'industrialisation, le reste du continent commençait à éprouver des symptômes de stagnation dans la phase facile de l'industrialisation par substitution aux importations – la production de biens de consommation – et se trouvait d'ors et déjà en face du dilemme de la transition à une économie axée sur l'exportation. Cependant, les conditions dans lesquelles la plupart des autres pays du continent développèrent leurs modèles de substitution aux importations étaient différentes, puisqu'à cette époque ils bénéficièrent d'un contexte international où la présence des capitaux étrangers était moindre. Quand l'Équateur atteignit finalement cette phase, la présence massive de capitaux étrangers donna à ces derniers une forte prééminence sur le processus d'accumulation.¹⁰⁶

La faible capacité d'innovation technologique et le haut niveau de dépendance des deux premiers modèles de développement rendaient nécessaires des structures politiques et un système économique les isolant relativement de la concurrence internationale, en maintenant une certaine « fermeture » de l'économie. Et cet univers fermé fut propice à la propagation d'une mentalité de résistance et d'hostilité au changement, renforcée par un solide réseau traditionaliste, qui rendit difficile le passage d'un modèle à un autre.

« En su lugar se instauro una compleja trama de neutralización, una peculiar lógica transformista de compromiso que no ha significado la substitución ni la predominancia exclusiva de un modelo o de otro; un tipo de desarrollo sin grandes desenlaces, un desarrollo por diferenciación, un enfrentamiento que no es dialéctico sino que, al contrario, se ha caracterizado por la acumulación de contradicciones

¹⁰⁶ CELA. IEDCA. SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. pp. 19-20.

*y por su solución transaccional como distribución de cuotas o parcelas de poder entre los protagonistas o actores de esos modelos de organización económica, social y productiva ».*¹⁰⁷

Et cette parcellisation des pouvoirs orchestrée et chapeauté de façon bancaire par l'État n'a pu aboutir à un développement soutenu, ni à des réformes significatives. Le caractère oligarchique du modèle agro-exportateur a survécu au passage au modèle de substitution aux importations, faisant bon ménage avec le corporatisme d'État. De plus, les sommes faramineuses qui entraient sous forme de rente pétrolière facilitaient l'articulation d'un système où coexistaient les deux modèles, « *reproduciéndolos en base de una dinámica cíclica de recambio político de elites regionales interesadas exclusivamente en promover la reproducción de sus propios intereses económicos y productivos* ». ¹⁰⁸

La substitution aux importations était caractérisé par une vulnérabilité davantage structurelle que la modalité agroexportatrice. La spécialisation productive donnait lieu à une faible accumulation de capital, d'où un faible positionnement du pays au niveau de la concurrence internationale, ce qui eu pour effet de renforcer la dépendance économique et financière. La dépendance technologique vient prendre le relais. L'État n'hésite pas à s'associer à des capitaux étrangers, qui deviennent actionnaires de firmes dites nationales – et on sait que cela suffit à s'arroger le contrôle -- afin de susciter ce transfert de techniques et de brevets. « Si l'on tenait compte comme preuve de dénationalisation, des actions étrangères, même en petit nombre, et de la dépendance technologique, qui, elle, est rarement minime, combien d'usines pourraient être considérées comme vraiment nationales en Amérique Latine? », demandait Galeano. ¹⁰⁹

Au cours des années 1980, cette logique de neutralisation et de blocage systématique connut une croissance sans précédent, d'où une incapacité à développer une stratégie cohérente de production et d'organisation de l'économie afin de s'insérer dans un marché de plus en plus globalisé comptant sur des moyens techniques et technologiques de premier plan. Cet ensemble de facteurs, combiné à la vocation clientéliste de l'appareil étatique, ralentissent la

¹⁰⁷ ECHEVERRÍA, Julio. op. cit. p. 36.

¹⁰⁸ Ibid. p. 37.

¹⁰⁹ GALEANO, Eduardo. op. cit. p. 131.

modernisation du pays et conduisent à « *la ampliación de la brecha tecnológico financiera, al agudizamiento de las condiciones de la crisis económica, manifestada como crisis fiscal y de financiamiento del desarrollo; crisis que explotará durante los años 90 como crisis política...* ». ¹¹⁰ La crise multidimensionnelle qui accable le pays a donc de profondes racines structurelles, et toute la machine est gangrenée par le clientélisme et les privilèges d'une minorité. Le néolibéralisme vient acculer la société équatorienne au pied du mur, en détruisant l'espace politique et la citoyenneté.

On a donc assisté en Équateur, comme dans de nombreux pays d'Amérique Latine, à deux phases de réformes. La première, entendant remédier aux problèmes du modèle agro-exportateur, empreint de traits oligarchiques et féodaux, fut celle où le rôle de l'État devint central dans la gestion de l'économie et de la société. Un État interventionniste fort, garant de la planification économique et fortement bureaucratisé. Bref, un keynésianisme d'après-guerre comme celui qu'on vit émerger dans les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord. La régulation et l'intérêt public étant mis en premier plan.

Eloy Alfaro avait été un précurseur de cette stratégie de développement centrée sur la force du marché domestique et l'amélioration du pouvoir d'achat des classes laborieuses, comme moteur de l'économie nationale. Sa conception du développement servira de soutien théorique à Prebisch et à la CÉPAL. ¹¹¹ Il faut également retenir la contribution de l'économiste allemand Friedrich List (1789-1846), architecte du développement économique des États-Unis, rappelle Acosta. Sa conception opposée aux visions globalisantes des économistes classiques – dogmes du marché mondial *autorégulé*, avantages comparatifs... -- connut un grand succès qui a comme preuve le développement phénoménale des États-Unis.

« Sus planteamientos brindan, aún en el siglo XXI, valiosas reflexiones para forjar respuestas alternativas... Su punto de partida sin cerrar la puerta a la inserción de Alemania en el mercado internacional – como tampoco pretendían Alfaro o Prebisch --, era la recuperación del espacio nacional para un desarrollo auto-centrado a partir de una estrategia de « disociación » selectiva. Estrategia que, de una u otra manera, explica el éxito de los países industrializados ». ¹¹²

¹¹⁰ ECHEVERRÍA, Julio. op. cit. p. 37.

¹¹¹ ACOSTA, Alberto. op. cit. pp. 74-75.

¹¹² Ibid. p. 76.

Le modèle interventionniste allait néanmoins entrer en crise, comme dans les pays capitalistes fortement industrialisés. La crise du pétrole vint aggraver la situation et un renouveau idéologique de la pensée économique classique vint renforcer le discrédit de l'État et enclencher le virage néolibéral. Le modèle avait montré ses limites. De pair avec la centralisation de l'État, malgré sa vocation providentielle, on vit se créer en Équateur un système de liens clientélistes et corporatistes corrompu qui rendit éminent une seconde génération de réformes. De plus, malgré la bonne volonté, il manquait la compétence économique des dirigeants, encore méfiants à l'égard des technocrates.

Au modèle bureaucratique-interventionniste corrompu et affaibli, on remédia par une réduction substantielle de l'État, voulant ainsi minimiser son emprise devenu relativement contraignante et douteuse. Loin d'en réduire la force, on opéra plutôt une cristallisation de son pouvoir dans la sphère de l'exécutif, réduisant ainsi son champ de compétences et d'intervention. On compta ainsi remédier aux insuffisances des deux modèles de développement passés : celui de la redistribution déficiente du modèle oligarchique agro-exportateur, et celui de l'incapacité étouffante et coûteuse du modèle interventionniste. Les concepts d'équité et d'efficacité constituent la pierre angulaire autour de laquelle s'articule cette nouvelle série de réformes. La confiance en un marché autorégulateur et libéré des contraintes protectionnistes serait dorénavant initiateur d'une rationalité et d'une prospérité aux vertus providentielles. Mais aurait-on jeté le bébé avec l'eau du bain?

Avec la crise du modèle d'accumulation par substitution aux importations et la crise de la dette émerge le phénomène de la mondialisation néolibérale. La Junte Monétaire et la Banque centrale mettent sur pied le Programme de stabilisation économique et sociale, en 1982. Il s'agit en fait de la nouvelle politique économique censée répondre à cette crise et adapter l'économie aux nouveaux enjeux. Mais par contre, au lieu de favoriser les secteurs industriels et manufacturier, on a gardé la vocation agroexportatrice de l'économie. L'Équateur se voit encore marginalisé, même en Amérique du Sud, pour n'avoir pas pris le virage nécessaire vers l'exportation de biens manufacturiers, qui a été le levier de la croissance dans plusieurs pays. La BID parle d'une croissance au moins trois fois supérieure à

celle des économies axées sur l'exportation de matières premières.¹¹³ On empêche la modernisation et on perpétue la dépendance du pays envers les marchés mondiaux.

*« Mientras en otros países se desarrollaban y fortalecían las industrias de acero, hierro o plástico, y se introducían tecnologías modernas generadoras de valor agregado; en el país se privilegiaba la producción camaronera y la explotación de madera, profundizando los problemas de sustentabilidad del país y potenciando los costos sociales y ecológicos; al margen del fortalecimiento de poderosos grupos rentistas articulados al poder político y financiero ».*¹¹⁴

Dans les années 1990, le pays commença à exporter une plus grande variété de ressources. Aux cacao, bananes, crevettes, café et pétrole, s'ajoutent maintenant des fleurs et fruits exotiques ainsi que quelques produits de base transformés. Les résultats demeurent tout de même modestes. Sans compter le faible niveau d'implantation technologique dans le secteur manufacturier. La hausse des exportations des produits traditionnels correspondait souvent à une baisse des prix, ce qui veut dire que l'augmentation des entrées de devises était nuancée par une diminution des profits. Et pour ce qui est du pétrole, le pays reste entièrement dépendant. On espérait un autre boom pétrolier qui vienne soutenir la dollarisation -- et par elle la continuation de l'ajustement structurel -- afin de surmonter les problèmes accumulés par ces mêmes politiques d'ajustement depuis 1982 et surmonter les problèmes accumulés lors de l'euphorie pétrolière des années 1970.¹¹⁵

On voit ici l'imbrication des facteurs endogènes et exogènes qui causent les dysfonctionnements économiques. Les politiques d'ajustement favorisent une *reprimarisation* de l'économie, selon Acosta, « *mientras que la desindustrialización del aparato productivo resulta relativamente limitada por el escaso desarrollo industrial* ». ¹¹⁶ De plus, comme nous le verrons dans le chapitre 7, la dollarisation eut des effets négatifs sur les exportations du pays, en nuisant à sa compétitivité.

¹¹³ Voir BID (1992), cité par CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. p. 36.

¹¹⁴ CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. op. cit. p. 36.

¹¹⁵ Voir ACOSTA, Alberto. op. cit. pp. 206-207.

¹¹⁶ Ibid. p. 207.

Le modèle de développement néolibéral a vite fait de montrer ses contradictions et son incapacité à agir comme processus de développement des économies périphériques, si inévitable pousse-t-il se présenter. S'il est vrai que le nouveau paradigme de la globalisation impose une adaptation des économies nationales vers la libéralisation des marchés, il n'est pas dit que l'idéologie néolibérale soit la voie à suivre pour y parvenir. Pour l'Équateur, on a vu que sa faiblesse institutionnelle et la précarité de son marché interne sont des préoccupations qui appellent à la prudence et à une ouverture progressive et intelligente. Suivant les leçons du capitalisme occidental, on est en mesure de défendre la position selon laquelle la force de l'économie interne est garante de la solidité sur la scène mondiale, et que la stratégie d'ouverture préconisée se doit d'être fonction des caractéristiques de l'idiosyncrasie nationale. Seulement ainsi pourra-t-on garantir la souveraineté, l'intérêt et la démocratie du pays et de ses citoyens.

C'est en effet une stratégie qui a permis à de nombreux pays du « premier monde », dont l'économie reposait sur l'exportation de matières premières, comme les Etats-Unis et le Canada, de se développer à partir de leur propre potentiel économique, et ainsi s'intégrer au marché mondial comme force compétitive appuyée sur un marché interne dynamisé par le pouvoir d'achat des travailleurs. Ce qui contraste avec l'itinéraire des pays pauvres qui sont souvent développés autour de ressources peu variées, quand ce n'est une monoculture. Réduits au rôle de pourvoyeurs de matières premières et de main d'œuvre bon marché, ils n'ont jamais pu s'intégrer au marché globalisé qui exige désormais beaucoup plus que ces avantages comparatifs stériles. Sans développement interne, il n'y a aucune chance de développement et d'intégration. On ne peut se développer à partir d'un modèle axé seulement sur l'extérieur.

Quand on jette un œil du côté de la Chine, seul pays au monde à avoir pu maintenir une forte croissance économique tout au long des vingt dernières années, et ce, de façon indépendante des experts du FMI, on constate que – bien que le potentiel économique de la Chine soit assez exceptionnel – il y a d'autres alternatives de développement que celles proposées par les pays occidentaux, par l'intermédiaire du FMI. Les exemples des États-Unis, du Japon et des Pays-Bas, dans la période d'après-guerre, sont également concluants. Ces pays se sont

tous admirablement reconstruits suivant des politiques économiques nationales ou mixtes, et non avec des politiques de déréglementation et de concurrence à l'aide de bas salaires.

Bref, on est en mesure de conclure en validant l'hypothèse selon laquelle on a bel et bien jeté le bébé avec l'eau du bain en Équateur. Malgré toutes ces séries de réformes, on a fini par expurger ce qui semblerait, surtout avec le recul, avoir pu créer les conditions du développement durable et plus autonome du pays. Tout ce qui pouvait servir de prémisse à un véritable projet national a été évacué. Paradoxalement, ce sont les enclumes qui ont été préservées, et même celles qui ont démontré leurs tords par le passé ont été revalorisées plus tard, comme le démontre le retour en force de la pensée économique classique, dans un pays encore incapable de jouer le jeu du capitalisme, retranché qu'il est dans un quasi féodalisme attardé. Les ruptures n'ont pas été celles d'une logique dialectique progressiste, alors que les continuités perpétuent la condition d'un pays pauvre et pourvoyeur de matières premières, naturelles comme humaines. Les maigres consolations des avantages comparatifs caractéristiques d'un paradigme qui n'existe plus. Dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, on doit miser sur ce que les économistes appellent les avantages compétitifs, qui impliquent entre autres une bonne technologie et une main d'œuvre qualifiée.

C'est à partir de ces conclusions que se forme l'opposition aux politiques d'aspiration néolibérale. C'est parce que sont bafouées certaines des conditions essentielles et inaliénables de la démocratie et des droits humains que le néolibéralisme rencontre une telle résistance. En Équateur, comme dans plusieurs pays d'Amérique latine, il s'est installé bien avant le nouveau paradigme. Comme on l'a vu, depuis la crise de la dette, il a inspiré les politiques économiques des dirigeants successifs et a été appuyé par les élites économiques. Mais son bilan, en contre partie, est extrêmement sombre. À un point tel qu'on est en droit de se demander pourquoi il a récolté tant d'adhésion.

Une des principales explications réside dans la structure de la société équatorienne, et de la culture qui caractérise les élites. Le principal problème de l'Équateur, comme nous l'avons vu, est la main mise de la vieille oligarchie sur tous les secteurs de la vie publique et économique, et une mentalité féodale qui méprise la démocratie, y voyant la bêtise au pouvoir, la décadence

par le pouvoir du nombre et de la plèbe. C'est cette caste réactionnaire de faux capitalistes qui paralyse le pays.

Voyons enfin brièvement les traits de cette classe oligarchique, afin de mieux comprendre la force de l'enracinement sociohistorique de l'injustice en Équateur, et l'abysse culturel qui sépare la majorité de cette cleptocratie omnipotente qui bénéficie du nouveau modèle néolibéral.

CHAPITRE V

NÉOLIBÉRALISME, OLIGARCHIE ET IMPASSE DÉMOCRATIQUE

Tout au long de l'histoire de l'Équateur, depuis la colonisation, nous avons vu l'importance du rôle central joué par les groupes oligarchiques. Nous avons vu à quel point ces groupes ont été déterminants dans le devenir du pays, tantôt par la cohérence de leurs comportements, donnant la tonique aux relations économiques et politiques, tantôt par la divergence de leurs intérêts, menant le pays au bord de la désintégration. La problématique relative à la classe oligarchique recoupe toutes les autres, tant son protagonisme est marquant dans la vie nationale. Au niveau interne, on peut noter son impact sur la structure et le fonctionnement des différentes sphères sociales, et au niveau externe, son incidence sur l'insertion de l'Équateur dans l'économie mondiale et ses relations extérieures, tant diplomatiques qu'économiques.

Nous verrons comment le comportement de la classe oligarchique est constitutif de la profonde fracture sociale en Équateur, qui s'explique par la survivance de lourds traits féodaux et par un racisme récalcitrant. Les multiples facettes de l'exclusion s'expliquent en grande partie par la culture et les actions de ce groupe privilégié. Nous avons également avancé la thèse voulant que le néolibéralisme remette à l'ordre du jour une certaine articulation de liens oligarchiques au sein même de la société démocratique contemporaine. Et ce, par la concertation d'un effacement du politique, d'exclusion sociale, de concentration excessive des richesses et de corruption. Nous verrons enfin les liens entre oligarchie et impérialisme, confirmant la centralité du problème de classes en Équateur, et renforçant la pertinence de la causalité établie entre ces deux phénomènes.

Comme nous l'avons vu, la situation est alarmante en Équateur au niveau du développement humain et de la vigueur des institutions démocratiques. Dans plusieurs domaines – corruption, éducation, foi en la démocratie – l'indice de développement ou de santé du pays est nettement

inférieur aux moyennes régionales, le classant parmi les derniers en Amérique latine. Plusieurs de ces problèmes sont étroitement liés à la forte influence de l'oligarchie traditionnelle, qui a historiquement façonné la genèse du pays.

5.1 Les réseaux de *pater familias*

La classe oligarchique opère selon son propre mode de reproduction et de socialisation, constituant une organisation extrêmement cohérente et en quelque sorte parallèle à la société, s'isolant comme une classe élitiste et exclusive. Fernando Bustamente s'est penché sur l'organisation oligarchique de la société équatorienne et les réseaux de corporations de « familles », tissés par la caste des privilégiés et reproduisant les liens paternalistes. Schéma de relations à l'intérieur duquel la propriété ne serait pas une fin en soi, mais un instrument destiné à consolider et renforcer le réseau « familial ». « *Las elites socioeconómicas del Ecuador están constituidas por un pequeño conglomerado de grandes padres de familia, que organizan en torno suyo y de sus linajes el conjunto indiferenciado de los asuntos colectivos* ». ¹¹⁷ L'imbrication de la politique et du pouvoir avec les desseins économiques est claire, et la complexité des réseaux œuvre comme une toile qui se tisse dans tout l'appareil de gestion étatique. Il s'agit en fait d'un appareil de contrôle social hiérarchique où s'amalgament étroitement les sphères de pouvoir. Ses membres sont les grands responsables de la corruption, notamment du milieu bancaire. « *De esta manera, se confiesa que la historia verdadera de la economía se traza en las luchas dinásticas del clan Noboa, y no en los equilibrios entre variables sin nombre propio ni apellido. Asimismo, la historia política es la « petite histoire » de la familia Bucaram, y no del funcionamiento de aparatos orgánico-partidos* ». ¹¹⁸

Le grand pouvoir économique et la grande influence politique des groupes oligarchiques ont facilité la corruption et le clientélisme, et empêché le déploiement d'un capitalisme moderne qui aurait au moins pu permettre l'égalité des chances et la mobilité sociale. La corruption du milieu bancaire est un exemple étincelant et sans équivoque de la nocivité de cette collusion entre l'élite politique et l'oligarchie, surtout côtière (voir chapitre 6). « *Quienes son los dueños*

¹¹⁷ BUSTAMENTE, Fernando. Economía, política y familia en la sociedad ecuatoriana : en torno de una crisis bancaria, in *Ecuador Debate*, no. 53, avril 2001. p. 66.

¹¹⁸ Ibid. pp. 66-67.

y propietarios de la banca en el país, realmente son pocas familias las que se han beneficiado y no desde ahora, sino que se han beneficiado históricamente. Es un sector social o una casta social que realmente es parasitaria porque no invierte su ganancia en reactivar el aparato productivo », relate César Cabrera, du Parti Pachakutik et du *Seguro Campesino*. Il pointe du doigt le Parti Social cristiano de Ferbres Cordero et le PRIAM, entre autres : « *En sus discursos, hablan de salvación pero realmente es toda una farsa, es todo un engaño, es toda una política clientelar la que se aplica de migajas y que no te invierte en lo que debe invertir para que el país y el pueblo ecuatoriano pueda salir y desarrollar, sobretudo de manera equitativa y con justicia* ». ¹¹⁹

De plus, les liens et contacts privilégiés au sein de ces réseaux font en sorte d’annihiler l’égalité des chances et l’ascension sociale. Les membres du « clan » ne sont pas soumis aux principes du mérite et des compétences, mais obtiennent plus souvent qu’autrement des passe-droits pour l’exercice de postes clés dans les entreprises, organisations et institutions. Court-circuitant ainsi la mobilité sociale et la méritocratie, ils installent un système qui prend parfois des allures de « médiocratie », mais qui obéit aux besoins de reproduction et d’accumulation du patrimoine de la caste. Et son caractère exclusif et imperméable se fait voisin du racisme: une prétention à la supériorité d’un lignage d’une race de vainqueurs. « *En el actual contexto de hegemonía neoliberal, posee una extraordinaria pertinencia la definición aristotélica de oligarquía : un sector minoritario de la sociedad que en base de algunas desigualdades de hecho funda una desigualdad de derecho...en lucha por una ilimitada (apeiron) concentración y acumulación de riqueza* », soutient Sánchez-Parga. ¹²⁰

5.2 De l’aristocratie comme « race »

Les comportements de la classe oligarchique équatorienne s’expliquent également par la mentalité qu’elle a développée et reproduite depuis l’époque coloniale. La culture de cette classe de *paters*, de *dueños del país*, est caractérisée par cette prétention naturelle, ou presque, à la supériorité et à la domination. Ce trait caractéristique de l’oligarchie, en plus d’expliquer

¹¹⁹ Entrevue accordée à l’auteur, Quito, mai 2004.

¹²⁰ SÁNCHEZ-PARGA, José. Transformación del conflicto, decline de los movimientos sociales y teoría del desgobierno, in *Ecuador Debate*, no. 53, août 2002, p. 21.

ses agissements et le peu d'adhésion à la cause nationale et populaire, confirme l'ancrage d'une perception éculée de la division sociale chez cette classe descendante de *criollos*, d'Européens.

À ce titre, il est intéressant de voir les parallèles entre la mentalité de la classe oligarchique équatorienne et les théories de penseurs français du XVIII^e siècle, qui défendaient l'aristocratie à l'heure de son déclin, contre la montée de la bourgeoisie et de l'idée de Nation. Et ce qu'il y a de plus intéressant encore, ce sont les analogies que l'on peut faire entre ces penseurs, qui étaient déjà des réactionnaires à cette époque, l'impérialisme et l'oligarchie équatorienne. Comme l'explique Hannah Arendt dans son ouvrage *L'impérialisme*, Boulainvilliers, un noble français, interprétait l'Histoire des États-Unis comme celle de « deux nations différentes, dont l'une, d'origine germanique, avait conquis les premiers habitants, les « Gaulois », leur avait imposé sa loi, avait pris leurs terres, et s'y était installée comme classe dirigeante, en « pairs » dont les droits suprêmes s'appuyaient sur le « droit de conquête » et sur la « nécessité de l'obéissance toujours due au plus fort ».¹²¹

De cette conception découlent trois conséquences : la légitimité de la domination d'une « race » sur une autre, la légitimité d'une structure sociale basée sur cette domination, qui fait converger classe socio-économique et « race », et finalement, l'opposition à l'idée synthétique et unificatrice de nation et de droit du sol. L'antinationalisme de Boulainvilliers « illustre le sentiment d'une bonne fraction des nobles qui ne se considéraient pas comme représentants de la nation mais comme classe dirigeante à part, susceptible d'avoir beaucoup plus en commun avec un peuple étranger « de même société et condition » qu'avec ses propres compatriotes », issus d'un « peuple étranger d'esclaves », explique Arendt.¹²²

La conception de l'oligarchie équatorienne correspond donc de façon frappante à celle des réactionnaires français de l'époque, s'imaginant de plus près liée à une « internationale » de conquérants qu'à la nation équatorienne unie par une constitution politique et un État de droit

¹²¹ ARENDT, Hannah. *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme* (vol. 2), Paris, Fayard, 1982 (1951), p. 75.

¹²² Ibid. p. 77-78. « La noblesse française découvrit qu'elle appartenait à une autre nation, qu'elle avait une autre origine généalogique et qu'elle avait des liens plus étroits avec une caste internationale qu'avec le sol de France, toutes théories raciales françaises », et pour cela, les théories raciales françaises de l'époque soutenaient le germanisme, ou tout au moins la supériorité des peuples nordiques contre leurs propres compatriotes », ajoute Arendt (p. 79).

démocratique. On voit donc un lien clair entre le racisme, l'antinationalisme et le mépris de la démocratie. Si le germanisme excitait l'imaginaire des nobles français de l'époque, on peut avancer que dans le contexte contemporain, suivant la logique de l'analogie précédemment établie, ce sont les États-Unis et l'élite capitaliste des pays du Nord qui servent aujourd'hui de modèle à l'oligarchie équatorienne. C'est à cette caste qu'elle prétend appartenir, légitimant ainsi « l'unité de « race » comme substitut à l'émancipation nationale ».¹²³ Et ce racisme, en Équateur, qui s'exprime par structure exclusive qui marginalise les indigènes et bafoue leurs cultures, comporte de fortes similitudes avec les théories de Gobineau, théoricien français du XIXe siècle. Même si ce dernier ne défendait point l'idée d'une race pure, il concevait tout de même que « grâce à la race une « élite » allait se former qui pourrait revendiquer les vieilles prérogatives des familles féodales du seul fait qu'elle avait le sentiment d'être une noblesse ». « Gobineau ne voyait pas seulement dans son élite de race un rempart contre la démocratie, mais aussi un rempart contre la « monstruosité chananéenne » du patriotisme ».¹²⁴

Dans cette conception française de l'aristocratie, les liens sont clairement établis entre la race et la classe, l'opposition au nationalisme et à la démocratie. Et l'allégeance à une autre patrie ou à une caste internationale qui en découle vient ajouter une autre dimension à cette idéologie exclusive, et permettre une autre analogie intéressante, relative aux puissants pays du Nord. En effet, la complicité de l'élite nationale équatorienne dans la mise à l'encan du pays (main mise étrangère sur les richesses nationales, privatisations, priorisation de la dette et de l'AS, imposition du modèle néolibéral) et son détachement par rapport à la réalité de la majorité confirment, d'une certaine façon, son attachement à la classe capitaliste internationale, même si elle doit souvent se contenter des miettes et laisser la part du lion aux multinationales étrangères. Comme le soutenait Eduardo Galeano, les bourgeoisies nationales latino-américaines – dont l'élite, en Équateur, est incarnée par la classe oligarchique -- sont « les fonctionnaires des compagnies étrangères toutes-puissantes... les sentinelles qui ouvrent les portes ». « La bourgeoisie s'est alliée à l'invasion étrangère sans verser ni larmes ni sang ».¹²⁵

¹²³ ARENDT, Hannah. op. cit p. 80. Quand l'aristocratie fut éliminée historiquement comme classe dominante, des penseurs comme Gobineau tentèrent, par des théories raciales, de créer une nouvelle élite pour la remplacer, et de la définir comme « aristocratie naturelle, destinée à régner sur tous les autres hommes ». « Au lieu des Princes, il proposait une « race de princes », les Aryens, qui étaient en danger, disait-il, de se voir submergés par les classes inférieures non aryennes du fait de la démocratie » (ibid. p. 93).

¹²⁴ Ibid. p. 94.

¹²⁵ GALEANO, Eduardo. op. cit. pp. 288-289.

« *El capital extranjero adquiere un gran poder de influencia en la orientación del sistema productivo, frecuentemente alentado por la provinciana oligarquía ecuatoriana que sigue desempeñándose como el mejor abogado de los intereses foráneos y la sistemática detractora del nacionalismo económico* », confirme Hurtado, dans le cas équatorien.¹²⁶

Loin de prendre le parti des forces internes du potentiel national et de sa diversité culturelle, l'oligarchie agit contre l'intérêt de l'Équateur, ne donnant satisfaction qu'à son appétit et à la reproduction des réseaux de *pater familias*, de la petite caste mafieuse qui orchestre le pillage des richesses et du patrimoine de tous les citoyens.

La fracture sociale équatorienne comporte en effet plusieurs facteurs qui s'expliquent par cette mentalité d'ancien régime. Le comportement de la classe oligarchique compromet l'unité du pays et l'effectivité du processus démocratique par une logique semblable à celle du mouvement racial français « qui visait à déclencher la guerre civile et à faire éclater la nation ». La marginalisation des indigènes et d'une grande majorité de la population, assurée par la reproduction des structures de domination coloniales (qui se superposent aux institutions démocratiques), concourent à la crise équatorienne et à l'ingouvernabilité de ce pays pourtant démocratique.

5.3 Une classe de faux capitalistes

Cette domination anti-démocratique des secteurs oligarchiques – souvent les seuls à pouvoir appuyer une grosse campagne électorale et de puissants médias – a favorisé un grand retard dans l'économie nationale. Et sa connivence avec la « vieille classe politique » lui confère ce pouvoir démesuré, qui paralyse encore aujourd'hui la démocratie. D'aucuns considèrent cette classe comme parasitaire, constituée de faux capitalistes, davantage liée à une culture et des pratiques féodales qu'à une vision moderne de l'économie et du bien commun : « *los pomposamente autodenominados notables cabezas visibles de redes de influencia, poder, corrupción y clientelismo* », dans les mots du Général Paco Moncayo, maire de Quito

¹²⁶ HURTADO, Osvaldo. *El poder político en el Ecuador*, op. cit. p. 310.

(Izquierda Democrática).¹²⁷ Elle n'impose pas sa domination par ses succès économiques et refuse d'évoluer dans une économie régie par une saine concurrence. Nous avons vu comment les élites économiques ont été historiquement inefficaces, et loin de représenter une classe d'entrepreneurs dynamiques et innovateurs, comme le veut le modèle de Schumpeter.¹²⁸ Elle préfère acheter son influence au près de politiciens, acheter ses monopoles, corrompre le milieu bancaire et créer une convergence par un noyautage des différentes institutions politiques et économiques. L'existence même de leurs partis politiques est un clair exemple de cette volonté d'incarner un pouvoir hégémonique.

En plus de livrer le contrôle de l'économie nationale à des intérêts étrangers, l'élite économique et politique équatorienne a empêché que ne s'installe une véritable forme d'économie libérale. Une société régie par une organisation à ce point inégalitaire ne peut que compliquer l'avènement d'institutions modernes dans quelque sphère que ce soit. Et la culture civique et démocratique constitue également un postulat inexorable à l'instauration d'institutions démocratiques et d'une économie libérale moderne, efficace et prospère. « *Necesita de la previa institucionalización social del valor cultural de la imparcialidad frente a otros valores... un poderoso compromiso ético-cultural que sirva de fundamento a la institucionalización...y de defensa en contra de las tentaciones del privilegio...* ».¹²⁹

C'est pour cette raison que le changement et la modernisation s'opèrent de façon si lente en Équateur. Les classes dirigeantes n'ont pas même les valeurs culturelles ni la culture politique préalables et constitutives à la construction et l'instauration d'une véritable démocratie et d'une économie moderne.

L'oligarchie a donc su s'adapter aux enjeux actuels et consolider sa position, en dépit des pressions externes. Comme nous l'avons vu, à mesure que se modernisa le pays, sous l'impulsion de stimuli exogènes, l'oligarchie réussit à s'immiscer dans les rouages nouveaux et prendre en toute imposture la place homologue des acteurs de changement dans les autres pays. « *La modernidad es en el Ecuador « adoptada » por los « pater » y puesta a funcionar*

¹²⁷ MONCAYO, Paco. Ecuador : El reto de la descentralización, in *Tendencia*, no.1, mars 2004, pp. 85-86.

¹²⁸ Voir SCHUMPETER, Joseph. *Essays on entrepreneurs, innovations, business cycles and the evolution of capitalism*, New Brunswick (É-U)/Oxford, Transition publishers, 1951.

¹²⁹ BUSTAMANTE, Fernando. op. cit. p. 64.

en un régimen que alimenta y potencia la fuerza de las redes... la modernidad burguesa no ha podido simplemente penetrar y permear linealmente a las estructuras mafiosas de la sociedad ecuatoriana », prétend Bustamente, avant d'ajouter que ce jeu d'adaptations complexes, de concessions et de syncrétisme sera probablement la matrice constitutive de l'économie, de la politique et de la vie sociale de la société équatorienne pour un certain temps encore.¹³⁰

Même les alliances populistes en Équateur n'ont pas toujours été anti-oligarchiques. Les groupes oligarchiques ont réussi à canaliser ce mouvement à la base anti-oligarchique. Les alliances sont différentes de celles qui articulèrent les régimes similaires que l'on retrouva en Amérique du Sud, et directement liées à la forme de développement économique particulière du pays. Sous Velasco Ibarra, « *las oligarquías tradicionales y principalmente el sector agro-exportador costeño, se constituyeron en las fuerzas beneficiadas* », avance Paz y Miño.¹³¹ « *El populismo ecuatoriano se singulariza por representar una formula de dominación oligárquica...organizada esencialmente sobre la manipulación de las aspiraciones inmediatistas de contingentes subproletarios incubados en la matriz de un capitalismo primario y «tardío»* », confirme Báez.¹³² On assiste donc encore une fois à une adaptation/canalisation de la part de l'oligarchie, qui facilite également la cohabitation et la convergence entre néolibéralisme et néopopulisme, phénomène plus récent sur le continent.

L'oligarchie agit en quelques sortes comme un parasite viral mutant qui s'adapte et développe une résistance aux antibiotiques. Ces derniers agissent en fait comme un vaccin, stimulant la l'immunité du parasite, qui développe de surcroît une polyvalence au sein de l'organisme. On pourrait croire à une faculté d'adaptation, de survie des « plus forts » au sein du corps social, comme le veut la théorie de Darwin. (C'est ironiquement dans le même pays où il élabora ses théories de l'adaptation et de la survie du plus fort (Îles Galapagos) que l'on retrouve cette caste d'ancien régime, toujours omnipotente et thuriféraire du darwinisme social).

C'est finalement le parasite qui prescrira sa thérapie à l'organisme, après avoir gagné un autre chapitre de la lutte pour la survie, où le darwinisme social l'emporte sur la démocratie et

¹³⁰ BUSTAMENTE, Fernando. op. cit p. 72.

¹³¹ PAZ y MIÑO, Juan. La cuestión social en el origen de los partidos políticos del Ecuador, in *Laboratorio de Economía*, año III, no. 5, septembre 1999, p. 32.

¹³² BÁEZ. René. El bucaramoto o la democracia obscena, in *Laboratorio de Economía*, op. cit. p. 37.

l'entraide (Kropotkine).¹³³ Et cette thérapie n'est pas que métaphorique. Cette fausse bourgeoisie a finalement endetté le pays, en privatisant les profits tout en nationalisant les dettes. De plus, c'est elle qui exerce les pressions pour faire avaliser les accords avec le FMI, qui entérine, voire prescrit l'approfondissement de l'AS. Elle qui profite des prêts mais qui laisse les douleurs des conditions prescrites aux masses marginalisées. Et c'est avec cette mentalité des XVIIIe et XIXe siècles que l'oligarchie et ses réseaux d'appuis forcent l'adhésion de l'Équateur aux principes du néolibéralisme et plongent leurs concitoyens désarmés dans ce nouveau monde globalisé, dans ce nouvel ordre mondial caractérisé par le triomphe du capitalisme débridé.¹³⁴

En somme, donc, au niveau endogène, l'oligarchie est accusée d'avoir développé et entretenu la corruption, l'injustice sociale, la misère, une citoyenneté déficiente, l'impasse démocratique et le racisme. Au niveau exogène, les reproches concernent l'absence d'adhésion à un projet national au niveau économique et politique, la prostitution de l'économie nationale, les relations avec les institutions financières et créancières internationales et le traité de libre-échange (avec les É-U et dans le cadre des négociations sur la ZLÉA). C'est le bilan de « la stérilité coupable de la bourgeoisie nationale », « la sentinelle qui ouvre les portes ».¹³⁵ Le comportement de l'oligarchie et autres élites nationales au niveau interne et externe est inexorablement lié à celui de la dette interne et externe du pays. La dette est en quelque sorte l'expression chiffrée, transposée au domaine économique, des injustices sociales entretenues et articulées par les élites. Et l'ajustement structurel, son remède miracle. C'est ce qu'on entend par « thérapie choc ».

¹³³ Voir KROPOTKINE, Pierre. *L'entraide. Un facteur d'évolution*, Montréal, Écosociété, 2001 (1902).

Kropotkine défend la thèse de l'entraide comme base du fonctionnement social chez plusieurs animaux, et prend le contre-parti des théoriciens de l'évolutionnisme économique et du darwinisme social comme Huxley et Malthus. Selon lui, la lutte pour la survie ne doit pas servir de modèle ni de justification aux injustices dans les sociétés humaines. C'est plutôt avec l'entraide que l'on peut et doit atteindre la justice sociale et non avec une logique comme celle de la fable du repas de Malthus, où la charité est affublée de tous les vices, justifiant l'exclusion des pauvres à la table des convives. Ce sera la position des anarchistes, depuis Proudhon, qui déclara : « S'il y a quelqu'un de trop à cette table, c'est bien Monsieur Malthus ».

¹³⁴ Le caractère féodal et la survivance de l'oligarchie comme classe toute-puissante expliquent celle du marxisme et de la vision classiste de la gauche équatorienne qui, voulut-elle se moderniser, fait face à un schéma précapitaliste et à une domination de classe caractéristiques de XIXe siècle.

¹³⁵ GALEANO, Eduardo. op. cit. p. 288.

CHAPITRE VI

DETTE, DÉVELOPPEMENT ET POTENTIEL NATIONAL

La dette (externe et interne) de l'Équateur a pris des proportions astronomiques et constitue, surtout depuis la crise de la dette de 1980, un obstacle majeur au développement de ses forces productives. Entre 1980 et 1989, la dette externe a presque triplé, passant de 4,6 milliards à plus de 11,5 milliards de dollars, alors que le fardeau du remboursement sur le budget national a monté en flèche (voir tableau 5).¹³⁶ Son économie en souffre énormément et l'austérité commandée par les obligations de remboursement étrange le potentiel de développement. En plus des effets directs qui sont ressentis par le manque d'argent dans les caisses de l'État et le manque de confiance en cette économie émergente, ce sont les effets temporisés qui inquiètent particulièrement. On parle de l'insuffisance en matière de santé, d'éducation, de protection sociale, d'infrastructure et de recherche et développement, qui se fait actuellement sentir, mais qui laisse présager le pire pour les années à venir. On hypothèque littéralement le futur de la nation. Ces graves lacunes placent le pays parmi les derniers en Amérique latine au niveau de la qualité de vie et l'indice de développement humain. Les services de base ne sont pas assurés, alors que la colère gronde et compromet la démocratie. C'est un cercle vicieux qui assure la reproduction de la misère et la dépendance économique du pays. Ce sont précisément les conditions mêmes du développement qui sont annihilées par cette mauvaise gestion des ressources et de la dette. Quand on sait qu'un grand nombre de dettes sont contractées dans le simple dessein d'en payer de plus anciennes, quand ce ne sont que les intérêts, on se rend bien compte de l'absurdité du mécanisme d'endettement des pays pauvres. De plus, l'argent dont dispose l'État est souvent très mal géré et investi, n'atteignant que rarement les objectifs visés.

¹³⁶ Voir également OJEDA SEGOVIA. Lautaro. op. cit. p. 154.

Tableau 5.

Evolución de la deuda externa 1980 - 1989				
Año	Deuda externa (*) mill. de dólares	Saldo de la deuda/PIB	Saldo de la deuda/exportaciones	Servicio de la deuda/PGE
1980	4,601.5	39.2%	183.6%	8.9%
1981	5,688.4	42.1%	230.9%	11.4%
1982	6,632.9	49.7%	296.5%	21.3%
1983	7,380.9	66.4%	331.6%	19.6%
1984	7,596.2	66.0%	289.9%	19.8%
1985	8,110.8	68.2%	279.2%	17.0%
1986	9,062.8	86.2%	414.6%	15.7%
1987	10,335.6	109.4%	535.7%	27.3%
1988	10,668.8	116.9%	486.4%	21.1%
1989	11,532.6	118.6%	489.6%	26.0%

(*) Saldo final más intereses atrasados
Fuente: Banco Central del Ecuador, Setenta años de información estadística
ILDIS, Economía ecuatoriana en cifras.

Depuis que se sont imposés les commandements du Consensus de Washington, nous avons vu que le remboursement de la dette est une priorité, si ce n'est une obligation, pour les pays en voie de développement. Aux structures ayant créé les inégalités sociales dans ces pays pauvres se superposent donc de nouvelles politiques et de nouvelles contraintes extérieures. Pourtant, ce qui est frappant, c'est le fait que les pays pauvres comme l'Équateur, loin d'avoir pris la route de la prospérité, se sont enfoncés dans une logique d'endettement, renforcée par une conditionnalité devenue structurelle et permanente, et qui plante le problème de l'ingérence. Le mécanisme d'endettement est central dans les critiques du caractère néocolonialiste du nouvel ordre mondial et des politiques néolibérales. Il faut également rappeler que la dette externe des Etats-Unis en 1999, (2000 milliards de dollars, 175 millions d'habitants) équivalait à celle des pays du Tiers-monde réunis (2050 milliards de dollars, 4,8 milliards d'habitants). Et la somme de la dette interne et externe des Etats-Unis représente plus de dix fois la dette externe l'ensemble des pays du Tiers-monde.¹³⁷ En plus de ne pas respecter les principes de la saine gestion macroéconomique, ce sont eux qui mettent le plus

¹³⁷ TOUSSAINT, Éric. *La bolsa o la vida. Las finanzas contra los pueblos*, Quito, Abya-Yala/ILDIS, 2002, pp. 147-148.

de pression pour que les pays endettés – qui ont davantage besoin d’argent – priorisent le remboursement de la dette et l’austérité fiscale au détriment du développement. Même si nous avons vu que l’Équateur souffre de profondes lacunes au niveau interne, on ne peut remettre en question le fait que la dette constitue actuellement le principal frein à sa progression et à la paix sociale.

Magdalena León, de la RTME, parle d’une structure « *injusta que ha supuesto desde hace siglos un saqueo de nuestros recursos por distintas vías. En este momento una de esas vías para el saqueo es la deuda externa. Esto también se expresa en una pérdida de soberanía* ». ¹³⁸ Gayne Villagómez lui fait écho, arguant que les grandes firmes transnationales et les Etats-Unis tirent profit de la crise. Le géant américain « *cada vez tiene más dominio, además político, sobre nuestros países y eso le permite buscar cada vez más formas de garantizar el cobro de la deuda y comprometerlos más* », affirme-t-elle. ¹³⁹

En 2001, le paiement de la dette extérieure représente 31% du budget national de l’Équateur, presque le double du budget alloué à l’éducation, la santé, et le développement agricole réunis, qui totalise pour sa part 17,6%. Si on l’ajoute la proportion consacrée à la dette interne, on arrive à un total de 41% des recettes de l’année 2001. Les intérêts effectifs de la dette extérieure – privée et publique – s’élèvent à 1,0287 milliards de dollars américains pour la même année. ¹⁴⁰ Pour l’année 2003, aucun changement significatif dans la gestion de Gutiérrez, malgré les promesses électorales : 40% du budget annuel est consacré au paiement de la dette, 10% pour la culture et l’éducation, et un maigre 5% pour la santé et le développement communautaire. La dette et les dépenses générales (défense nationale, sécurité interne et administration) absorbent à eux seuls 77% du budget. « *Es importante destacar que todos los países ricos en el mundo, para poder desarrollarse, siempre han principalizado su inversión en la educación y en la salud. Aquí en el país los porcentajes que destinan los gobiernos para el presupuesto de educación y para el presupuesto de salud, son sumamente bajos* », mentionne César Cabrera. ¹⁴¹ « *El excesivo peso del sector de servicios*

¹³⁸ Entrevue accordée à l’auteur, op. cit.

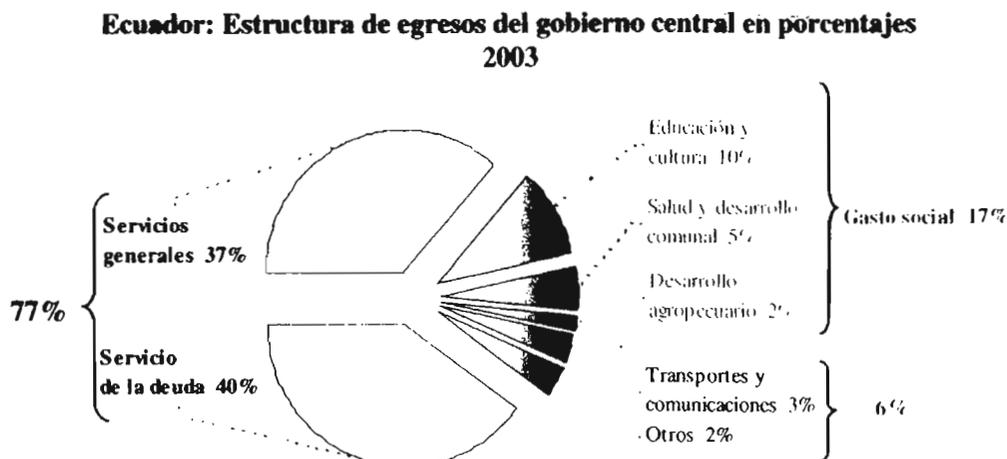
¹³⁹ Entrevue accordée à l’auteur, op. cit.

¹⁴⁰ SALGADO, Wilma. Riesgos para la recuperación económica en dolarización, op. cit. p. 15.

¹⁴¹ Entrevue accordée à l’auteur, op. cit.

generales desarmoniza con un aparato estatal ineficiente e improductivo », ajoute l'ILDIS.¹⁴² On se rend compte de ce déséquilibre quand on jette un œil sur les dépenses de l'État, comme on peut l'apprécier dans le tableau 6.

Tableau 6.



2003	Servicio de la deuda	Servicios generales	Educación y cultura	Salud y desarrollo comunal	Desarrollo agropecuario	Transportes y comunicaciones	Otros	Egresos totales
millones dólares	2.370	2.152	603	305	98	178	205	5.911
incremento anual	6%	28%	24%	21%	-42%	-40%	-31%	9%
Participación	40%	36%	10%	5%	2%	3%	3%	100%

Fuente: Ministerio de Economía y Finanzas - Tesorería de la Nación

6.1 Les impacts sociaux de la dette

Au niveau de l'éducation, un secteur clé du développement des forces du pays, et un indicateur du développement humain, l'Équateur fait piètre figure. En plus du manque de vision stratégique et de l'incompétence dans la gestion des maigres ressources disponibles, la priorisation de la dette étouffe le système d'éducation et contribue par le fait même à la précarisation du pays, de la citoyenneté et de la main d'œuvre. Le pays se classe avant dernier au chapitre du niveau d'éducation en Amérique latine, ne devant que Haïti.¹⁴³ Le quotidien *El Comercio* publiait en avril 2004 une série de dossiers accablants sur la situation en Équateur. En 1981, l'État investissait l'équivalent de 5,4% du PIB dans l'éducation. En 2002,

¹⁴² ILDIS. op. cit. pp. 13-14.

¹⁴³ La grave crisis de la educación pública, in *El Comercio*, 11 avril 2004, p. A4.

plus que 3,3%. En 2004, la proportion tombe à 2,8%, alors que la moyenne latino-américaine, qui est déjà basse, se chiffre à 4,8%.¹⁴⁴ La formation des élèves est d'autant plus difficile qu'il y a d'énormes problèmes au niveau de la formation des enseignants et des politiques d'État.

Ces derniers effets se font évidemment sentir dans la qualité de l'enseignement, qu'on peut qualifier de mauvaise. Les étudiants équatoriens ne rivalisent pas avec ceux des pays développés de la région, pas même avec la Bolivie. L'Union Nationale des Éducateurs (UNE) prétend que c'est le manque d'investissement et les irrégularités dans le versement des salaires des enseignants qui constituent le nœud du problème. Depuis 1983, on parle de 28 grèves, qui équivalent à un an et huit mois de classes de perdues. Et la dette de l'État envers le système d'éducation, selon l'UNE, atteint 120 millions de dollars, en salaires, bons, services et infrastructure.¹⁴⁵ Les « contributions volontaires » demandées aux pères de familles, qui augmentent chaque année, contribuent également au décrochage scolaire. Sur la Costa, on parle de 30% pour la seule année 2003.¹⁴⁶ Selon Fernando Carrera, de l'UNICEF, il faudrait investir au moins 5% du PIB dans l'éducation. Selon lui, en plus de rationaliser la gestion des ressources, il est impératif que l'éducation cesse d'être perçue comme un service et soit assumée comme un droit.¹⁴⁷ « *Si los indicadores son por sí mismos alarmantes, mucho más lo es la ausencia de un derrotero, pues esa omisión nacional refleja la falta de ponderación de la importancia del factor educativo en el desarrollo social... Por ese proceso han debido pasar neceseriamentelas naciones que, en un momento dado, decidieron dar un salto cualitativo desde el subdesarrollo hacia el progreso* », pouvait-on lire dans un récent éditorial de *El Comercio*, qui met le doigt sur l'importance de l'éducation comme postulat du progrès d'une société.¹⁴⁸

Il s'agit en effet d'une décision politique qui impliquerait un changement de conception dans la gestion de l'éducation nationale. L'État doit assumer son rôle à ce niveau, et considérer l'éducation comme « *un factor prioritario para el desarrollo del país. Entonces la capacitación debe ser una política de Estado. Para esto, se debe partir por establecer un*

¹⁴⁴ El Ecuador no tiene norte en materia educativa, in *El Comercio*, 11 avril 2004, p. A6.

¹⁴⁵ Los sectores sociales son los perjudicados. Educación : el deficit sube, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7

¹⁴⁶ El Ecuador no tiene norte en materia educativa, op. cit.

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁸ La educación sin visión estratégica, in *El Comercio*, 13 avril 2004, p. A4.

presupuesto justo, que permita que los docentes tengan acceso a seminarios, talleres y cursos de especialización », ajoute Guadalupe Larriva, Présidente de la Commission de l'Éducation.¹⁴⁹ Le quotidien rappelle que la crise de l'éducation publique en Équateur – véritable « délit d'État » commis envers les enfants – s'est convertie en une des causes de « *discriminación que afectan a la igualdad ciudadana indispensable para el sustento de la democracia* ». ¹⁵⁰ D'une dimension nettement plus profonde que les simples enjeux économiques, la priorisation de la dette au détriment de l'éducation et des autres services sociaux, qui doivent avoir force de droit, affecte également la culture. On parle de déliquescence de la culture jusqu'au plancher critique de l'analphabétisme et de l'ignorance. On tombe sous la barre de la dignité et des garanties de la Constitution et de la Charte des Droits de l'Homme.

L'Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social (IESS) souffre également beaucoup des coupures drastiques dans le budget. Il a commencé l'année 2004 avec un déficit de 563 millions de dollars par rapport au budget prévu. Depuis plus de dix ans, l'État est endetté envers l'IESS, d'un montant qui atteint cette année les 2,2 milliards de dollars, dont 46 millions de dollars pour les seuls hôpitaux. Et les coupures qui en découlent affectent notamment la sécurité en matière de santé et les allocations de retraite. Dans le secteur de la santé, les maigres 2,3% du budget de 2004 sont insuffisants. « *Los hospitales públicos ya colapsaron por que no cuentan con recursos para el pago de salarios ni para la compra de medicinas e insumos* ». ¹⁵¹

Le problème des allocations de retraite est venu aggraver la crise sociale, alors que les associations de retraités ont entamé une grève de la faim, le 14 juillet 2004, peu après la tentative avortée de renversement du Président-colonel. Mais pour plusieurs d'entre eux, la différence avec le régime que permettait leur maigre pension n'était pas très grande. Les sommes dérisoires accordées à ceux qui ont travaillé pour les générations présentes sont représentatives de l'oubli du social et des garanties de base de la démocratie et de la citoyenneté au niveau du développement humain. Plusieurs grévistes sont morts, en poursuivant la lutte en dépit des contre-indications des médecins. « *Hasta la victoria* »

¹⁴⁹ Voir Puntos de vista. Tres especialistas hablan de la educación, in *El Comercio*, 13 avril 2004, p. A6.

¹⁵⁰ La grave crisis de la educación pública, op. cit.

¹⁵¹ Los sectores sociales son los perjudicados. Lo social en la cuerda floja, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7.

entendent-ils lutter, contre « *el combo de ineptos desalmados que viven regal con nuestros ahorros* ». ¹⁵² La Banque Centrale recommande de meilleurs recours au niveau des soins de santé, une partie importante des maigres allocations des retraités étant utilisée pour des médicaments et des consultations médicales. De plus, le Seguro de Salud générerait des excès de quelques 200 millions de dollars par année. ¹⁵³



Grève de la faim, du mouvement national des retraités. le 8 juillet 2004. Quito.

Les salaires sont souvent en retard de plusieurs semaines dans la santé, l'éducation, mais aussi dans la fonction publique. Et l'argent promis et garanti par la loi aux gouvernements *seccionales* (locaux), municipaux et provinciaux tarde souvent à arriver. « *La paralización de obras viales, infraestructura sanitaria, y proyectos locales de salud o educación, entre otros, es el efecto inmediato* ». ¹⁵⁴ Un autre domaine touché qui, s'il ne relève pas des services essentiels, s'avère tout de même être un facteur de développement important, est celui des Sciences et technologies. L'Équateur n'accorde que 0,03% de son budget annuel à la recherche. Après Haïti, c'est le pays latino-américain qui investit le moins en recherche et

¹⁵² Phrases écrites sur des affiches sur les lieux de la grève à Quito, le 8 juillet 2004 (voir photo).

¹⁵³ Voir El Central dice que hay 200 millones que el IESS no usa ; et El ayuno es la última carta de los jubilados, in *El Comercio*, 15 juillet 2005, p. A3.

¹⁵⁴ Los sectores sociales son los perjudicados. El tira y afloja de dineros, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7.

développement. La Fundación para la Ciencia y la Tecnología (FUNDACYT) a reçu moins d'un million de dollars en 2004.¹⁵⁵

Pour la plupart des observateurs, les lacunes et incohérences crèvent les yeux. Comment stimuler le développement si l'on s'écarte de l'autonomie et du développement du potentiel national? Comment aspirer à un niveau de développement satisfaisant, alors que la fraction du budget accordée au remboursement de la dette (2,4 milliards de dollars en 2004) surpasse celle prévue pour l'éducation, la santé, les Bons de Développement Humain, les travaux publics, la sécurité citoyenne et l'enfance réunies (1,75 milliards de dollars pour 2004)? Le déficit du Gouvernement central depuis la dernière décennie est expliqué de la façon suivante par l'Observatoire de la Politique Fiscale des Nations Unies: « *Esta es la causa del incremento en el pago de intereses y amortizaciones de la deuda pública (externa o interna) en el presupuesto, todo déficit se financia con nueva deuda* ». ¹⁵⁶ Pendant ce temps, le prix du pétrole atteint des sommets historiques. Nous avons vu également que la priorité donnée au remboursement de la dette, et à en contracter de nouvelles, attise les conflits sociaux et rend le pays ingouvernable.

Pourtant, le ministre Pozo ne démordait pas: il faut maintenir l'aval des créiteurs internationaux et en particulier le FMI. S'il n'y a pas d'accord avec eux, il n'y a pas de financement international. Et comme l'épargne générée par l'économie ne suffit pas à financer les services de la dette extérieure, la dette croît beaucoup plus rapidement que l'économie. Le potentiel exportateur ne pouvant être galvanisé faute d'investissements suffisants, le gouvernement est forcé de créer un fond d'excédents pour le rachat de la dette. Ce qui affaiblit encore plus l'économie, le développement étant sacrifié au profit de la dette. Les ressources excédentaires jadis réinvesties dans l'industrialisation sont maintenant stérilement expatriées, par l'entremise du *Fondo de Estabilización, Inversión Social y Productiva y Reducción del Endeudamiento Público* (FEIREP), entre autres.

¹⁵⁵ Los sectores sociales son los perjudicados. Educación : el deficit sube, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7.

¹⁵⁶ Voir El presupuesto del Estado no impulsa el desarrollo del país, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A6.

6.2 La rente pétrolière et la gestion de la dette

Le pétrole est une des ressources naturelles les plus prisées et représente une forte potentialité de développement pour les pays qui en disposent. Or, cette ressource est souvent mal gérée dans les pays en voie de développement. L'or noir est souvent contrôlé par des élites davantage préoccupées par le profit personnel que par le développement du pays. L'Équateur ne fait pas exception à ce diagnostic. Avec le modèle néolibéral, les privatisations et l'inexorable remboursement de la dette viennent se superposer aux problèmes de la corruption et de la mauvaise gestion du pétrole.

Sous le Gouvernement de Gutiérrez, on a vu la mise sur pied du FEIREP, par le Décret Exécutif 1238, qui sert principalement (70%) au rachat (paiement anticipé) de la dette externe. Le budget étant établi en se basant sur le prix du baril de pétrole à 18\$, les excédants serviront au remboursement de la dette aux créiteurs internationaux. Selon Patricio Quesada, du Parti Pachakutik, le « FEIREP tiene que ser revisado, esos recursos económicos por excedentes del costo del petróleo que recibe el país ante coyuntura mundial tienen que ser reinvertidos sobretudo en sectores sociales y en la educación ».¹⁵⁷ En 2003, avec le prix du pétrole ayant atteint les 27\$, ce sont quelques 600 millions de dollars qui sont expatriés, en vertu de ce Décret élaboré en marge du Congrès. Avec les prix record qu'a atteint le baril en 2004 et 2005 – plus de 60\$ -- on s'imagine le montant que le FEIREP a généré pour le dit rachat de la dette. Pendant ce temps, le Gouvernement cherchait plus de crédit auprès des institutions financières internationales. « Los gobiernos en el Ecuador – particularmente el actual (qui était celui de Gutiérrez) – son simples administradores de los intereses del FMI y de los grandes capitales internacionales », dénonce l'ILDIS.¹⁵⁸

En dépit du prix record du baril de pétrole atteint en 2005, les retombées sociales seront extrêmement limitées pour les Équatoriens. Avec la privatisation progressive de l'entreprise d'État Pétroecuador et la mise sur pied du FEIREP, ce sont les objectifs macroéconomiques qui sont privilégiés, afin de regagner la confiance des milieux financiers internationaux. Or, si le « risque- pays » de l'Équateur a diminué, ce n'est qu'en raison du prix élevé du pétrole.

¹⁵⁷ Entrevue accordée à l'auteur, mai 2004.

¹⁵⁸ ILDIS. op. cit. pp. 13-14.

Mais l'indice de « risque pays » est aussi volatile que le prix du pétrole pour un pays comme l'Équateur. Les problèmes structurels restent intacts alors que les élites, comme elles l'ont fait historiquement, profitent des éléments conjoncturels.

De plus, la plus grande participation du secteur privé dans le secteur pétrolier amène son lot de problèmes. Si on entend souvent l'argument voulant que le secteur privé soit plus efficace que le secteur public, il faut tenir compte de certaines distorsions, selon Alberto Acosta. « *La menor eficiencia estatal, hay que insistir, es un acto deliberado de las autoridades gubernamentales en complicidad con ciertos diputados, que recortan las inversiones de Petroproducción, cumpliendo las condiciones del FMI* ». ¹⁵⁹ Cette vision est partagée par Edgar Isch, ancien Ministre de l'environnement, qui prétend que la réforme légale qui ordonna que tout l'argent du pétrole soit dorénavant versé directement à la Caisse fiscale eu pour effet d'affaiblir Petroecuador. « *Esta ha sido la clásica actuación neoliberal para desprestigiar a la empresa pública que ellos mismos ahogaron y poner a la privatización como la salida milagrosa* ». ¹⁶⁰ Ajoutons à cela que plusieurs compagnies n'ont pas payé d'impôt sur la rente, entre autres, puisqu'elles ont déclaré des pertes. Elles continuent toutefois de bénéficier de taux préférentiels sur leurs importations et certaines exigent le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée (IVA), « *utilizando hasta abiertas formas de chantaje en las cuales interviene la Embajada de los Estados-Unidos* ». ¹⁶¹ La dette « *ha sido como un mecanismo para comprometer nuestro petróleo... (se) está entregando en condiciones terriblemente desventajosas para el país. Casi se puede decir que les estamos pagando para que se lleven el petróleo. Entonces lo que pasa es que aquí no hay negocio sino que hay saqueo, osea la entrega del país* », selon Villagómez. ¹⁶²

Petroecuador doit également entreprendre de sérieuses réformes. Des millions de dollars sont perdus chaque année en raison du manque d'investissement, qui affecte la productivité, et le manque de contrôle de qualité, qui fait baisser la valeur du baril équatorien. Il y a également des lacunes et incohérences au niveau du transport, du raffinement, de la commercialisation et

¹⁵⁹ ACOSTA, Alberto. Preparémonos para lo que se avecina, in *El Oriente es un mito* (Collectif), Quito, Abya-Yala, 2003, p. 41.

¹⁶⁰ ISCH, Edgar. El Ecuador no sólo debe ser vendedor de crudo, in *El Oriente es un mito*, op. cit. p. 180.

¹⁶¹ ACOSTA, Alberto. Preparémonos para lo que se avecina, op. cit. p. 41.

¹⁶² Entrevue accordée à l'auteur, op. cit.

de l'écologie, entre autres. Ce qui, en plus de nuire à la compétitivité du pays, produit nombres de déséquilibres sociaux, politiques, économiques. Ramiro Gordillo García, ingénieur en pétrole ayant exercé plusieurs fonctions d'État dans le secteur pétrolier, dénonce les dangers liés à l'incompétence de Petroecuador et l'absence d'une politique d'État appropriée. Aucune des compagnies pétrolières basées en Équateur ne répondent aux normes internationales en matière de contrôle de qualité (ISO 9000) et de respect de l'environnement (ISO 14 000). La politique pétrolière de l'Équateur devrait être conduite dans le cadre de l'Article 27 de la Constitution équatorienne, qui octroie le contrôle de l'État dans les domaines touchant les ressources naturelles non-renouvelables.

Ainsi, les entreprises nationales, mixtes ou privées devraient agir dans le sens des intérêts de la nation. « *La efectiva riqueza del Ecuador está aquí y se la puede poner al servicio del desarrollo en el corto y mediano plazos, a condición de cambiar de rumbo la política petrolera, si acaso hay una, o de aplicar una política de Estado cuyo norte sea fijado en compromiso con el interés de la mayoría de los ecuatorianos* ». ¹⁶³

René Ortiz-Durán, Président exécutif de l'Asociación de la Industria Hidrocarburífera del Ecuador (AIHE) et ancien Secrétaire de l'OPEP, abonde dans le même sens, quand il affirme que le compromis de l'industrie pétrolière doit être le développement durable : « *El equilibrio entre la naturaleza y la industria; la combinación del crecimiento económico, la protección del ambiente y la responsabilidad social* ». ¹⁶⁴ Il rappelle également que la Constitution garantit le respect de l'écosystème et des cultures indigènes. Le problème ne se situe donc pas au niveau légal, mais bien au niveau de l'application des lois en vigueur. Le gouvernement doit faire respecter – et respecter – la loi de façon stricte, incluant ce qui touche aux droits économiques et culturels. Tous les analystes de tendance progressiste sont également d'accord sur l'urgence de dépolitiser Petroecuador.

¹⁶³ GORDILLO, Ramiro G. *¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo*, Quito, Corporación Editora Nacional, 2003, p. 281.

¹⁶⁴ ORTIZ-DURÁN, René. ¿Dónde enfatizar el aporte del sector petrolero ? En la inversión, in *El Oriente es un mito*, op. cit. p.137.

6.3 Le sauvetage bancaire

La faillite de plusieurs grosses banques du pays pendant la crise de 1999 a laissé le poids de sa dette à l'État, alors que les actionnaires de ces mêmes banques conservent les entreprises privées qu'ils possèdent, et qui concentrent la plupart des crédits accordés par les banques, ou par eux mêmes si l'on veut... À l'aide de manigances frauduleuses comme l'hypothèque de terrains ridiculement surévalués par des contacts dans le milieu bancaire, ils ont su se soustraire à l'obligation de payer leurs dettes. C'est donc l'argent des épargnants qui se transfère en investissement, mais au profit des actionnaires des banques fermées. Ces mêmes actionnaires reçurent des sommes faramineuses de la Banque Centrale et du Ministère de Finances, sous prétexte d'empêcher la faillite de leurs institutions, alors qu'elles déposèrent tout de même leur bilan peu de temps après. Une grande partie de la dette du pays est en fait constituée de cette dette qu'honora l'État par l'émission de bons AGD sur lesquels il paie toujours de l'intérêt.

Pour sauver la Filanbanco, qui n'appartenait qu'à une seule famille, l'État déboursa 416 millions de dollars, en 1998, pratiquement sans garanties. Pour sauver la Banco del Fomento, en charge du crédit agricole, il ne versa que 20 millions de dollars, exigeant une panoplie de garanties.¹⁶⁵ Cette comparaison exprime bien la collusion entre les grandes banques et le pouvoir politique et les méfaits que cela peut occasionner pour les citoyens.

Le scandale des banques n'est d'ailleurs pas étranger au coup d'État de janvier 2000, qui renversa le gouvernement de Mahuad. Dans l'un des appels au soulèvement populaire, la CONAIE exigeait la réparation de cette injustice et à la condamnation des coupables : « *Presidente Jamil Mahuad, Jaime Nebot y los grandes banqueros* ». « *Demandamos...la inmediata devolución de los dineros entregados a la banca o la confiscación de sus bienes... Supresión de los bancos con problema económicos y sanción penal a los responsables de mal manejo de los fondos de los ciudadanos...* ».¹⁶⁶ Notons que les comptes n'ont jamais été éclaircis dans cette affaire. Face au fardeau de la dette qui pèse sur le budget national, deux options se posent selon Wilma Salgado : « *Ceder a la presión del FMI y de los acreedores*

¹⁶⁵ ACOSTA, Alberto. *Breve historia económica del Ecuador*, op. cit. p. 188.

¹⁶⁶ CONAIE. *Levantamiento indígena contra el abuso del poder*, Quito, 15 mars 1999, www.conaie.org

*internacionales y locales de la deuda publica – aumentando las cargas a la población o emprender acciones para recuperar la cartera vencida de las instituciones financieras sometidas a control estatal y así esclarecer las cuentas de quienes participaron en dichas operaciones ».*¹⁶⁷ Nous verrons alors si le gouvernement de Gutiérrez est un gouvernement de changement ou s'il perpétuera l'injustice, écrivait-elle en 2002, à la veille de l'entrée de Gutiérrez à Carondelet.

Selon elle, les pressions pour un nouvel accord avec le FMI – dans la même veine que les précédents – ne viennent pas seulement de la communauté financière internationale, mais aussi des puissants groupes financiers à qui profitent les politiques du FMI, et qui sont endettés au niveau extérieur ou en rapport avec les bons AGD. Il fallait donc éclaircir les dossiers et restituer les dettes à qui de droit. Sans compter que l'impression massive de *sucres* – alors devise nationale – qui a servi à ce sauvetage avorté est responsable d'une grande partie de la dévaluation de l'ancienne devise nationale.¹⁶⁸

Au début de son mandat, Gutiérrez annonça publiquement qu'il confiait l'administration de l'AGD au Parti Pachakutik. Le 12 mars 2003, après consultation auprès de la CONAIE, du *Seguro Campesino* et des mouvements sociaux, l'économiste Wilma Salgado – qui n'est pas militante du Pachakutik, mais dont l'éthique et la compétence sont hors du commun -- fut élue au poste de Directrice générale de l'Agence. Malgré les difficultés impliquant la tâche de redresser cette institution qui avait perdu toute crédibilité, Salgado entendait instaurer une gestion transparente et retrouver les investisseurs endettés. On vit confirmée l'hypothèse voulant que les anciens gestionnaires aient été des proches du Parti Social cristiano et qu'ils avaient converti l'AGD en « *una suerte de lavadora gigantesca para limpiar a los grandes deudores y a los banqueros corruptos* ». « *Se había perjudicado al país a través de la entrega de miles de millones para el salvatage bancario, sino que también se le estaba afectando a través del manejo irregular y doloso de la Cartera de los bancos cerrados* ».¹⁶⁹

¹⁶⁷ SALGADO, Wilma. Financiamiento del gasto publico : entre el FMI y las cuentas pendientes del salvatage bancario, op. cit.

¹⁶⁸ Ibid.

¹⁶⁹ PACHAKUTIK. Testimonio de lucha contra la corrupción financiera. La acción de Pachakutik en la AGD, in *El Churo*, no. 6, septembre 2003, p. 25.

Trois ans et demi après que les banques soient passées aux mains de l'AGD, aucun audit n'avait été fait sur leur compte, sous prétexte qu'il s'agissait d'intérêts privés...

L'AGD publia les noms des personnes endettées dans les journaux. Les pressions ne tardèrent pas à se faire sentir. Même si Salgado disposait de l'appui populaire, les grands banquiers, qui ont une forte influence politique, commencèrent une campagne de « salissage » à son endroit. Sa gestion de l'institution gouvernementale ne semblait plus faire l'affaire du gouvernement Gutiérrez et de son Ministre de l'économie Mauricio Pozo – qui s'était d'emblée opposé à la nomination de Salgado – après le virage à 180 degrés du Parti Sociedad Patriótica. Gutiérrez, qui avait été porté au pouvoir avec sa promesse de combattre la corruption, était devenu celui qui protège les fautifs qui détériorent l'économie nationale et empêchent la stabilité politique et démocratique. En mars 2004, Salgado est accusée de mauvaise gestion des fonds publics (*delito de peculado*, ce qui implique généralement fraude et irrégularités) et fait face à une peine d'emprisonnement. Elle sera destituée de son poste dans ce qui sera l'une des plus grandes controverses depuis l'entrée en fonction de Gutiérrez. « *Usted ha caído en la vieja trampa de los corruptos, la que se ha usado para desacreditar a la Comisión Anticorrupción, los personajes públicos que la combaten, los medios de información, algunos funcionarios de manos limpias* » écrivit Diego Cornejo Menacho à Gutiérrez, dans le quotidien *Hoy*, ne manquant pas de rappeler « *la trayectoria impecable de Wilma Salgado* ». ¹⁷⁰

Quelques mois plus tard, c'est au tour de Elsa de Mena, une des fonctionnaires les plus respectées au pays, d'être destituée de son poste de directrice du Servicio de Rentas Internas, sans raisons. Éluée Femme de l'année en 2003, pour ses efforts dans la perception d'impôts pour le fisc, elle fut remplacée par un économiste inconnu provenant du Parti Sociedad Patriótica. Cette décision prend place peu après une rencontre très controversée du Président Gutiérrez avec Abdalá Bucaram, ancien-Président exilé au Panama, recherché pour corruption. Selon certains, cette décision répondrait aux intérêts de certaines entreprises donnant dans l'évasion fiscale et d'autres liées au secteur pétrolier, souligne Ricardo Ulkuango, Président du Parlement Indigène des Amériques. ¹⁷¹

¹⁷⁰ CORNEJO MENACHO, Diego. El coronel sí tiene quien le escriba, in *Hoy*, 27 mars 2004, www.hoy.com.ec

¹⁷¹ Voir ESPINOZA, B. Christian. Legislador indígena analiza nueva crisis política en Ecuador, in *Tiempos del Mundo*, 16 septembre 2004, p. 7.

La corruption est un grave problème qui est lié à la dette, comme dans plusieurs pays du Sud. Une grosse partie de cette dette est en fait illégitime, en raison de sa confiscation par les élites du moment, et du fait que l'argent n'a jamais été investi pour le bénéfice des citoyens. Comme on a pu le constater en Argentine, dans l'analyse de la récente crise, il y a un lien direct en la corruption du système bancaire, la dette et les privatisations. En Équateur, le sauvetage bancaire ne représente que la pointe de l'iceberg. En fait, plusieurs anciens présidents et haut placés sont recherchés pour corruption et sont actuellement en exil. L'argent emprunté par l'État est souvent détourné au profit de dirigeants corrompus et gardé dans des paradis fiscaux à l'abri des enquêtes. Il est certes difficile de trancher la question à savoir si le pays devrait ou non honorer ce type de dette, étant donné la légitimité (relative) des dirigeants pendant qu'ils sont à la tête du pays. Cependant, il y a d'autres dimensions de la dette qui ne sont pas prises en compte, et qui pourraient servir de point de départ à une reconceptualisation du principe de la dette. À une renégociation en profondeur à tout le moins.

6.4 Les dimensions mésestimées de la dette

La dette externe est évidemment calculée en fonction de la balance des transactions économiques et des obligations contractées par un pays donné, mais en réalité, les pays riches tirent beaucoup d'avantages de leurs rapports avec les économies en développement et sous-développées. Certains analystes et groupes de pression ont invoqué la dette écologique, entre autres, comme c'est le cas pour l'exploitation pétrolière. La pollution irresponsable, la destruction de ressources naturelles et les autres torts infligés à l'écosystème sont autant de raisons de croire que les pays du Nord sont redevables aux pays pauvres pour ces abus et les profits qu'ils en tirent. Il y a bien sûr l'exploitation des ressources naturelles et humaines qui, à elles seules, depuis la Conquête espagnole, sont les grandes responsables de la richesse des pays impérialistes. « *La pregunta que surge es quién debe a quién. Es más, hasta cabría pensar en una organización de acreedores de las deudas histórica y social, así como sobre todo ecológica conformado por los países empobrecidos. Estas son algunas de las*

propuestas globales urgentes para « civilizar » el mercado financiero internacional », soutient Acosta.¹⁷²

Les désastres écologiques sont la preuve d'une grande ignorance et irresponsabilité. Les richesses naturelles et la biodiversité exceptionnelles du pays sont menacées par l'exploitation du pétrole, dû aux déséquilibres écologiques qu'elle entraîne. La contamination du sol, de l'air et de l'eau, la déforestation improvisée et les dommages ichtyologiques contribuent à faire de l'exploitation pétrolière une activité inéquitable et très peu rentable pour les Équatoriens et le reste du monde.¹⁷³ « *Somos responsables de lo que la naturaleza nos ha brindado para que utilicemos de manera racional y podamos subsistir armónicamente... el petróleo no es la excepción... Con el ingreso de la compañía Shell ya se despredó parte de nuestra naturaleza. Con dolor observamos como se extinguía muchas especies, que hoy no les encontramos* », affirme Sabino Atanacio Gualinga Cuji, représentant Yachak de la communauté Kichwa de Sarayaku (Amazonie) une des régions les plus touchées par l'activité pétrolière en Équateur.¹⁷⁴

Les communautés indigènes de l'Amazonie souffrent beaucoup de l'activité pétrolière, au niveau de leur santé (notamment le cancer), de leur mode de vie et traditions (cosmovision, valeurs, pratiques culturelles), de l'alimentation, de leurs activités économiques, et de l'envahissement de leurs territoires ancestraux. Ajoutons à cela le fait que cet ensemble de facteurs constitue une source exogène de conflictivité, au niveau intra-ethnique, inter-ethnique, ainsi qu'envers l'État et les compagnies transnationales d'exploitation. Le conflit avec la pétrolière Texaco en est un bon exemple. « *Texaco utilizó una tecnología basada en el criterio de la mínima inversión y la máxima ganancia caracterizada por una completa falta de preocupación por el medio ambiente y por la vida de los habitantes de esta región... Texaco dejó su secuela de contaminación y muerte* », affirme Luis Yanza, du Front de Défense de l'Amazonie.¹⁷⁵ Une équipe de chercheurs de Harvard a identifié, en 1993, huit types de cancer chez les populations indigènes dans les zones d'exploitation de Texaco, avec des taux

¹⁷² ACOSTA, Alberto. En la encrucijada de la globalización: algunas reflexiones desde el ámbito local, nacional y global, in *Ecuador Debate*, no. 55, avril 2002, p. 50.

¹⁷³ Pour une étude détaillée des effets écologiques, économiques, sociaux et politiques de l'exploitation pétrolière en Équateur, voir entre autres ROJAS HIDALGO, Eduardo. « *Pobres pero honrados petroleros* » (*¿o tontos útiles ?*), Quito, (Édition non spécifiée), 2003.

¹⁷⁴ GUALINGA CUJI, Sabino Atanacio. *Mensaje de los Yachaks de Sarayaku: Amemos la vida, la naturaleza es vida*, www.sarayaku.org

¹⁷⁵ YANZA, Luis. La Texaco y las demandas indígenas, in *El Oriente es un mito*, op. cit. p. 53.

rarement élevés. Une autre étude, datant de 1999, établit que les habitants de San Carlos, dans la Province de Orellana, ont un risque de contracter un cancer 130 fois plus élevé que ceux de Quito. La concentration d'hydrocarbure dans l'eau dépasse de 144 fois les limites permises dans ce village de mil habitants.¹⁷⁶

Notons que l'Article 88 de la Constitution équatorienne garantit la participation de la communauté dans toutes les décisions étatiques liées à des enjeux pouvant affecter l'environnement. Or, les exigences du FMI en ce qui a trait à la politique pétrolière du pays – augmentation de la productivité – ne tiennent aucunement compte de la variable écologique, ni des droits des citoyens.¹⁷⁷

Plus récemment, on entendait des voix discordantes au niveau de la propriété intellectuelle et scientifique. Les politiques de « patente » ne tiennent pas compte du savoir des sociétés non-industrialisées qui, souvent, fait partie du patrimoine et n'est pas revendiqué par des individus. En fait, les pays du Nord profitent de la différence dans la conception de l'invention et de la science dans les sociétés communautaristes et traditionnelles. « Les demandes de brevet touchant la biodiversité et le savoir autochtone, qui reposent sur l'innovation, la créativité et le génie des peuples du tiers-monde, sont des actes de « biopiraterie ». Étant donné qu'un « brevet » est accordé pour une invention, un brevet de biopiraterie nie l'innovation contenue dans le savoir autochtone », explique Vandana Shiva, écologiste de renommée internationale.¹⁷⁸ Elle fait également un lien historique entre les lettres patentes et le colonialisme. En effet les premières lettres patentes furent accordées par les monarques à des explorateurs, comme Christophe Colomb, pour la découverte et la conquête de territoires étrangers, en leur nom, et l'établissement de monopoles d'importation. Il y a donc un lien évident entre découverte et conquête, d'une part, et entre découverte et négation de la légitimité et de l'antériorité autochtones, d'autre part. « Un territoire découvert était déclaré *terra nullius* ou territoire sans maîtres parce qu'il n'était pas habité par des blancs européens... Le *terra nullius* a son équivalent contemporain, le *bios nullius*... ».¹⁷⁹

¹⁷⁶ YANZA, Luis. La Texaco y las demandas indígenas, in *El Oriente es un mito*, p. 54.

¹⁷⁷ Voir IZA, Raúl. Los recursos deben ser manejados por el Estado, in *El Oriente es un mito*, op. cit. pp. 175-176.

¹⁷⁸ SHIVA, Vandana. *La vie n'est pas une marchandise. Les dérives des droits de propriété intellectuelle*, Montréal, Écosociété, 2004 (2001), p. 63.

¹⁷⁹ Ibid. pp. 23 et 64.

Les indigènes de l'Équateur sont au nombre de ceux qui s'indignent de cette exclusivité barbare à laquelle se livrent les cultures qui ont bénéficié du savoir ancestral des indigènes dans la pratique médicinale. On estime à 94% le nombre de médicaments dérivés de plantes les plus demandés au monde qui renferment au moins un composé attribuable au savoir de sociétés traditionnelles. « Sur le marché mondial, la valeur actuelle des plantes médicinales tirées de souches fournies par les collectivités autochtones serait de 43 milliards de dollars. Le recours au savoir traditionnel a permis d'augmenter de plus de 40% l'efficacité du dépistage des propriétés médicales des plantes ».¹⁸⁰

On voit bien les enjeux de la propriété intellectuelle dans la libéralisation du commerce, comme lors du cycle d'Uruguay. Et l'urgence de tenir compte de la pluralité des contextes culturels, et de s'assurer que la propriété intellectuelle ne serve des intérêts néocolonialistes. En plus de priver de sommes faramineuses les sociétés qu'on pille de leur savoir, le système de brevet perpétue le préjugé colonial et bafoue les systèmes et les cultures autochtones.

C'est pour les diverses raisons précédemment énumérées que la façon dont est calculée la dette des pays en voie de développement doit être révisée, parce que le Nord a une immense dette envers les pays du Sud. En plus d'imposer des règles qui les avantagent, et de parfois les enfreindre, les pays riches causent toutes sortes de déséquilibres dans les pays pauvres. C'est en raison de ces conditions défavorables que surgit l'idée d'un moratoire sur l'exploitation pétrolière dans le Sud de l'Amazonie, dans le cadre d'une proposition globale visant l'annulation de la dette des pays pauvres. « *Así, por ejemplo, un acuerdo histórico con los acreedores podría cancelar la totalidad de la deuda mientras el país asume el compromiso de proteger la Amazonía, con la intervención directa de los pueblos indígenas* », propose Acosta.¹⁸¹

Il s'agit avant tout de modifier en profondeur les règles du jeu, de façon constructive. Quand on sait que la production globale de richesses atteint des sommets inégalés dans l'histoire de l'humanité, il devient inacceptable de voir s'ériger un tel système qui tient à l'écart de cette prospérité une si grande partie du globe. Les récentes discussions avancés par le FMI parlent

¹⁸⁰ SHIVA, Vandana. op. cit. pp. 64 et 67.

¹⁸¹ ACOSTA, Alberto. Preparémonos para lo que se avecina, op. cit. p. 49.

d'une éventuelle annulation de la dette des pays les plus pauvres mais ne concernerait pas l'Équateur ni la presque totalité des pays d'Amérique latine.

Si la dette a constitué l'un des thèmes centraux de la *conflictivité* en Équateur, la dollarisation de l'économie est venue s'agglutiner aux problèmes sociaux et politiques. Le confirment la chute de Gutiérrez et celle de Mahuad. Mais loin d'apporter la stabilité, la dollarisation a été le détonateur du coup d'État de 2000. L'inflation de la colère populaire a été le premier effet ressenti par cette mesure hautement controversée.

CHAPITRE VII

LA DOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE

Cette analyse du phénomène de la dollarisation de l'économie équatorienne prendra la forme de survol concis plutôt que celle d'analyse exhaustive. Nous nous limiterons à en circonscrire les enjeux, en exposant les principales thèses de ses commentateurs, prosélytes et opposants, ainsi que ses principaux effets sociaux et économiques.

Initiée sous Mahuad en janvier 2000, la dollarisation ne devint officielle et approuvée par le Congrès – avec la nouvelle Loi *Trolébus* (*Trole 1*) – qu'en septembre 2000, par le gouvernement de Gustavo Noboa. L'expérience équatorienne, bien qu'il soit tôt pour juger de ses résultats, n'en représente pas moins un cas très heuristique que suivent de près de nombreux pays latino-américains, à l'heure de l'intégration économique et des réflexions sur l'unité monétaire et la ZLÉA.

Précisons d'abord que la dollarisation n'est pas nécessairement liée au néolibéralisme, et que les tenants de ce dernier courant ne sont pas tous en accord avec l'adoption d'une devise étrangère. Comme certains pensent qu'il s'agissait de la meilleure alternative, sans pour autant appuyer les thèses néolibérales. Il s'agit, avant tout, et à l'unanimité, d'une mesure radicale de dernier recours dans le but de freiner l'inflation et la crise économique aiguë qui sévissaient en Équateur, et ainsi redonner une crédibilité perdue face aux investisseurs étrangers. Les salaires réels avaient, pour leur part, chuté de façon vertigineuse alors que se creusait l'écart entre les prix relatifs et les coûts réels. On comptait également sur la stimulation de l'épargne.

La dollarisation a davantage été rendue officielle qu'imposée, puisque le pays était largement dollarisé *de facto*. soutiennent plusieurs analystes. « La plupart des biens et services de l'économie était déjà dollarisée... Il était très difficile de fixer les prix et les taux de profit. à

cause d'une monnaie nationale qui changeait de valeur tous les jours. Comme on a vécu un processus inflationniste très fort, les entrepreneurs étaient habitués à augmenter leurs prix 2 ou 3 fois par semaine, même à chaque jour », explique Ricardo Valdez, Conseiller économique à l'Ambassade du Canada en Équateur.¹⁸² Cette instabilité rendit la situation extrêmement difficile pour les entrepreneurs et peu attrayante pour les investisseurs.

Au niveau des avantages, on parle entre autres de stabilisation de l'inflation, de confiance des investisseurs étrangers, de hausse des salaires réels et du pouvoir d'achat, et de simplification des transactions commerciales.¹⁸³ Le schéma stabilisateur que représentait la dollarisation prévoyait favoriser le commerce avec les États-Unis et les autres pays dollarisés. Il s'agit par contre d'une perspective à l'évidence très différente de celle qui mena à l'unité monétaire européenne, par exemple. Les États-Unis ne sont pas prêts à renoncer à leur indépendance monétaire, ni à assumer un rôle directeur à ce chapitre.

Au niveau des désavantages, une perte de compétitivité était à anticiper, avec des prix exprimés en dollars américains, une devise forte. « Certaines exportations équatoriennes n'ont pas bénéficiées de taux de croissance comme auparavant, ou ont diminué... Les produits colombiens sont moins chers que les produits équatoriens, c'est évident ». ¹⁸⁴ Il y eut également un « arrondissement des prix » vers le haut, lors de la conversion en dollars (par exemple un item dont la valeur était convertie à 0,75\$ se vendait 1\$) contribuant à l'inflation et à la perte de pouvoir d'achat du citoyen, notamment pour les produits de base essentiels.¹⁸⁵

Un autre point hautement négatif est que l'Équateur, en renonçant à sa souveraineté monétaire, perd la possibilité de dévaluer sa monnaie, option stratégique qui demeure valide pour les voisins colombiens et péruviens. Or, à ce chapitre, tous ne sont pas d'accord quant à savoir s'il s'agit bien d'un désavantage. « Dans le cas de l'Équateur, la souveraineté monétaire demeure théorique, le gouvernement n'ayant plus guère de crédibilité en raison des

¹⁸² Entrevue accordée à l'auteur, juin 2004. Les propos de Mr. Valdez contenus dans l'entrevue et cités dans le présent ouvrage représentent ses opinions personnelles en tant qu'économiste et citoyen équatorien, et non celles du Gouvernement du Canada. Ses propos ne correspondent pas nécessairement à la position du Gouvernement du Canada, et ne le représentent en aucun cas.

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ Voir l'entrevue accordée par Ricardo Valdez à l'auteur, op. cit.

problèmes actuels, et surtout du fait que depuis une trentaine d'années, les différents dirigeants politiques avaient pris l'habitude d'imprimer de la monnaie pour financer les dépenses, favorisant ainsi l'inflation et la dépréciation du sucre », selon Mathieu Arès.¹⁸⁶ Il n'en demeure pas moins que l'Équateur est dorénavant privé de politique monétaire et de politique de change.

En effet, le dollar américain, aux premiers jours de la Banque Centrale de l'Équateur, en 1927, était évalué équivalent à cinq sucres. Au creux de la crise financière, sous Mahuad, le *sucre* dégringola, et le mot est faible, jusqu'à 28 000 pour un dollar. On parle d'inflation astronomique. En raison du faible montant de liquidités en dollars de la réserve monétaire, le *sucre* fut stabilisé à 25 000 pour 1 dollar, pour la transition, « *equivalente a alrededor del doble del precio sombra de la divisa, acentuando los desequilibrios de los precios relativos de bienes transables y no transables* ». ¹⁸⁷ Il faut également ajouter l'impossibilité pour la Banque Centrale d'émettre des prêts de dernier recours afin de sauver les banques. Les droits de seigneurage sont également abolis avec le renoncement à l'émission de monnaie par la Banque Centrale; un cadeau aux États-Unis.

Il va sans dire qu'il s'agit d'un dur coup à la fierté et à l'indépendance nationales, sans compter que le *sucre* doit son nom au général Antonio José de Sucre, allié de Bolivar et héros de l'indépendance. En guise de consolation, la monnaie nationale est encore battue en pièces métalliques, mais en centièmes de dollar américain. Et la Banque Centrale d'Équateur continue toujours d'opérer, malgré un rétrécissement draconien de ses fonctions et prérogatives.

7.1 Bilan et considérations

En 2003, le bilan est mitigé et, si certains croient qu'il s'agit d'un bon compromis, s'étant posé de façon presque apagogique, d'autres s'insurgent contre la honte de cette radicalisation de la vassalisation de l'économie et de la nation équatoriennes. « *Hasta ahora los resultados*

¹⁸⁶ ARÈS, Mathieu. À quand le règne du dollar? Instabilité économique, crise politique et intégration monétaire dans les Amériques, in *Études Internationales*, vol. XXXII, no. 4, décembre 2001, p. 759.

¹⁸⁷ LARREA, Carlos. *Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador*, op. cit. p. 35.

de la dolarización han confundido a los escépticos...Casi todos los indicadores económicos han sido positivos...La economía ha crecido; el dinero ha retornado al sistema bancario...la inflación ha caído, el desempleo ha caído... », soutient Kurt Schuler, économiste senior du Comité Économique Adjoint du Congrès des États-Unis.¹⁸⁸ Même son de cloche du côté de la Banque Mondiale: « *Dollarization succeeded in stabilizing expectations, as reflected in declining interest rates and induced capital repatriation...GDP started to recover...helped by a gradual recovery of confidence* », selon Andrés Solimano.¹⁸⁹ « *The only alternative to dollarizing was clearly hyperinflation, which would have ended with dollarization in any case. In retrospect, Ecuador did not so much « choose » dollarization as slide into it* », maintient Paul Beckerman.¹⁹⁰

José Luis Cordero, quant à lui, pousse jusqu'à dire que « *la segunda muerte de Sucre* », celle de la devise après celle du Général, restitue en fait la souveraineté au peuple équatorien, malmené par une classe politique corrompue qui est maintenant limitée dans ses prérogatives et ses manipulations fiscales.¹⁹¹ Ricardo Valdez voit également la perte de souveraineté et d'identité nationales comme étant très relative : « Le sucre était prostitué. Les gouvernements prostituaient la monnaie, ils la dévaluaient selon leurs besoins ». ¹⁹² Vision dénoncée par Acosta, pour qui Cordero n'est qu'un « charlatan », comme les autres partisans du « suicide monétaire » que représente la dollarisation.¹⁹³ « *Con la dolarización se quiere arribar a una fase superior del modelo neoliberal, inspirado en el WC (Consensus de Washington). Ella no cambia el rumbo. Acelera el paso. Y pretende ser un ancla para garantizar la continuidad neoliberal independientemente de quién gobierne, el sueño tecnocrático de despolitizar la economía* », ajoute-t-il, ne manquant pas de rappeler les entorses faites à la Constitution par la loi Trole (Articles 261 à 264).¹⁹⁴ « *Un acuerdo político que sellaba un pacto de las elites políticas y económicas, a pesar de las graves consecuencias* », dans les mots d'Hernán

¹⁸⁸ SCHULER, Kurt. *El futuro de la dolarización en el Ecuador* (2002), voir le site de l'IEEP : www.his.com/-ieep

¹⁸⁹ SOLIMANO, Andrés. Crisis and dollarization: An overview, in *Crisis and dollarization in Ecuador. Stability, growth, and social equity*, Washington, The World Bank, 2002, p. 4.

¹⁹⁰ BECKERMAN, Paul. Long-term origins of Ecuador's petrodollarization crisis, in *Crisis and dollarization in Ecuador. Stability, growth, and social equity*, Washington, The World Bank, 2002, p. 59.

¹⁹¹ CORDERO, José Luis. *La segunda muerte de Sucre y el renacer del Ecuador*, www.his.com/-ieep

¹⁹² Entrevue accordée à l'auteur, op. cit.

¹⁹³ ACOSTA, Alberto. La dolarización o la arrogancia de la estupidez, in *La Insignia*, 8 janvier 2003. Voir également ses autres articles sur le site du périodique en ligne, sous la section « *economía* », www.lainsignia.org

¹⁹⁴ ACOSTA, Alberto. *Breve historia económica del Ecuador*, op. cit. p. 241.

Ibarra.¹⁹⁵ Bref, les opposants dénoncent les inconvénients et souhaitent une sortie de la dollarisation, mais sont conscients qu'elle implique de grandes réformes, qu'ils prônaient d'ailleurs avant la dollarisation. La dollarisation aurait sauvé les banques et profité aux riches, alors que les plus démunis en auraient subi les contre-coups, comme les petits commerçants.¹⁹⁶

Après un peu plus de quatre ans de dollarisation officielle, la majorité des Équatoriens ne semble toujours pas convaincue des bienfaits de cette méthode de stabilisation pour le moins drastique. Ce qui ne facilite ni le débat ni l'analyse des résultats est le fait qu'on peut difficilement isoler le phénomène. Ceux qui s'y opposent mettent en lumière les facteurs extérieurs et indépendants qui donnent une impression surfaite de la dollarisation, alors que ses supporteurs parlent des conditions idéales d'épanouissement de la nouvelle économie dollarisée, qui ne sont pas réunies en Équateur. Ces derniers sont ceux qui, le plus souvent, exercent des pressions pour une plus grande libéralisation du commerce et une discipline fiscale austère.

Le quotidien équatorien *La Hora* a récemment publié quelques enquêtes sur le sujet. Pas de sondages d'opinion chiffrés, sinon le constat que, parmi la population, il y a différentes prises de position selon les intérêts des acteurs. L'appui demeure plus que mitigé. Quelques professeurs et protagonistes se prononcent. Rubén Moreno, professeur d'économie à l'Université Centrale d'Équateur, est d'avis que la dollarisation est une expérience qui n'a pas valu la peine. Si ce n'était du prix élevé du baril de pétrole et des envois d'argent des émigrés, « *sin duda, el modelo económico de la dolarización se desplomaría como las Torres Gemelas* ». ¹⁹⁷ Les chances de progrès sont minces, soutient-il. Le gouvernement doit agir de sorte à dynamiser pas l'appareil productif, augmenter la transparence, réduire le taux d'intérêt, faciliter le recours au crédit pour les secteurs sensibles. Eduardo Valencia, Directeur de l'Instituto de Investigaciones Económicas de la Pontificia Universidad Católica, est sceptique quant aux chances de voir se concrétiser une alternative crédible venant renforcer la

¹⁹⁵ IBARRA, Hernán. El triunfo del coronel Gutiérrez y la alianza indígena militar, in *Ecuador Debate*, no. 57, décembre 2002, p. 25.

¹⁹⁶ Voir notamment les articles de Wilma Salgado, op. cit.

¹⁹⁷ Propos cités dans: Dudas sobre la dolarización. Petróleo e emigrantes sostienen la economía, in *La Hora*, 28 mars 2004, B2.

dollarisation. « *El espejismo de una moneda dura en un país con una economía débil solo puede ocultar los graves desequilibrios producidos, cuya duración y costos de corrección serán directamente proporcionales a la prolongación del espejismo* ». ¹⁹⁸

Mesías Tatamues, représentante des travailleurs (CEDOCUT) critique le fait que les autorités du gouvernement (Gutiérrez) « *no adopten medidas para salir del sistema que ha acarreado más pobreza, hambre y miseria* ». La dollarisation n'est pas une option crédible pour un pays sous-développé, avance-t-elle, proposant plutôt une monnaie commune pour les pays andins, qui stimulerait les échanges commerciaux entre ses membres. ¹⁹⁹

Certaines des réformes proposées sont également reprises par d'autres observateurs neutres. On parle aussi d'améliorer la sécurité juridique et financière du pays, conquérir de nouveaux marchés, investir dans l'éducation et la santé, stimuler la l'investissement étranger, corriger le déficit fiscal, moderniser l'État et enrayer la corruption. ²⁰⁰ Et chez certains partisans, on est d'accord sur les stimulants économiques et la baisse du taux d'intérêts, mais l'accent est davantage mis sur la santé du bilan économique que sur l'éducation et la santé. Le gouvernement doit maintenir un strict équilibre fiscal, selon Sebastián Borja, Président de l'Asociación de Industriales Textileros del Ecuador (AITE). ²⁰¹

D'un côté comme de l'autre, on est conscient des avantages et des inconvénients, et la plupart de ceux qui appuient la dollarisation ne se font pas d'illusions. Ils analysent bien la crise et les dangers qu'implique l'adoption de la devise américaine. De plus, tous s'entendent pour admettre que la relative reprise économique est grandement liée à la hausse du prix du pétrole.

¹⁹⁸ Propos cités dans: Dudas sobre la dolarización. Petróleo e emigrantes sostienen la economía, op. cit.

¹⁹⁹ Propos cités dans: Trabajadores sienten más pobreza, in *La Hora*, 28 mars 2004, B2.

²⁰⁰ Para traer más dólares, el país debe buscar más mercados, in *La Hora*, 28 mars 2004, B3.

²⁰¹ Dos empresarios apoyan el esquema, in *La Hora*, 28 mars 2004, B3.

7.2 Les effets économiques : stabilité, inflation et emploi

La dollarisation, comme on l'a vu, s'est implantée officiellement dans un contexte des plus favorables, mis à part, bien entendu, la crise économique. Le prix du pétrole sur le marché mondial, qui avait dramatiquement chuté en 1998 et 1999, s'est relevé dès le dernier trimestre de 1999. Après s'être maintenu à des taux avantageux, il atteint récemment des taux sans précédents. Au creux de la crise, en 1998, le prix du baril est descendu jusqu'à 9\$, alors qu'il dépassait les 60\$ en 2005, soit une augmentation de presque 700 %. L'entrée de devises envoyées par les émigrants (*remesas*), comme on l'a vu, constitue la deuxième entrée de capitaux en importance, après le pétrole. Depuis l'exode de plus de 700 000 Équatoriens, depuis 1998, les *remesas* sont venues soutenir l'économie et ensuite la dollarisation (2000). Ce qui vient gonfler les indicateurs économiques, et occulter le fait que l'Équateur est devenu un grand exportateur de pauvreté. Ceux qui prennent ce facteur en considération dans leur argumentation n'ont pas tort, comme on le voit dans le tableau 7. Il s'agit de loin du revenu non-pétrolier le plus élevé.

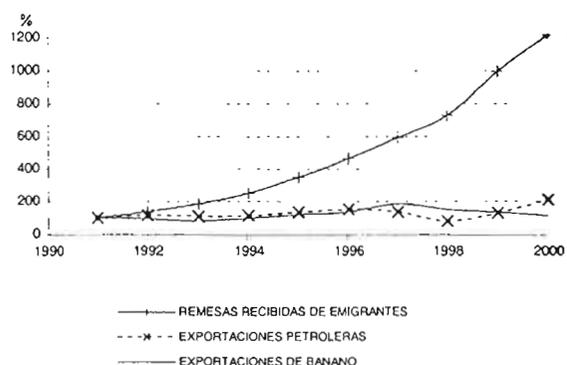
Tableau 7.

Indices de remesas de emigrantes , exportaciones petroleras y exportaciones de banano

Índices
Base: 1991 = 100

AÑOS	REMESAS RECIBIDAS DE EMIGRANTES	EXPORTACIONES PETROLERAS	EXPORTACIONES DE BANANO
1991	100	100	100
1992	136,70	116,81	94,96
1993	184,40	109,11	78,86
1994	250,46	113,29	98,43
1995	350,46	132,84	119,04
1996	463,30	151,84	135,21
1997	590,83	135,22	184,44
1998	728,44	80,13	148,71
1999	994,50	128,48	132,63
2000	1.220,18	212,07	114,15

Gráfico de índices



NOTA: Las remesas fueron estimadas en base a investigación de campo, casas de cambio, financieras, Ministerio de Relaciones Exteriores, Dirección de Migración, correos paralelos.

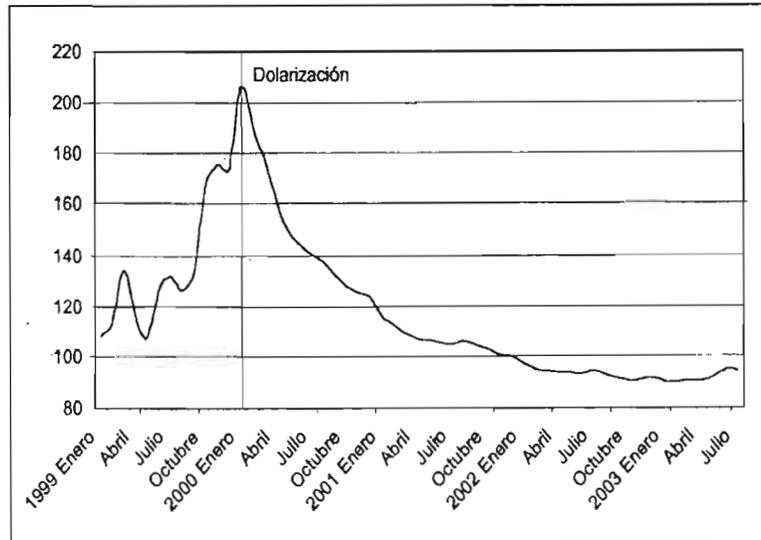
FUENTES: Banco Central del Ecuador, *Setenta Años de Información Estadística, 1927-1997*, Quito, 1997.
 Banco Central del Ecuador, *Información Estadística Mensual*, No. 1793, Quito, 2001.

La construction de l'oléoduc, en 2001, a également eu pour effet de galvaniser l'économie équatorienne, en raison des investissements étrangers massifs dans cet ambitieux projet. Il s'agit en fait de la plus grande source d'investissement étranger depuis 1970.²⁰² Le taux de change transitoire de 25 000 sucres pour 1 dollar américain, pour l'année 2000, a également eu des effets bénéfiques au niveau des exportations. Le taux de change réel représentait le plus haut des dernières décennies (voir tableau 8).

²⁰² LARREA, Carlos. *Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador*, op. cit. p. 33.

Tableau 8.

Tipo de cambio real: 1999-2003



Fuente: Banco Central del Ecuador. Información estadística mensual. Varios números.

En dernier lieu, on peut tenir compte de la baisse du taux d'intérêt international, produit de la stratégie de réactivation économique des États-Unis, accentuée après les événements du 11 septembre 2001, qui ont eu, pour l'Équateur, l'effet indirect d'amoindrir les intérêts sur la dette externe et, par le fait même, son poids sur le budget de l'État.²⁰³

Mais en dépit de ces conditions favorables, les indicateurs économiques n'indiquent rien d'encourageant pour l'économie équatorienne, toujours chancelante et risquée pour les investisseurs. L'inflation atteint les 91% en 2000, avant de descendre graduellement jusqu'à 4,9% en juillet 2003, ce qui était toujours plus élevé que le taux international, qui est de 3% annuellement. « *La persistencia y magnitud de la inflación no solamente han eliminado las ventajas temporales alcanzadas por el sector externo en el tipo de cambio real durante los meses posteriores a la dolarización, sino que han revertido la situación, afectando gravemente la competitividad del país* », affirme Larrea.²⁰⁴

L'argument fort de la dollarisation, soit celui de la stabilité, est même mis en doute par certains économistes. En effet, l'inflation ne représente pas l'unique variable assurant la

²⁰³ LARREA, Carlos. *Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador*, op. cit. p. 33.

²⁰⁴ Ibid. p. 36.

stabilité de l'économie. Il faut également tenir compte de facteurs comme l'emploi, le taux d'intérêt, les salaires, le solde commercial, etc. De plus, l'ILDIS s'est penché sur la composition des catégories de biens et services affectés positivement ou négativement en terme de stabilité des prix. Il se trouve que de nombreux biens et services sujets à la concurrence internationale (*transables*) ont connus une déflation, alors que ceux dits qui ne le sont pas (*no transables*) ont pour la plupart connus une inflation. Si la moyenne laisse croire à une relative stabilisation des prix, un effet pervers peut cependant y être dissimulé. En effet, ce phénomène reflète l'invasion du marché national par les produits colombiens et chinois à meilleurs prix, alors que les services essentiels comme l'eau, le gaz et l'électricité, l'éducation et la santé -- biens et services *no transables* -- continuent d'être en proie à un inflation majeure, comme en témoigne le tableau 9.

Tableau 9.

**Ecuador: Inflation anual por categoría de bienes
2003**

Variación anualizada del IPC a diciembre del 2003				
tipo	peso en la canasta	agrupaciones	peso en la canasta	inflation
NO TRANSABLES	45%	Hoteles, cafeterías y restaurantes	11,90%	5,7
		Alquiler, agua, gas, electricidad y otros	11,70%	26,6
		Transporte	9,80%	16,3
		Educación	4,80%	24,9
		Esparcimiento y cultura	3,70%	-3,2
		Salud	3,40%	5,2
TRANSABLES	55%	Alimentos bebidas y tabaco	32,10%	-1,2
		Vestido y calzado	11,20%	-6,1
		Muebles, equipamiento, mantenimiento de vivienda	6,80%	-1,1
		Bienes y servicios misceláneos	4,60%	-9,3
Total	100%		100%	6,1

Fuente: Instituto Nacional de Estadística y Censos.

Un autre indice volatile est celui de l'inflation au producteur. Malgré que depuis environ 2 ans, cet indice se situe généralement au-dessous de celui de l'inflation au consommateur, il

n'a en revanche pas la stabilité décroissante de ce dernier. Les nombreuses fluctuations de l'inflation au producteur rendent difficile la planification budgétaire en terme de coûts et bénéfiques de production et de financement, ce qui, selon les économistes de l'ILDIS, constitue un autre désavantage de la production nationale face à la concurrence étrangère. En rendant aléatoires les attentes des producteurs, les projets de production peuvent difficilement se concrétiser suivant un plan rationnel et efficace.

De plus, au niveau des exportations, si ce n'était du pétrole, le bilan serait très sombre, comme en témoignent la chute des exportations de bananes et de crevettes. Au niveau des salaires, rien d'encourageant non plus. La modeste récupération amorcée en 2000 ne parvient toujours pas (2002) à atteindre le niveau de revenu par habitant de 1998. Pour ce qui est de la balance commerciale, le dollar (et l'argent des *remesas*) a favorisé la consommation de biens importés, désormais relativement moins chers. Ce déséquilibre récent a de fortes répercussions sur la balance commerciale et, avec le poids de la dette externe, risque de mener le pays à la catastrophe. Advenant la baisse du prix du baril de brut, on peut envisager le pire.

La dollarisation, qui n'a pas été adoptée comme stratégie à long terme mais bien comme remède immédiat à une crise économique sévère, devrait également être appuyée par d'autres mesures économiques promptes à relancer l'économie et réduire sa fragilité. Ce qui, à l'évidence, n'a pas été fait en Équateur. Les seules conditions favorables sont exogènes à la gestion économique de l'État. Et tout ce qui pourrait être favorable et impulsé par lui a été négligé ou lui est tout simplement inconnu. Deux des conditions de déploiement profitable de l'économie dollarisée sont l'accès au crédit et de bons taux d'intérêt. Or, depuis la crise, l'accès au crédit est extrêmement limité en Équateur, et presque exclusivement réservé à ceux qui ont accès au crédit international. Qui plus est, la plupart du crédit demandé et accordé n'est pas dirigé vers les secteurs productifs, mais plutôt vers la consommation et le commerce. Les banques préférant le moindre risque et la rapide rotation de capitaux, elles tournent le dos à leur vocation de stimulateur de la production et de l'investissement par le crédit. Ce qui démontre, selon l'ILDIS, « *la inexistencia de condiciones propicias para el*

*desarrollo empresarial... De esa manera, los créditos para agricultura, construcción y manufactura han bajado a menos de la mitad, con respecto a los otorgados antes de la crisis. En el 2003, la situación para el sector productivo no ha mejorado ».*²⁰⁵ Ces conditions médiocres de l'économie équatorienne représentent un frein considérable à la récupération et au développement dans la nouvelle économie dollarisée.

Pour conclure, nous pouvons raisonnablement avancer qu'il ne fait pas de doutes que, bien que ce fut bénéfique pour l'élite économique et certaines personnes relativement aisées, la dollarisation n'a pas été profitable pour tous. En effet, la majorité a plutôt vu sa situation se dégrader depuis l'adoption de la devise américaine. Ce qui, dans un sens, donne raison à ses opposants, dans la mesure où les privilégiés en ont bénéficié, au détriment de ceux que touchait déjà la pauvreté endémique. Si la dollarisation n'est pas liée *a priori* au néolibéralisme, elle semble cependant l'être *a posteriori*, tellement on compte de convergence structurelle et d'intérêts entre les deux phénomènes : ils ne profitent qu'aux milieux financiers et aux entrepreneurs, ne sont évalués par leurs prosélytes que d'une perspective macroéconomique et ils accentuent la paupérisation des masses, entraînant dans leur sillage une partie de la classe moyenne. Ainsi, dans la même veine que Ibarra, Acosta dénonce la dollarisation comme une manœuvre répondant aux intérêts politiques de la classe dominante et l'élite économique équatorienne, et obéissant à la logique du capital international. « *Fue más el resultado de decisiones y angustias políticas antes que la consecuencia de reflexiones técnicas. Fue, para decirlo descarnadamente, producto de la mediocridad de las elites gobernantes ».*²⁰⁶

À la lumière de ces réflexions, une chose demeure toutefois certaine : la dollarisation n'est pas suffisante pour sauver l'économie équatorienne. Même si l'on base une stratégie de reprise économique, d'assainissement et de stabilisation sur l'adoption d'une devise forte, il faut soutenir l'effort par d'autres mesures efficaces et complémentaires. Et comme le mentionne Valdez, qui estime tout de même le bilan de l'expérience comme étant très positif : « Avec la dollarisation on ne peut pas résoudre les problèmes structurels et les problèmes sociaux. La dollarisation a été une médecine pour guérir *une* maladie de

²⁰⁵ ILDIS. op. cit. pp. 35-36.

²⁰⁶ ACOSTA, Alberto. *Breve historia económica del Ecuador*, op. cit. p. 240.

l'Équateur, qui a *beaucoup* de maladies. Le sous-développement ne peut pas se résoudre avec le passage d'une monnaie faible à une monnaie forte ». ²⁰⁷ Le pays ne peut se fier éternellement sur le pétrole et les émigrés.

²⁰⁷ Entrevue accordée à l'auteur, op. cit. Il argue cependant que là n'était pas l'intention, donc il ne s'agirait pas d'un échec à ce titre.

CHAPITRE VIII

LE MOUVEMENT INDIGÈNE

Dans tous les autres chapitres, nous avons vu que le mouvement indigène, la question indigène, vient recouper toutes les problématiques qui concernent la société équatorienne. Cela est attribuable au fait que le mouvement occupe un rôle central sur l'échiquier politique et incarne la voix la plus puissante de la société civile émergente. Mais également au fait que ce groupe soit historiquement opposé à l'oligarchie – qui vient également recouper toutes les problématiques nationales – et dans un sens façonné par et contre elle. Depuis la colonie, nous avons vu comment ont été exploités les indigènes, leur subordination servant même de base socio-économique de la colonie. Plus tard, lors de la fondation de la République, à partir de 1830, nous avons vu la poursuite de ce modèle d'accumulation économique basé sur leur exploitation. Le mouvement indigène a été en quelque sorte consolidé historiquement en opposition à la classe oligarchique équatorienne. C'est là la preuve du féodalisme qui caractérise la société équatorienne : la fracture coloniale est en avant-plan de la scène politique, économique et sociale du pays, à l'heure de la mondialisation et de la libéralisation des marchés.

Le mouvement indigène est très organisé et sa récente élection dans la coalition avec le PSP de Gutiérrez vient prouver que, malgré les constats navrants que l'on tire de l'analyse de la situation équatorienne, la scène politique institutionnelle n'est pas si inaccessible qu'on aurait pu le croire, et que les changements sont possibles. Malgré les déceptions relatives à l'alliance et à l'expérience dans le gouvernement, l'élection du Parti Pachakutik prouve qu'il y a de forts espoirs d'avancées démocratiques en Équateur, et qu'on peut sortir du carcan du populisme, engager une série de réformes, discuter la prégnance du modèle néolibéral, et poursuivre la construction d'un État plurinational. En route vers la citoyenneté? Ce sera, encore une fois, partie remise pour les indigènes, même si la construction de la démocratie par le bas commence à générer un courant citoyen remarquable.



Manifestations du 7 juin 2004. Quito.

Étudions finalement de façon un peu plus exhaustive ce mouvement ethno-politique, l'un des plus puissants d'Amérique Latine, réunit sous la CONAIE, et son bras politique, le Parti Pachakutik, créé en 1996 (qui préfère se définir comme mouvement que comme parti).

Reconnue légalement depuis le 16 novembre 1986, la CONAIE est composée de trois fédérations indigènes régionales : ECUARRUNARI, la plus radicale, représentant la Sierra, CONFENIAE, représentant l'Oriente, la région amazonienne, et la CONAICE, représentant la Costa, la région côtière du Pacifique. Elle regroupe les nationalités suivantes : Shuar, Achuar, Siona, Secoya, Cofan, Waorani, Zápara, Chachi, Tsa'chila, Awá, Epera, Manta Wancavilca et Kichua.²⁰⁸ La nationalité Kichua comprend les groupes ou villages Saraguro, Kañari, Puruha, Salasaca, Chibuleo, Quizapincha, Waranka, Panzaleo, Kitu, Kayanpi, Karanki, Natahuela, Otavalo, ainsi que les Kichuas de l'Amazonie : Paztaza, Napo, Sucumbios y Nueva Orellana. On retrouve également, principalement sur la Costa, les Afro-équatoriens, descendants des esclaves noirs, dont plusieurs se sont métissés. Toute une mosaïque, donc, qui est

²⁰⁸ L'orthographe du mot « kichua » ne semble pas faire état d'un consensus. Dans plusieurs publications il est épilé « kichwa ». Et l'équivalent français « quechua », qu'on peut également épeler « quichua », semble se référer uniquement à la langue des descendants incas. Il en va de même pour quelques autres noms de cultures cités. Nous nous en tiendrons ici à l'orthographe « kichua », tel qu'utilisé par la CONAIE.

incontournable dans l'élaboration d'une vraie démocratie, et qui confirme le caractère particulier de l'Équateur, que les institutions internationales et le gouvernement national ne peuvent ignorer.

L'Instituto Científico de Culturas Indígenas (ICCI), institution juridique reconnue par l'État équatorien depuis 1986, constitue un laboratoire intellectuel effervescent qui se propose de réfléchir et de systématiser une pensée indigène, selon ses propres standards et à partir de son propre imaginaire, et également dans ses rapport avec les autres dans le monde moderne. L'ICCI a également participé à la mise sur pied de la Escuela de Formación de Mujeres Líderes Indígenas, dirigée par ECUARRUNARI, et la Escuela de Jóvenes Líderes Indígenas et la Formación de Maestros Bilingües. Il a également travaillé à la création de la Universidad Intercultural de las Nacionalidades y Pueblos Indígenas Amawtay Wasi. L'ICCI travaille donc à promouvoir la recherche, la publication et la formation, dans le but d'appuyer les communautés indigènes et de favoriser l'égalité entre les sexes, les générations, les groupes sociaux, ainsi que les droits collectifs et l'équilibre entre l'Homme et la nature.

Les indigènes ont été maltraités et tenus à l'écart depuis la conquête espagnole, et vivent encore pour la plupart une situation difficile, dans une extrême pauvreté. C'est pourquoi la résistance est ancrée dans leur imaginaire collectif et constitue le mode d'action social et politique par excellence. Il y a bel et bien une convergence structurelle entre pauvreté et ethnie en Équateur. Et les structures sociales statiques, que nous avons analysées précédemment, empêchent une progression rapide – ou même normale – de l'égalité et de la démocratie. La domination de l'« indien » étant la plus ancienne depuis la Conquête, elle sera difficile à surmonter. « *La crisis económica de las Nacionalidades y Pueblos tiene su origen en 1492, año en que se produce la invasión-colonización española y se implanta el sistema de explotación colonista, basado en la propiedad privada sobre la tierra, y en la explotación de la mano de obra indígena que se mantiene hasta nuestros días...vivimos un alarmante proceso de pauperización* », soutient la CONAIE.²⁰⁹

Le mouvement indigène a toutefois su s'adapter aux changements tout au long de l'Histoire, et générer une opposition au modèle de domination propre à chaque époque. Aujourd'hui, il est

²⁰⁹ CONAIE. *Proyecto político de las nacionalidades y pueblos del Ecuador*, Quito, Conaie, 2000, p. 27.

le principal opposant au modèle néolibéral en Équateur et représente le catalyseur de la lutte des mouvements sociaux. Son potentiel révolutionnaire a souvent donné la tonique aux changements politiques du pays au cours des dernières années, et sa lutte s'inscrit aujourd'hui dans la dynamique de la mondialisation. Le mouvement est à la fois un produit – dans sa vocation actuelle, mais non historiquement – et un définisseur de la mondialisation, dans le sens où il représente une force à haute charge symbolique de l'altermondialisme. En plus de participer du phénomène dialectique de fission – revitalisation des particularismes culturels – et de fusion – blocs commerciaux et cadre de référence plus « global » -- qui caractérise la mondialisation.

Or, le mouvement indigène n'est pas seulement un mouvement « ethnique », il combat toutes les formes de discrimination et son projet politique rassemble plusieurs mouvements sociaux. C'est ce qui fait sa force et permet la consolidation d'un front commun qui, s'il est souvent difficile d'obtenir une forte cohésion, donne une voie très puissante à la société civile équatorienne. « *Hemos defendido y seguiremos defendiendo los intereses de los Ecuatorianos. Y creemos también que hay un porcentaje alto de credibilidad en el movimiento indígena frente a la sociedad nacional, entonces vamos a seguir hablando. No creo que seamos dueños de todos los pensamientos. Creemos que somos dueños de nuestra verdad pero también creemos que solamente la organización y el pueblo unido podrá dar soporte y seguir hablando a nombre del pueblo* », affirme Leonidas Iza, (alors) Président de la CONAIE.²¹⁰ « *Otros sectores populares realmente han acogido a nuestra propuesta política que tenemos y eso recoge el verdadero sentir del pueblo ecuatoriano, no solamente los indígenas sino de toda la sociedad civil y por eso el objetivo fundamental de la CONAIE es fundar un Estado plurinacional, que aquí somos diversos. Hay diversidad de culturas y por ende tenemos que direccionar nuestras actividades y acciones con ese objetivo* », confirme Tito Puanchir, (alors) Vice-président de la Confédération.²¹¹

Gilberto Talahua, (alors) Coordonateur national (chef) du Mouvement Pachakutik, abonde dans le même sens, en prétendant que le mouvement indigène doit tenir compte de la diversité culturelle, politique et idéologique du pays.

²¹⁰ Entrevue accordée à l'auteur, avril 2004.

²¹¹ Entrevue accordée à l'auteur, op. cit.

« *El pueblo ecuatoriano debemos tener la capacidad de consensuar un modelo distinto, una propuesta alternativa... reagruparnos entre los pobres...unificar los sectores sociales con los movimientos políticos y parar este modelo. Entonces estamos con este proyecto que el pueblo ecuatoriano ha mirado positivamente y aquí estamos en discusiones, en debates sobre distintos temas grandes que preocupan al país : el tema petrolero, el tema de soberanía, el tema de áreas sociales, el tema de reactivación productiva... Es decir que realmente nos tiene preocupados al pueblo ecuatoriano* », mentionne-t-il.²¹²

Cette nouvelle ère du mouvement indigène, qui se veut la synthèse des intérêts de tous les exclus de la société équatorienne, a un début. Le soulèvement de l'*Inty Raymi*, qui a mobilisé deux millions d'indigènes en 1990, a été déterminant dans la constitution du mouvement. Il y a bien un avant et un après 1990. L'Équateur au grand complet prenait conscience de l'importance et du potentiel des indigènes, alors qu'eux prenaient pleine conscience de leur identité. En 1993, le mouvement indigène est l'initiateur du débat national sur la nécessité de créer un espace politique élargi, au sein duquel pourraient se déployer les aspirations sociales des divers groupes sociaux, augmentant par le fait même l'effectivité du processus démocratique. En 1995, la CONAIE, de concert avec les mouvements sociaux émergents (étudiants, femmes, paysans, écologistes...) forme la Coordinadora de Movimientos Sociales del Ecuador, vaste mouvement socio-politique entendant œuvrer pour une voie alternative en Équateur, pour une démocratie forte et non plus uniquement formelle. C'est dans la foulée de cette dynamique de construction d'une force sociale mettant en action la parole de la société civile équatorienne que s'inscrit la naissance du Movimiento de Unidad Plurinacional Pachakutik-Nuevo País, le Parti Pachakutik, en 1996. Les mouvements sociaux se donnent ainsi un organe politique en prévision des élections nationales de la même année, « *para actuar en los espacios institucionales del sistema de representación política, desde las nociones de la plurinacionalidad, la interculturalidad y la democracia participativa* ». ²¹³

²¹² Entrevue accordée à l'auteur, avril 2004.

²¹³ MACAS, Luis. El movimiento indígena: Aproximaciones a la comprensión del desarrollo ideológico político, in *Tendencia*, no. 1, mars 2004, p. 63.

Cette entrée en force du mouvement indigène dans la vie politique du pays, en 1990, est cependant le fruit d'une longue période de gestation. Les années 1980 ont été fertiles pour les indigènes, qui ont œuvré à consolider leur identité et à établir une cohésion interne. Ce qui s'est avéré une « décennie perdue » pour plusieurs pays d'Amérique latine ne l'a certes pas été pour le mouvement indigène équatorien. « *Para los indios es una década ganada porque fue un tiempo de reflexión, de análisis, de reciclaje... es donde empieza a darse el gran proceso de sistematización, de síntesis de toda una época de lucha* », précise le Dr. Luis Macas, président de la CONAIE et Directeur exécutif de l'ICCI.²¹⁴ Cette époque de luttes commence en 1936 avec la Loi des Communes, qui reconnaît l'existence et la validité de l'organisation communautaire des indigènes, tout en consolidant les structures de domination coloniales par leur institutionnalisation dans le cadre républicain.

Cette loi mit tout de même en place le cadre légal assurant le droit de constituer des communes, ce que feront les indigènes, s'adaptant aux nouvelles conditions de l'époque. Et c'est dans la latitude de ce cadre légal qu'ils commenceront à développer leur propre structure organisationnelle. C'est de l'organisation des communes et conseils municipaux de cette époque que tire son origine le pouvoir fondamental du mouvement indigène aujourd'hui, selon Macas.²¹⁵ À partir des années 1950 se mettent en place plusieurs fédérations, émanant des milieux syndicaux, de partis de gauche ou du sein de l'Église, suivant l'initiative de la Fédération Shuar créée dans les années 1940, et reconnue légalement en 1963. La terre est l'un des axes principaux de la lutte du mouvement indigène en Équateur. Cependant, depuis 1990, la constitution d'un État plurinational et l'opposition au modèle néolibéral sont venues s'ajouter au thème de la terre comme pierre angulaire de la lutte indigène. Le modèle néolibéral, en plus de ne pas remplir ses promesses, se trouve également en pleine contradiction avec la philosophie et le modèle communautariste indigènes.

²¹⁴ MACAS, Luis. *El movimiento indígena: Aproximaciones a la comprensión del desarrollo ideológico político*, p. 62.

²¹⁵ Ibid.

8.1 *Ama killa, ama llulla, ama shua*: philosophie intégrale et justice sociale

« Ne pas être paresseux, ne pas mentir, ne pas voler », prône cette devise indigène héritée des Incas, en langue quechua. La philosophie intégrale qu'ils mettent en valeur est celle d'un équilibre entre l'homme et la nature – le respect de *pachamama*, la « mère terre » -- en étroite relation et en parfaite harmonie, garantissant la vie et la dignité à chaque être humain et espèce vivante. La lutte pour la terre est « *un elemento primordial que identifica a nuestros pueblos... pero no solo la tierra como materia sino en todo su significado cultural, filosófico y espiritual* ». ²¹⁶

La mouvement indigène lutte pour la défense des terres et des territoires indigènes et pour le droit à l'autonomie communautaire et aux formes d'organisations sociales et de propriété collective ancestrales; ce qu'ils appellent communautarisme. « *El comunitarismo es la forma de vida de todas las Nacionalidades y los Pueblos basada en la reciprocidad, solidaridad, igualdad y autogestión; es decir, un sistema socioeconómico y político de carácter colectivo en el que participan activamente todos sus miembros* ». ²¹⁷ On pourrait parler de l'éthique indigène et l'esprit du communautarisme, pour faire écho à Weber et confirmer l'impact culturel des valeurs sur les comportements économiques, et leurs motivations non-économiques qui sous-tendent les transactions (qui sont d'ailleurs autant sociales qu'économiques).

Ces différences de conception et de rapport à l'économique, entre le capitalisme européen et le communautarisme indigène des habitants de Abya Yala, expliquent en partie le fossé qui sépare les deux mondes depuis leur rencontre en 1492. Aujourd'hui encore persiste cet abysse philosophique qui sépare la philosophie intégrale du néolibéralisme individualiste et homogénéisant. Mais c'est avant tout l'ethnocentrisme des Européens, au niveau culturel et religieux, qui fit de cette rencontre une « guerre de civilisations ». Et c'est aujourd'hui la même attitude, cette prétention *civilisatrice*, qui prévaut au sein des pays du Nord et explique le néocolonialisme. Et comme nous l'avons vu, le néolibéralisme s'érige en « indice de développement *civilisationnel* ». Or, si l'on considère, d'accord avec Polanyi, que l'économie

²¹⁶ MACAS, Luis. op. cit. p. 62.

²¹⁷ CONAIE. *Proyecto político de las nacionalidades y pueblos del Ecuador*, op. cit. p. 9.

est une construction sociale, il est normal qu'au sein d'un État plurinational – *de facto* – comme l'Équateur, coexistent plus d'un type d'économie. D'ailleurs, il existe plusieurs formes d'organisation socio-économique parmi les nationalités indigènes de l'Équateur.²¹⁸

Les indigènes sont conscients des transformations du monde moderne et ne refusent pas le progrès – bien que cette notion soit empreinte d'ethnocentrisme lorsqu'elle est exprimée dans une dimension linéaire et évolutionniste ou suit un modèle donné – et opinent qu'ils ont adapté leur système aux processus politiques et économiques externes. Mais leur système communautaire existe toujours, et est appliqué par les nations qui composent la Confédération, au sein des familles et dans les communautés. C'est dans un nouvel État plurinational qu'ils entendent harmoniser les différents types de propriété qui existent en Équateur avec l'objectif d'atteindre une meilleure répartition des richesses, de la science, de la technologie et du pouvoir politique. Et la satisfaction des besoins matériels et spirituels de tous ses habitants.

Les recherches de Mauss et Polanyi nous éclairent sur les diverses formes d'échange non-capitalistes qui prévalent au sein de nombreuses sociétés. En s'appuyant notamment sur l'exemple du circuit *kula*, qu'on retrouve entre autres au sein d'une communauté des Îles Trobriand, en Mélanésie occidentale, ou sur le principe du *pottacht*, ils s'opposent à cette fable qu'est la conception de l'*homo economicus* qui tient de la nature cette propension au troc.²¹⁹ L'étude des systèmes andins confirme cette hypothèse. Ce n'est pas la propension au troc qui domine le comportement social, mais une réciprocité – et des formes particulières de représentation du don, de la dette et du crédit – construite socialement et qui maintient l'équilibre et la continuité des sociétés en question. En anthropologie on parle de la « *reciprocidad andina* ». « *Una mirada más profunda a los tradicionales mecanismos andinos de cooperación, así como a las relaciones intra comunales, entre comunidades y con la gente de fuera, releva un profundo sentido de « deber »* », explique l'anthropologue Emilia

²¹⁸ Rappelons que le règne des Incas, venus de Cuzco (Pérou), a été précédé d'une période baptisée postérieurement « aborigène » ou « pré-inca », où existèrent – et existent toujours – de nombreuses cultures indigènes avec des systèmes d'échanges et des valeurs qui leurs sont propres. Il est admis, en anthropologie andine, qu'il existe de nombreuses différences entre les communautés des Andes septentrionales, et celles des Andes centrales et australes, au niveau de la langue, mais aussi de l'organisation socio-économique et des modalités d'échange. La grande variété climatique et écologique de l'Équateur amène nécessairement des types d'organisation et d'adaptation différents. De plus, les Afro-équatoriens ont des coutumes héritées d'un autre patrimoine que celui des sociétés indigènes.

²¹⁹ Voir entre autres POLANYI, Karl. op. cit. p. 72.

Ferraro.²²⁰ La *minga*, le *prestamos*, la *uniguilla*, le *priostazgo* des fêtes religieuses et la célébration des morts sont des exemples de pratiques à l'intérieur desquelles opère une logique de crédit, mais qui, par-delà leur caractère économique, assurent des « *dimensiones vitales y connotaciones profundas relacionadas con una estrategia de producción y de reproducción del orden social y cósmico* ». ²²¹ Le *ayni*, le *chucchir* et le *cambeo* sont d'autres pratiques qui, en plus de confirmer la diversité des formes d'échange en Équateur et dans le monde, réitèrent l'évidence de la construction sociale des systèmes économiques.

Ces formes hautement raffinées de commerce s'opèrent sans que n'y soient considérées les notions de profit, d'accumulation et de propriété permanente. La poursuite de gratifications sociales, de statut et d'honneur sont autant de motifs directeurs de l'action des individus qui inscrivent leur comportement dans un registre non-économique. Et cela vaut pour nombre de sociétés dites « primitives » comme pour certaines dites « modernes ». ²²²

Le communautarisme indigène se rapproche de l'économie solidaire telle que défendue par Jean-Louis Laville, qui insiste sur « une économie plurielle dans la modernité, qui puisse procéder de divers principes économiques et pas seulement du marché ». « Cet effort pour légitimer une pluralité d'économies est occulté par la coupure entre économique et social qui s'est finalement imposée » ajoute-t-il, ²²³ rejoignant Echeverría sur la nécessité de cohésion entre les deux ordres (voir chapitres 2 et 3).

²²⁰ FERRARO, Emilia. op. cit. p. 15.

²²¹ Ibid.

²²² Voir POLANYI, Karl. op. cit. p. 75. « La découverte la plus marquante de la recherche historique et anthropologique récente est que les relations sociales de l'homme englobent, en règle générale, son économie », rappelle-t-il, insistant sur l'encastrement de l'économique prévalant jusqu'à l'ère libérale. Encastrement qu'il explique notamment par les principes de *réciprocité*, *redistribution*, de *symétrie* et de *centralité*. Polanyi argue que les systèmes économiques antérieurs au libéralisme, ou coexistant dans quelque autre partie du globe, étaient (ou sont) régis par une organisation ayant comme principe ou la réciprocité, la redistribution, ou l'administration domestique, quand ce n'est un mélange des trois. Ces substrats de la vie économique des sociétés trouvèrent leur forme institutionnalisée en des organisations sociales sur le modèle de la symétrie, de la centralité, et de l'autarcie. Ce qui lui fait dire que le marché ne fut jadis guère voué à aucun rôle important dans le système économique.

²²³ LAVILLE, Jean-Louis (sous la dir.). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Éd. Desclée de Brouwer, 1994, p. 38.



Marché de la ville de Saquisilí, juillet 2003

On voit donc que le système indigène équatorien, en plus d'être ancestral et de représenter un patrimoine culturel important, constitue un cas hautement heuristique pour les analystes qui défendent une autre vision de l'économie et de la justice sociale. La survivance de leurs coutumes et systèmes économiques, en plus de prouver la diversité des modèles d'organisation sociale, donne une grande crédibilité à ceux qui, en opposition aux théories économiques classiques, mettent l'accent sur l'économie comme construction sociale, donc nécessairement culturelle, et son encastrement dans la totalité sociale, qui lui est antérieure et constitutive.²²⁴

²²⁴ Voir notamment GRANOVETTER, Mark. Les institutions économiques comme constructions sociales : un cadre d'analyse, in ORLÉAN, A. (dir.). *Analyse économique des conventions*. Paris, PUF, 1994, p. 81. Les postulats des tenants de la nouvelle sociologie économique, inspirés de l'œuvre de Polanyi, sont les suivants : « 1) La poursuite d'objectifs économiques s'accompagne normalement de celle d'autres objectifs de nature non-économique... ; 2) l'action économique (comme toute action) est socialement située et ne peut être expliquée par de simples motifs individuels ; elle est encastrée dans le réseau des relations personnelles... ; 3) les institutions économiques (comme toutes les institutions)...sont « socialement construites » (Berger et Luckmann) ». Ces postulats démontrent l'évidence du caractère social de toute action économique, par l'incidence des comportements intéressés à la reconnaissance, le pouvoir, le statut, la socialité, par exemple, et qui viennent lui donner un sens autre qui s'inscrit hors de la finalité économique. Ces comportements sont d'ailleurs des produits sociaux qui renvoient à la culture, aux liens et aux réseaux, l'action n'ayant de sens que comprises dans sa dimension sociale, dans le filet de liens créés par l'homme. et auxquels il est suspendu.

La vision indigène du développement est donc diamétralement opposée au néolibéralisme. Ce pourquoi se battent les indigènes équatoriens aujourd'hui, c'est l'égalité, la liberté et la dignité, renforcées par des droits collectifs et l'épanouissement des cultures. La logique indigène du développement passe par les principes du *kawsay*, qui signifie « bien-être » en kichwa, dans lequel « *no entra la lógica del Capital ni del mercado* ». ²²⁵ Il existe d'autres formes de rapports économiques, de rapports à l'économique, et des cultures qui ne peuvent concevoir l'économique comme étant indépendant des relations sociales et humaines. C'est le pseudo-universalisme libéral qui est démenti, et ce qui se présente comme étant beaucoup plus naturel, ce sont les liens que tisse la socialité primaire, au sein de laquelle opère la logique du don.

8.2 Droit, Constitution et État plurinational

Les principes de justice et de dignité pour les nationalités indigènes et tous les citoyens équatoriens, sont garantis par les Articles 242 à 251 de la Constitution de la République, du moins sur papier. Mais ces acquis sont le fruit d'incessantes luttes de la part des indigènes, qu'ils doivent poursuivre étant donné les obstacles à l'application de ces lois et les améliorations qu'il reste à apporter à la Constitution politique équatorienne.

Le mouvement indigène se porte donc à la défense de la nature, condamnant le néocolonialisme et l'irresponsabilité des firmes multinationales, notamment dans l'exploitation pétrolière. Il milite pour le développement d'un système d'éducation multiculturel et bilingue, la défense et promotion des cultures indigènes, l'exercice de droits collectifs, la démocratie participative et la décentralisation du pouvoir. L'article 28 de la Constitution qu'ils proposent contient ces revendications. ²²⁶ Les indigènes ont réussi à faire entrer de nombreux droits dans la Constitution du pays, et ce, grâce « *a la lucha permanente, la resistencia y la transparencia de las propuestas establecidas desde las diversas acciones como : levantamientos, movilizaciones, caminatas, mesas de concertación, etc., que se han*

²²⁵ MACAS, Luis. op. cit. p. 67.

²²⁶ CONAIE. *Proyecto de Constitución del Estado plurinacional del Ecuador*, Quito, Conaie, 1998, p.21.

*convertido en la estrategia de la lucha reivindicativa, político y cualitativo de los pueblos y ha conducido a la concientización de la sociedad ecuatoriana ».*²²⁷

Si l'on résume de façon succincte, au niveau politique le mouvement exige la réforme de la structure politico-juridique de l'État, exclusive, élitiste et raciste; une réforme de l'administration publique, de la police et de l'armée; éducation et soins de santé gratuits pour tous; le droit à l'autodétermination et des droits collectifs pour les nations indigènes, reconnus dans la Constitution; lutte contre la corruption et condamnation des coupables; et une participation à un gouvernement plurinational.

Au niveau économique, stimulation de la production interne; répartition et amélioration du potentiel technologique; transparence des activités bancaires et des entreprises d'État; sortie de la dollarisation; 30% du budget annuel pour l'éducation; renégociation de la dette; suspension de la Loi de colonisation de l'Amazonie; lutte contre les secteurs latifundistes traditionnels, qui concentrent les capitaux, les meilleures terres, le crédit et l'assistance technique. Si cette lutte pour la terre fait référence à l'« usurpation généralisée des terres et territoires indigènes », ²²⁸ elle est également motivée par des considérations actuelles qui font état des entraves à la justice et à la qualité de vie des indigènes. L'écologie, comme nous l'avons vu, est également une préoccupation de premier ordre pour ceux qui considèrent *pachamama* comme l'élément « vital y constitutivo de nuestras comunidades ». « *Ella nos permite la continuidad histórica como pueblos, desde ella se genera la construcción de la identidad y la reproducción cultural de las comunidades, de ella nacen los conocimientos y el saber, de esta relación se construye los principios y los valores intrínsecos al comportamiento y la conducta social* ». ²²⁹

Au niveau culturel, il veut fortifier et dynamiser l'identité des cultures et consolider une identité politique; lutter contre la *folklorisation* et la *mercantilisation* de leurs cultures opérées par des organismes privés et étatiques; exiger de l'État un budget alloué à la revitalisation et la

²²⁷ CONAIE. *Las nacionalidades indígenas y sus derechos colectivos en la Constitución*, Quito, Conaie, 1999, p. 13.

²²⁸ MACAS, Luis. La tierra para los indígenas en el Ecuador, in *Boletín ICCI Ary-Rimay*, no. 58, janvier 2004, p. 17.

²²⁹ Ibid. p. 21.

promotion de la culture, de l'artisanat, du savoir et des pratiques médicinales ancestrales; un système d'éducation bilingue, interculturel, scientifique et humaniste; la création de Centres Culturels (Casas de las Culturas) autogérés dans chaque communauté; mettre fin aux politiques d'intégration et d'assimilation. « *Desde 1492, no han logrado aniquilar nuestra Identidad Cultural; nuestra raíz histórica es innegable, y la pluriculturalidad es una realidad; es pasado, presente y futuro...con inteligencia y sabidura hemos recreado, conservado y desarrollando nuestra riqueza cultural y espiritual* », s'enorgueillit la CONAIE.²³⁰

La voix indigène est sûrement la plus discordante face aux modèles d'exploitation qui se sont succédés. Parce que les indigènes ont, depuis l'aventure coloniale, été structurellement marginalisés et exploités, mais également parce qu'ils ont su se tenir debout, contre vents et marées, suivre l'actualité et générer un courant critique et des intellectuels capables de rendre compte de leur situation, de l'analyser, d'organiser une opposition et de proposer des alternatives crédibles. Ils possèdent une masse critique qui fait en sorte que leur voix, bien que souvent ignorée, n'a cessé de revendiquer et de représenter un mouvement alerte et massivement mobilisable, à l'affût des enjeux contemporains.

Ainsi, dans leur projet constitutionnel sont présents tous les thèmes invoqués dans le dysfonctionnement de l'appareil d'État et la crise de la représentation politique. À titre d'exemple, l'Article 122.3 mentionne : « *Hacer prevalecer el principio de la soberanía nacional frente a las decisiones de los organismos económicos internacionales y propender a su democratización* », où il est ajouté que le pays ne doit en aucun cas donner priorité aux obligations de paiement internationales si s'en trouvent sacrifiés les chances de développement, les droits des Nations, l'écosystème et les ressources naturelles.

L'Article 126 entend prévenir la concentration excessive des richesses et de ses effets néfastes sur la société : « *La Ley establecerá un sistema de control estatal y social que evite la formación de monopolios u oligopolios y sancione las uniones o agrupaciones de empresas que constituyan abuso del poder económico...* ». Il est également question, dans l'Article 127, de participation active et enrichissante au processus démocratique, autre aspect peu glorieux en Équateur : « *La acción de la sociedad fortalecerá un proceso de creciente participación*

²³⁰ CONAIE. *Proyecto político de las nacionalidades y pueblos del Ecuador*, op. cit. p. 40

*ciudadana en el funcionamiento de la economía y en el control de la acción del Estado basado en las responsabilidades que como productores y consumidores tienen los individuos, las organizaciones sociales y las nacionalidades ».*²³¹

Ce projet de Constitution comporte 245 Articles et est appuyé par des négociations et mobilisations massives et un fort potentiel révolutionnaire. Il s'agit d'un positionnement politique de première importance qui lui confère un rôle d'acteur décisif dans le devenir sociohistorique de l'Équateur; un contre-pouvoir dont la légitimité récolte souvent plus d'adhésion que le pouvoir officiel.

Les enjeux de la décentralisation sont également au nombre des préoccupations des indigènes. Nous avons vu à quel point le pays est fracturé et diversifié. Cependant, il y a plusieurs façons d'articuler un pays décentralisé. Historiquement, les oligarchies concurrentes – Sierra et Costa – ont tenté de disloquer le pays afin de consolider leur pouvoir. Dans le nouveau contexte de la mondialisation, la décentralisation souhaitée par la droite rime avec démantèlement de l'État, alors que celle proposée par la gauche vise une adaptation favorisant le développement durable et la démocratie réelle. L'optique indigène mise sur la répartition plus efficace et réaliste des pouvoirs par l'attribution (délégation) de prérogatives et d'une plus grande autonomie à des « Gouvernements locaux alternatifs ». « *El desarrollo y la construcción de una democracia participativa desde lo local* »,²³² qui enlève du pouvoir à l'État central, mais avec des mesures redistributives dirigées vers les gouvernements locaux et *seccionales* et la société civile, notamment en matière de santé et d'éducation. Les expériences de gouvernements locaux de Saquisilí, Cotacachi et de Suscal, entre autres, ont établi des paradigmes de développement local, en inaugurant « *una nueva forma de gestión donde la democracia participativa y los valores éticos y humanos son las principales herramientas de desarrollo* », visant à vaincre la pauvreté et le sous-développement résultant des « *modelos de gestión vertical y*

²³¹ CONAIE. *Proyecto de Constitución del Estado plurinacional del Ecuador*, op. cit. pp. 62-63.

²³² MUÑOZ, Juan Pablo. Democracia y desarrollo local : contexto, experiencias, desafíos. Hacia una nueva institucionalidad democrática, in *Gobiernos Locales Alternativos*. no. 1, avril 2002, p. 3. « *Entre 96 y el 2000, varios cantones se convirtieron en una suerte de laboratorios de participación social en la gestión pública. Cotacachi, Guamote, Saquisilí, entre otros, dieron pasos significativos a través de la planificación estratégica participativa cantonal hacia una gestión renovada y democrática... De esta manera se está logrando superar los límites de la democracia formal delegativa, generando una nueva institucionalidad democrática que permite la toma de decisiones a través de amplios consensos* », explique-t-il.

autoritaria ».²³³ Ces initiatives de développement local et alternatif répondent donc à la vision du développement prônée par les indigènes, par opposition au modèle dominant qui mise sur les privatisations et l'ouverture économique inconditionnelle. Le mouvement indigène et la gauche équatorienne sont donc en faveur d'une décentralisation, mais selon des modalités différentes de celles que tentent d'impulser « *las propias cúpulas económicas ...que pretenden feudalizar el Estado para retornar a viejos moldes del caciquismo o al ejercicio del poder en niveles casi prepolíticos* »,²³⁴ qui ne compensent en rien le retrait de l'État.

Pour défendre tous ces points, les indigènes se sont battus et continuent de le faire. Le soulèvement de 1990 a été déterminant au niveau politique pour le mouvement, comme le soulignait Macas. Ils émergent sur la scène nationale dans le nouveau contexte international caractérisé par le Consensus de Washington, alors que se dessine avec plus de précision le « nouvel ordre mondial ». Et c'est précisément en réaction à sa consolidation que le mouvement en pleine effervescence étale sa force révolutionnaire et prend d'assaut la scène politique nationale.

8.3 Les soulèvements et mobilisations indigènes

En juin 1990, la CONAIE appelle au premier soulèvement indigène, afin d'exiger des solutions aux conflits de la plurinationalité, de la terre, de l'éducation interculturelle, et quelques autres thèmes de revendication. Ils obtiennent de nombreuses concessions et montrent leur force au pouvoir.

En juin 1994, la CONAIE est à l'origine de la « *Movilización por la vida* », où sont discutés les problèmes qui affligent les campagnes et les paysans. Un certain nombre de réformes sont obtenues, changeant certaines dispositions de la Loi sur la Réforme Agraire.

En février 1997, la CONAIE, de concert avec les mouvements sociaux progressistes, organise une mobilisation nationale populaire et appelle au renversement du Gouvernement d'Abdalá Bucaram, qui sera remplacé par Alarcón jusqu'aux élections de 1998. « *La enorme*

²³³ MANCHENO, Carmen. Tres modelos de cogestión comunitaria. Así construimos desarrollo local, in *Gobiernos Locales Alternativos*, op. cit. p. 15.

²³⁴ MONCAYO, Paco. op. cit. p. 85.

*movilización del 5 de febrero en su amplitud combinó el levantamiento pacífico y masivo con las formas de lucha obreras, campesinas o populares...Puso en cuestión la práctica política dominante, « populista » y corrupta. Arrosó con el programa económico bucaramista, golpeó la legitimidad de la medidas económicas, paro el proceso de privatización transitoriamente...Desplegó germinales de experiencias de poder popular y democracia directa », commente Andrés Rosero.²³⁵ La gravité de la crise appelle une restructuration et une réinstitutionnalisation du politique parce que, comme on a pu le voir, dès le gouvernement provisoire qui entre en fonction par la suite, le néolibéralisme et la corruption sont toujours à l'ordre du jour. Mais la démonstration du potentiel créatif de la société civile et la cristallisation du mode insurrectionnel dans l'imaginaire collectif commençait à solidifier la cohésion d'une démocratie populaire naissante. Ce *modus operandi* allait devenir caractéristique des années à venir en Équateur. Ce n'était que partie remise.*

En 1999, les 10 et 11 mars, la CONAIE , le Frente Patriótico et le Frente de Salvación Nacional, appellent à la mobilisation populaire contre les politiques économiques du président Jamil Mahuad, élu en 1998. Ils marchent sur Quito et déclarent qu'ils y resteront jusqu'à ce que leurs demandes soient écoutées. Ils obtiennent quelques concessions. « *Este levantamiento demuestra una vez más, que los Gobiernos no deben desestimar las formas de resistencia del pueblo contra todas aquellas medidas que quitan el pan a nuestros hijos. y entonces aprenden a ser Gobiernos para todos o tambalean* », écrivait Antonio Vargas dans un bulletin de presse le 20 mars de la même année.²³⁶ Ce que veulent les insurgés est une vraie démocratie garante d'une citoyenneté participative et un modèle de développement socioéconomique équitable. Mahuad n'entendant pas reculer, la CONAIE appela le peuple à la pure et simple sédition; au renversement. Il faudra toutefois attendre le 21 janvier 2000 pour voir la Junte de Salut National prendre d'assaut le Congrès, dans un contexte de crise économique aiguë.

La Junte a été éphémère, et les manigances de Mendoza ont trahi la coalition. Et, comme on l'a vu, il céda le pouvoir au vice-président Noboa qui poursuivit dans la voie où s'était engagé Mahuad. Mais les indigènes n'ont pas cessé les revendications et ont empêché que ne

²³⁵ ROSERO, Andrés E. El levantamiento popular del 5 de febrero, in *Laboratorio de Economía*, op. cit. pp. 52-53.

²³⁶ VARGAS, Antonio. *Levantamiento indígena y popular obtuvo importantes logros*. 20 mars 1999, www.conaie.org

s'estompe l'effervescence politique du pays. En janvier 2003, alors qu'est porté au pouvoir le Parti Sociedad Patriótica (PSP) du colonel Gutiérrez, en alliance avec le Mouvement Pachakutik, les indigènes et leurs alliés des mouvements sociaux obtiennent enfin la chance d'exercer le pouvoir et de changer les structures de domination archaïques de la société équatorienne. La voie semble ouverte à la construction d'un État plurinational et véritablement démocratique, en dépit du peu d'expérience en politique institutionnelle du Pachakutik et du PSP. Mais comme nous le savons, l'alliance fut de courte durée et la forte opposition réussit à garder le contrôle sur les affaires du pays. Suite à la trahison de Gutiérrez, les indigènes ont encore un fois montré qu'ils se tiendraient debout sans compromis face à l'injustice et qu'en tant que fer de lance de la société civile et représentants de l'intérêt de la majorité, ils pouvaient obtenir la tête du président et forcer la voie du changement.

Penchons-nous maintenant sur cette alliance politique entre le PSP et le Pachakutik, sur l'expérience des indigènes dans le gouvernement de la République, jusqu'à la chute de Gutiérrez.

CHAPITRE IX

LE GOUVERNEMENT GUTIÉRREZ ET L'ALLIANCE INDIGÈNE-MILITAIRE

La victoire du colonel Lucio Gutiérrez fut pour le moins surprenante, et vint redonner une lueur d'espoir aux Équatoriens, en dépit de l'instabilité politique qui régnait toujours au pays. D'ailleurs, l'alliance PSP-Pachakutik fut nommée à la tête d'un gouvernement minoritaire, où les partis d'opposition sont hautement représentés au Parlement. Les puissants groupes financiers usent également de forts moyens de pression. Sans compter qu'un gouvernement minoritaire dans un pays où le régionalisme et ses réseaux politico-économiques autonomistes compromettent depuis toujours la stabilité et l'unité nationale n'est guère réconfortant. Mais cette fois, il semblait y avoir une chance de questionner les politiques néolibérales et de réfléchir d'autres alternatives, au sein même du gouvernement. De plus, le Parti Pachakutik représentant la population indigène, on espère toujours pouvoir bâtir une vraie citoyenneté démocratique. L'option populiste a été court-circuitée par la voix massive des exclus en faveur d'une représentation politique concrète et effective. Ce faisant, le mouvement consolide sa présence au niveau institutionnel et « *traslada su potencial impugnador hacia un espacio de negociación de los segmentos indígenas y organizados en la definición de las políticas públicas* ». ²³⁷ Il y a toujours le risque de voir un monopole des revendications ethniques, dans lequel le mouvement indigène agirait comme corporation privilégiée, mais on fait également un pas vers un consensus politique plus représentatif de la composition démographique et socio-économique du pays. Nous avons d'ailleurs vu que le mouvement indigène a un net appui des mouvements sociaux et d'une bonne part de la société civile.

Cette alliance entre indigènes et militaires trouve son origine dans le soulèvement indigène de juin 1990. Les mesures de contrôle et d'action civique impulsées par les militaires prirent des allures d'aide au développement rural, dirigée envers les populations indigènes. La présence des bataillons armés impliqués dans le développement des campagnes coïncida avec le retrait

²³⁷ IBARRA, Hernán. El triunfo del coronel Gutiérrez y la alianza indígena militar, in *Ecuador Debate*, no. 57, décembre 2002, www.dlh.lahora.com.ec (via le site de *La Hora*).

des politiques publiques d'aide au développement. Ils comblèrent de ce fait une fonction laissée vacante par l'État et consolidèrent leurs rapports avec le Parti Pachakutik. Mais l'alliance politique dite 3-18 ne reposait pas sur une véritable convergence d'intérêts, malgré un potentiel certain pour mobiliser une majorité de la population. Gutiérrez n'a d'ailleurs pas été pas le premier candidat choisi par le Pachakutik pour fonder une alliance politique. Un conflit interne au sein du mouvement indigène mena la CONAIE à la décision de ne pas présenter de candidat aux élections de 2002, rendant inévitable la conformation d'une alliance.²³⁸ Il n'en demeure pas moins que l'idée était intéressante et possédait un pouvoir de séduction indéniable, en ce qu'elle avait la possibilité de « *recuperar la dimensión insurgente del 21 de enero (2000) y las implicaciones políticas y éticas que ello significaba* ». ²³⁹ Au niveau symbolique, les ingrédients mythiques et fascinants étaient réunis. Et malgré une image publique déficiente, mêlant insécurité et ambiguïté, Gutiérrez dégagea une certaine sensibilité. Évoquant des représentations comme la « Nation » et le « populaire », il sut incarner un espoir de changement. « *Logró construir un discurso contra la partidocracia tradicional y erigir la promeza de moralizar el país, para con esos recursos combatir la pobreza y la marginación social* ». ²⁴⁰

La viabilité de cette interlocution politique était toutefois extrêmement précaire parce que, en plus des divergences d'intérêt au sein même de l'alliance, entrent en jeu celles qui déchirent de toutes parts la société équatorienne. Le Parti Pachakutik s'oppose franchement au FMI, alors que Gutiérrez semblait plus enclin aux compromis et prêt à adopter une attitude plus modérée. À cela il faut ajouter le fait que plusieurs acteurs et *lobbies* puissants trouvaient leur intérêt dans une éventuelle rupture de l'alliance, dont l'oligarchie de Guayaquil, ville où les revendications ethniques sont très faibles (ce qui minimise l'influence du mouvement indigène sur l'électorat).

²³⁸ Les ambitions personnelles de Antonio Vargas, ex-président de la CONAIE, semèrent la discorde au sein du mouvement indigène. Alors que l'économiste Auki Tituaña était le favori de la CONAIE pour les élections à venir, les manigances de Vargas, à la tête du mouvement indigène évangélique Amauta Jatari, envenimèrent la situation et forcèrent cette malheureuse décision de la Confédération. Les négociations avec d'autres partis politiques, notamment Izquierda Democrática de l'ancien président Borja, inflexible quant au partage du pouvoir, se soldèrent par un échec. C'est donc avec un pouvoir de négociation affaibli que le Pachakutik se tourna enfin vers le Parti Sociedad Patriótica de Gutiérrez.

²³⁹ LLUCO, Miguel. La capitulación de un Presidente y la ruptura de una alianza, in *Entre la utopía y el desencanto. Pachakutik en el gobierno de Gutiérrez*, Quito, Editorial Planeta del Ecuador, 2004, p. 20.

²⁴⁰ Ibid. p. 22.

Mais l'inclinaison de Gutiérrez vers un compromis avec le FMI s'avéra très tôt une politique de premier plan. Il confirma qu'à ce niveau, il ne serait pas un gouvernement de rupture profonde, surtout en raison de son faible pouvoir de négociation face au Fonds. En fait, il n'y eut pas de compromis de la part du FMI, mais seulement de la part de Gutiérrez. Mais d'un autre côté, il fallait voir ce qu'il allait tenter en parallèle, pour voir si la poursuite des relations amicales avec le FMI était le fait d'une stratégie prudente, mais globalement efficace, ou simplement une volonté – s'il en est – de ne rien changer, de n'être qu'un nouveau visage à la tête du même pouvoir.

9.1 Divergences idéologiques et rupture de l'alliance

Si ce n'est pas avec le plus grand enthousiasme que les indigènes ont créé cette alliance politique avec Lucio Gutiérrez, c'est notamment en raison de son inconsistance idéologique. Il s'agissait davantage d'une alliance circonstancielle et stratégique. Et cela semble encore plus vrai pour Gutiérrez, puisqu'il ne tarda pas à montrer son vrai visage et à emprunter une voie opposée à celle qu'il prétendait vouloir suivre. La nomination de Mauricio Pozo comme ministre de l'économie, à laquelle s'est franchement opposée Pachakutik, fut un premier signe de son orientation en matière de politique économique. Quand Pozo signa la nouvelle Lettre d'intention avec le FMI, la tension commença à monter entre les deux partis. La conséquence directe de cette signature fut une hausse des prix du gaz, qui sera annulée uniquement à cause des fortes pressions exercées par le Pachakutik et la CONAIE, appuyés par les mouvements sociaux. Pendant que le Pachakutik s'efforçait de consolider son plan de développement national, le PSP s'affairait à négocier avec le FMI et les États-Unis. Les promesses de développement durables et d'investissement productif furent mises de côté et remplacées par les politiques de Pozo visant à prioriser le paiement de la dette extérieure. C'est effectivement dans les finances et l'économie que le bâillonnement des fonctionnaires du Pachakutik a été le plus notoire, et ce, pour des raisons évidentes. Premièrement, suite à l'entêtement de Pozo afin de ne pas partager de tâches avec les membres de Pachakutik, il s'écoula trois semaines avant l'intégration des fonctionnaires indigènes – dans un édifice différent – au Ministère de l'Économie et des Finances. Temps mis à profit par Pozo pour établir les orientations en

matière de politique macroéconomique, rédiger la Lettre d'intention au FMI, établir les mesures d'ajustement structurel et le pro forma du Budget de 2003.

Quand Fernando Buendía entra en fonction au poste de Conseiller du Ministre de l'Économie et des Finances, il se heurta aux faits accomplis. Selon lui, son poste ne lui conféra pas vraiment de pouvoir ni de participation directe, par opposition au Front Économique, nommé unilatéralement par Gutiérrez et Pozo, constitué d'individus « *de orientación neoliberal ortodoxa y vinculados a la banca, cercanos al FMI y demás organismos multilaterales (BM, BID, CAF); todos personajes provenientes de fuera de las filas de la alianza* ». ²⁴¹ Ce sont eux qui dirigent les politiques économiques. De cette façon, les 22 points qui seront entérinés dans la lettre d'intention au FMI correspondent en tous points au document *Despolitizamos la Economía*, élaboré en août 2002 par Pozo, Pachano, Spurrier et Robaldino. Il s'agit pratiquement de la même lettre qui fut présentée au FMI par Noboa, concoctée par ces mêmes personnages. Les recommandations de Pachakutik sont évacuées au profit de la continuité néolibérale, constituant un véritable « *contrabando programático* », selon Buendía. ²⁴²

Si les indigènes se virent octroyer plusieurs ministères importants, les ministres proches du PSP allaient leur mettre des bâtons dans les roues et rendre cette interlocution invivable. L'intention de Gutiérrez était claire : se débarrasser des ministres indigènes et chercher une alliance avec la droite ultra-libérale. « *El Presidente armó y desarrolló una estrategia de desgaste y confrontación con los funcionarios de Pachakutik y con las organizaciones que lo componen, a fin de provocar su salida y la ruptura de la alianza* ». « *La supuesta fusión tenía como objetivo absorber a Pachakutik para destruirlo como opción alternativa en el país* », affirme Miguel Llucó, coordonnateur national (chef) du mouvement Pachakutik. ²⁴³

Après plusieurs épisodes sans équivoque, comme la destitution de Wilma Salgado à la direction de l'AGD, et diverses tentatives visant à diviser le mouvement indigène – campagnes

²⁴¹ BUENDÍA, Fernando. La resistencia empezó en economía, in *Entre la utopía y el desencanto. Pachakutik en el gobierno de Gutiérrez*, op. cit. p. 63.

²⁴² Ibid. p. 71.

²⁴³ LLUCO, Miguel. op. cit. pp. 36-37. Le 15 août, 2003, le Pachakutik adopte 11 résolutions, dont la deuxième entend déclarer le Président Gutiérrez « *traidor a si mismo y al pueblo, y ratificar la ruptura de la alianza por representar al neoliberalismo y mantener una alianza con el Partido Social Cristiano* ». Voir Resoluciones tomadas en la cumbre de la nacionalidades, pueblos y movimientos sociales, in *El Churo*, op. cit. p. 44.

de « salissage », négociations parallèles avec des organisations illégitimes créées à des fins de conflit interne – la rupture devint inévitable. Après l’alignement évident de Gutiérrez sur les politiques de Washington et l’abandon des promesses faites à la nation, le Pachakutik opta pour son auto-destitution, plutôt que de participer à un tel gouvernement. Les coûts politiques eurent été trop élevés, et la crédibilité nationale et internationale qu’il avait construite avec tant d’énergie en eut été détruite. Face à l’impossibilité de mettre en branle les résolutions adoptées lors du IIe Congrès National du mouvement, et à la prise de conscience que dans ce supposé « gouvernement en dispute » il n’y avait pas de dispute possible – au sens démocratique – mais que la subordination, le discrédit et la déstabilisation de la militance et du mouvement, le Pachakutik claqua la porte du Gouvernement, après moins de sept mois de cohabitation. Les neuf résolutions signées par l’alliance 3-18 avaient été bafouées par le Président-colonel Gutiérrez.²⁴⁴

Plutôt que de verser dans la parodie de lui-même et la récupération par un parti de « traîtres à la nation », le Pachakutik réintégra la société civile, déçu, mais fort de cette expérience institutionnelle sans précédent historique. « *Mientras el Partido Sociedad Patriótica se destruye producto de su autofagia, Pachakutik y los movimientos sociales se han reconstituidos recuperando una iniciativa de movilización y acción política que les colocará en condición de ser un movimiento con opciones de gobernar directamente en un mediano plazo* », en conclut Buendía.²⁴⁵

9.2 Gutiérrez et les Etats-Unis : souveraineté nationale et opposition populaire

En plus de l’éternel conflit entourant la position du pays face aux créanciers internationaux, les nouveaux enjeux du libre-échange constituent un point chaud des débats qui animent la

²⁴⁴ Le Pachakutik se défend d’avoir mal négocié la cohabitation au pouvoir avec le PSP, mais ce n’est pas l’avis de certains membres de la CONAIE (sources anonymes), qui estiment que le « travail d’amateur » fait par les négociateurs de Pachakutik n’a en rien aidé le respect des ententes établies. Ces derniers seraient hautement discrédités au sein du mouvement national. Cet échec contribue d’autant plus aux luttes intestines au sein du mouvement. La CONAIE et le Pachakutik ont certaines difficultés à s’entendre, et ce manque de cohésion s’est fait sentir dans le faible impact de la tentative de renversement avortée de Gutiérrez, en juin 2004. Le Front commun a éprouvé trop de difficultés à se mobiliser, surtout au niveau national (Quito étant plus facilement mobilisable).

²⁴⁵ BUENDÍA, Fernando. op. cit. p. 95.

société équatorienne. Comme nous l'avons vu précédemment, la souveraineté du pays est un thème récurrent dans la vie nationale, et des changements significatifs sont exigés dans les rapports avec les États-Unis, les autres pays riches et les institutions financières internationales. De la même façon, des règles équitables en matière de commerce sont impératives à l'entérinement des accords de libre-échange par la population. De plus, comme il s'agit de l'intérêt national, les citoyens réclament un débat public sur ces questions cruciales, à l'heure de la mondialisation. Ces points sont indissociables du sentiment d'injustice qui anime les Équatoriens et les citoyens d'Amérique latine face à ce que plusieurs qualifient de dépendance et de néocolonialisme. Et en plus des conséquences économiques, les pressions exercées par Washington au niveau politique – dont plusieurs dans le cadre du Plan Colombie – renforcent les inquiétudes face à l'ingérence dans les affaires nationales par des pouvoirs étrangers qui n'ont aucune légitimité pour l'électeur équatorien.

Avant même son entrée en poste à Carondelet, Gutiérrez effectua un voyage à Washington afin de préparer son arrivée au pouvoir et établir des contacts. Déjà, après sa victoire au premier tour des élections de 2002, sa conduite laissait présager un écart grandissant entre ses intérêts et ceux des forces sociales progressistes qui l'appuyaient. La position pro-américaine et néolibérale qu'allait adopter Gutiérrez allait lui mettre à dos ses anciens alliés, qui sont mobilisés autour d'un projet altermondialiste et qui cherchent une sortie du modèle néolibéral. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, ce n'est pas le libre-échange en soi qui est critiqué, mais les conditions inéquitables qui le sous-tendent et les effets dévastateurs sur le plan social et politique. Son caractère exclusif qui le met en contradiction avec la démocratie et la citoyenneté.

« Han entrado las empresas trasnacionales a destruir nuestro medio ambiente, nuestros territorios: las madereras, las petroleras, las mineras. Y todavía más ahora cuando quieren hablar sobre tratado de libre comercio en condiciones tan desiguales en las que no podemos entrar.

No estamos en contra de aquellas sino de la desigualdad de condiciones. En ese sentido nos queda injusto la firma del TLC, el ALCA, también porque el país no ha desarrollado políticas de avance y de desarrollo. No hemos tenido la posibilidad de una política de competitividad... Entonces allí nosotros tenemos todas las

probabilidades de perder mientras los países superpotentes tienen todo, tienen infraestructura productiva, tienen crédito, tienen tecnología y en definitiva recursos más preparados... Y por eso no podemos aceptar y no vamos a aceptar el tema de los tratados », soutient Leonidas Iza.²⁴⁶

Nous avons vu aux chapitres 2 et 3 qu'il est impensable de pouvoir être compétitif sur la scène mondiale sans avoir *a priori* consolidé un solide marché interne et réuni les conditions structurelles propices à l'ouverture économique. Faute de quoi la participation de l'Équateur à une économie néolibérale mondialisée ne pourra se faire que par l'appât d'avantages comparatifs traditionnels et de ressources naturelles bon marché : au prix d'une paupérisation des masses et de la liquidation progressive du secteur agricole. « *Históricamente, los países que han logrado desarrollo en el mundo, como los países europeos, el Japón, Estados Unidos, primero desarrollaron una protección altísima de su producción nacional y luego de que se desarrollaron, han abierto sus mercados. Aquí en el país realmente esto es impensable* », explique César Cabrera.²⁴⁷

Cette vision est corroborée par Marcelo Román, qui prétend qu'en raison de l'asymétrie entre l'économie équatorienne et celle de super-puissances économiques comme les États-Unis, et des retards qu'accuse l'Équateur en matière de développement, les accords de libre-échange présentement en négociation ne pourront remplir leurs promesses pour les pays en développement.

*« Las iniciativas que ahora hay en América Latina son también interesantes. Propuestas como la de Venezuela, para poder integrar a Latinoamérica primero, para luego integrarnos al ALCA... Sino corremos el riesgo de que desaparezcan nuestras naciones como naciones y nos convirtamos en mercados o simplemente en un espacio donde hay riqueza que hay que explotar sin importar quien vive en esos espacios. Y debe haber conciencia en el otro lado, en los que proponen la integración que parecería que maliciosamente nos proponen una integración sabiendo que los competidores son absolutamente desiguales ».*²⁴⁸

²⁴⁶ Entrevue accordée à l'auteur, op. cit.

²⁴⁷ Entrevue accordée à l'auteur, op. cit..

²⁴⁸ Entrevue accordée à l'auteur, op. cit.

On reproche effectivement aux États-Unis cette tactique de mettre en place de multiples accords bi-latéraux avec les pays latino-américains au lieu de favoriser une entente multilatérale. On y voit aussi la peur des États-Unis de voir se consolider un bloc commercial latino-américain (MERCOSUR + Communauté Andine), et même seulement sud-américain. Nina Pacari, lors de son bref passage au poste de ministre des relations extérieures du pays a travaillé à consolider cette coopération entre les États sud-américains, qu'elle estime vitale pour la résolution des problèmes qui affectent la région. « *Tenemos que batallar para conformar una coalición de países entre los que debemos organizarnos como un mercado común y negociar en bloque en mejores condiciones, siempre asumiendo la necesidad que nuestros países se fortalezcan* », affirme-t-elle, rappelant la nécessité d'une alternative à la ZLÉA, qui représente un consensus national, et non un « complot » décidé à huis-clos.²⁴⁹

La Integración Regional Física de Infraestructuras de América del Sur, initiative défendue par Pacari, comporte plusieurs projets d'infrastructure reliant plusieurs pays de la région et constitue un bon exemple de coopération et d'intégration à vocation *développementale* mis de l'avant dans cette optique d'unité sud-américaine. Les thèmes centraux de la politique de Pacari étant développement local, développement durable, secteur agricole, identité et intérêt national.

Luis Macas parle également de la sécurité alimentaire dans le contexte de zone commerciale comme l'ALCA, dans la forme que tentent d'imposer les États-Unis. Selon lui, la forme proposée par ces derniers et le Canada implique une agression ouverte contre les petits producteurs du Sud et une domination totale des marchés de la région. « *Esta situación desigual elimina la capacidad de producción de los alimentos básicos de la población, y por tanto liquidaría las posibilidades actuales de potenciar la generación de la seguridad y la soberanía alimentaria en nuestros pueblos* ». ²⁵⁰

Ce sont donc les arguments que les indigènes et les mouvements sociaux équatoriens opposent à ceux qui prétendent que le rejet des formes actuelles de libre-échange, encadrées par un modèle néolibéral et impulsées par des institutions multilatérales non-élues, est caractérisé par

²⁴⁹ PACARI, Nina. El verdadero rostro del Ecuador: Desarrollo con identidad, in *Entre la utopía y el desencanto. Pachakutik en el gobierno de Gutiérrez*, op. cit. p. 52.

²⁵⁰ MACAS, Luis. El ALCA y la seguridad alimentaria, in *Boletín ICCI Ary-Rimay*, no. 59, février 2004, p. 11

une « peur de la mondialisation » et une haine viscérale de l'économie de marché. Le mouvement indigène prend les mêmes positions que les mouvements sociaux et analystes progressistes, en ce sens qu'il ne propose pas un retour au protectionnisme de l'Âge d'or du capitalisme, ni n'adopte une position marxiste radicale refusant l'économie de marché (pas à court terme, du moins). Ce sont les principes de la démocratie et des Droits de l'Homme qui sont mis de l'avant, et que l'économie doit servir et non désintégrer.

9.2.1 Le Plan Colombie

Le Plan Colombie mené par Washington afin de lutter contre le narcotrafic dans la région est vertement critiqué par les mouvements sociaux des pays concernés, ainsi que par de nombreux observateurs du monde entier. Bien que l'objectif prétendu soit relativement crédible, plusieurs dimensions du projet américain soulèvent des critiques comme l'ingérence, le paternalisme, l'ethnocentrisme et les intentions que dissimule ce plan. En Bolivie et au Pérou, par exemple, on s'insurge contre l'étroitesse d'esprit des Américains qui, répondant à leurs seuls intérêts et à leur seule vision du monde, criminalisent des pratiques indigènes ancestrales, comme les rites dans lesquels sont utilisées la feuille ou une pâte de coca.²⁵¹ Pratiques où n'entrent aucunement la violence liée au commerce d'un produit illégal transformé et destiné à l'exportation. Il ne s'agit à l'évidence pas de narcotrafic. En Équateur, les mouvements sociaux progressistes rejettent à l'unanimité ce plan d'intervention, qui implique de surcroît une participation au conflit armé qui sévit en Colombie, le voisin du nord. « *Nuestra postura fue muy clara en expresar que el Ecuador no debe involucrarse en el tema... Nuestro aporte fue siempre en el estricto marco de la paz y de la solución pacífica* », réitère Pacari.²⁵²

Rappelons-nous que les Américains disposent maintenant d'une base militaire à Manta, concédée dans la discorde générale, et sans avis de la population, par le gouvernement de Mahuad. Les pressions américaines pour l'appuis de l'Équateur contre Cuba et pour

²⁵¹ Voir TRINCHERI, Romina. Coca : alimento, medicamento y ritual en Bolivia. La multiplicación de la pobreza en una guerra de enemigos equivocados, in *The Narco News Bulletin*, www.narconews.com Elle y dénonce les discours de ceux qui mènent la guerre contre la drogue, qui « *no inocentemente, intentan confundir la coca con la cocaína, satanizándola y dejando afuera sus propiedades como planta medicinal y legado cultural inalienable* ».

²⁵² PACARI, Nina. op. cit. p. 52.

l'immunité des soldats américains devant le Tribunal Pénal International sont deux autres thèmes qui contribuent à l'aversion pour la présence politico-militaire des États-Unis dans la région. Colin Powell, lors de la XXXIV^e Assemblée de l'OEA, à Quito, fidèle à l'attitude paternaliste et ingérente des États-Unis, s'était permis de d'affirmer que son pays surveillait de près ce qui se passait en Équateur, et qu'il ne voulait rien voir qui aille contre les principes fondamentaux de la démocratie et de la Constitution, admettant l'importance stratégique de l'Équateur, en raison de sa proximité avec la Colombie...²⁵³

Le rêve unificateur de Bolivar est une des grandes préoccupations des États-Unis, étant donné le pouvoir de négociation nettement supérieur qu'aurait ce bloc s'il était porteur d'une seule voix. Et on voit clairement que les politiques du Plan Colombie, avec le prétexte de lutter contre le terrorisme et le narcotrafic, servent de paravent à une surveillance accrue sur le territoire, afin de parer les tentatives d'unification commerciale – et plus profonde — des pays d'Amérique latine. Il s'agit d'une présence militaire et une obsession pour les « axes du mal » qui rappellent trop bien les coups d'États soutenus – voire orchestrés – par les gouvernements américains, comme le tristement célèbre 11 septembre chilien. Le mépris pour la liberté, la démocratie, les Droits de l'Homme et la souveraineté nationale a trop souvent taché de sang le drapeau du puissant voisin du Nord. L'émergence d'une « nouvelle gauche » latino-américaine, incarnée par Lula, Kirchner, mais surtout Chávez, est vue d'un très mauvais oeil par les Américains. Et la tentative de marginalisation du Venezuela d'Hugo Chávez risque davantage de mener à des tensions supplémentaires dans le conflit colombien qu'à l'atteinte des objectifs escomptés. Le nom de Gutiérrez a cependant vite été éliminé de cette liste, réconfortant Washington – qui n'est peut-être pas étranger à la marginalisation de Pachakutik dans le gouvernement de coalition – mais frustrant la majorité des électeurs équatoriens.

9.3 La chute de Gutiérrez

Malgré ses promesses et son passé d'allié insurgé de la cause populaire, Gutiérrez ne sut récolter l'adhésion populaire, laissant plutôt un arrière goût de trahison et sombrant dans une inquiétante dérive autoritariste et militariste. Une fois la rupture de l'alliance consommée et les

²⁵³ Voir La lupa de EE.UU. en Ecuador, in *El Comercio*, 8 juin 2004, pp. A1-A2.

coups bas douteux portés, ses jours au pouvoir étaient comptés. Comme les indigènes l'ont démontré tout au cours des années 1990, les gouvernements corrompus ne survivent pas longtemps. « *Gutiérrez no entiende lo que sucede... Mientras la palabra presidencial se devalúa y su base electoral se desvanece, el Gobierno se aísla y pierde apoyo. La debilidad extrema que manifiesta lo convierte en presa ideal para la extorsión. Su único sostén son los hilos del chantaje de grupos políticos y económicos...* », expliquait le sociologue César Montúfar, en avril.²⁵⁴ Déjà à la mi-mai 2004, ECUARRUNARI avait un plan d'insurrection populaire contre Gutiérrez. Ne reconnaissant plus sa légitimité, l'organisation régionale la plus radicale de la CONAIE appela à la désobéissance civile en territoires indigènes. Il ne manquait que l'approbation de l'Assemblée de la CONAIE, qui n'allait pas tarder.²⁵⁵

En juin 2004, tout juste après la tenue du concours de Miss Univers, le mouvement indigène et les mouvements sociaux, profitant de la XXXIVe Assemblée de l'OEA à Quito, du 6 au 8 juin, organisent des manifestations massives visant la dénonciation des politiques néolibérales et la destitution de Gutiérrez. Le 7 juin, un Front Commun baptisé Frente de Oposición al Gobierno de Lucio Gutiérrez y al Neoliberalismo amorce une mobilisation nationale et fait entendre ses requêtes aux représentants de l'OEA et aux élites dominantes du pays. Une autre lettre préparée à l'attention de l'OEA, par les mouvements sociaux équatoriens (sensiblement les mêmes que ceux du Frente), réitère l'urgence d'agir, face à la pauvreté généralisée (rappelons qu'elle est estimée à 80% en Équateur) et à la désintégration de la démocratie. On y fait abondamment référence au libre-échange et aux conditions dans lesquelles sont discutés les accords.

« Rechazamos la pretensión de imponer en el continente un conjunto de reglas de juego que bajo el supuesto de una Área de libre comercio o de acuerdos bilaterales destruyan los aparatos productivos locales, fomenten la marginación social y económica de grandes grupos poblacionales. Rechazamos que estas negociaciones ocurran a espaldas a los pueblos y en muchos casos con su franca oposición. Llamamos a que la OEA impulse una integración regional que respete y aplie las capacidades de desarrollo de cada uno de nuestros países, que reconstruya capacidad social y un sentido de bien público. Que sea capaz de considerar deudas históricas, así como lógicas y

²⁵⁴ MONTÚFAR, César. Aeroplano sin motor, in *El Comercio*, 14 avril 2004, p. A4.

²⁵⁵ La ECUARRUNARI llama a un levantamiento, in *El Comercio*, 27 avril 2004, p. A3.

*ritmos diversos de desarrollo, en suma, que pueda fundarse en principios de justicia y solidaridad ».*²⁵⁶

En plus de dénoncer la corruption, l'hégémonie de l'oligarchie, les politiques du FMI, l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et la misère du pays, le document préparé par le Frente exige la tête de Gutiérrez et « *su reemplazo por un nuevo régimen popular que implemente un plan de gobierno de unidad y reconstrucción nacional, que no sea instrumento ciego de los intereses económicos y políticos extranjeros y locales, que son responsables de la crisis y del desastre del país* ». ²⁵⁷ Notons que Gutiérrez venait de nommer Antonio Vargas ministre du Bien-Être Social, le 31 mai, dans une tentative désespérée de diviser le mouvement indigène et ainsi désamorcer le mouvement séditionnel qui allait se lever contre lui.

Le matin du 7 juin, une foule immense composée d'indigènes, d'étudiants et de membres des mouvements sociaux se masse rue 6 de diciembre. La police nationale répond à la manifestation pacifique par des tirs de gaz lacrymogènes et des véhicules blindés. Le rassemblement démocratique est réprimé par les forces de l'ordre et les autoroutes sont bloquées pour éviter le renfort des manifestants des régions. À la Casa de la Culutra se poursuit la mobilisation, mais le nombre est considérablement réduit. Les membres des diverses organisations sociales haranguent la foule, mais on sent que ce sera partie remise. Le Président du Congrès intervient, avec une rhétorique démagogique et une tentative de récupération – voire de division – de la voix indigène. Il sera chassé sous les hués. Mais le manque d'organisation et de cohésion, surtout au sein du mouvement indigène, indispensable, empêche une mobilisation assez solide pour fomenter le renversement de Gutiérrez qui, accroché au pouvoir, survit à la crise.

²⁵⁶ CONAIE, ECUARRUNARI, CONFEUNASSC, FUT, FORO URBANO, JUBILADOS DEL ECUADOR, JÓVENES TEJIENDO UN NUEVO PAÍS. *Carta de los movimientos sociales ecuatorianos a la XXXIV Asamblea de la OEA*, Quito, 7 juin 2004.

²⁵⁷ EL FRENTE DE OPOSICIÓN AL GOBIERNO DE LUCIO GUTIÉRREZ Y AL NEOLIBERALISMO. *A los Señores cancilleres de la organización de Estados americanos*, Quito, 5 juin 2004.



Manifestation du 7 juin 2004, Quito.

La tentative de renversement avait avorté, mais la crise était loin d'être désamorcée. Le Front Commun, bien que laborieusement constitué, allait poursuivre la lutte. Se basant sur l'expérience récente où « *todos en una sola voz para hacer el levantamiento hasta derrotar al presidente en dos ocasiones* », Tito Puanchir, (alors) numéro deux de la CONAIE, demeurait convaincu du potentiel révolutionnaire de la société civile équatorienne. « *La mayoría decide, por ende la mayoría tiene que levantarse. Eso ha pasado y seguramente pasará las próximas veces* » disait-t-il, annonciateur, à la veille des manifestations du 7 juin.²⁵⁸ « *Si no hay respuesta a estos temas... más temprano que tarde la reacción popular se hará escuchar* », mettait également en garde la lettre des mouvements sociaux destinée aux dirigeants de l'OEA.²⁵⁹

²⁵⁸ Entrevue accordée à l'auteur, op. cit.

²⁵⁹ CONAIE, ECUARRUNARI, CONFEUNASSC, FUT, FORO URBANO, JUBILADOS DEL ECUADOR, JÓVENES TEJIENDO UN NUEVO PAÍS. op. cit.



Manifestation du 7 juin 2004. Quito.

Les étudiants assurèrent un protagonisme certain dans la représentation active de la société civile dans la rue, en premières lignes face aux policiers armés et derniers à quitter les rues désertées. Plusieurs sont masqués et relancent les bombes de gaz lacrymogène aux forces de l'ordre, résistent aux barrages et bravent les coups. Le 8 avril, quelques milliers d'étudiants réunis pacifiquement devant le Palais de Carondelet avaient été chassés par des gaz et un grand nombre de policiers. Ils constituent aujourd'hui un secteur fondamental dans le reflet du mécontentement populaire et de la résistance active au pays. Les retraités allaient entrer en grève de la faim peu de jours après, laissant quelques morts sur la conscience du Président. De la première à la dernière génération, la société équatorienne montre son ras-le-bol, et surtout,

qu'elle n'a pas grand chose à perdre étant données les piètres perspectives offertes par la succession de gouvernements incapables et corrompus.



Manifestation du 7 juin 2004, Quito.

Assurant la poursuite de l'effervescence sociale et politique en l'Équateur, le premier Forum Social des Amériques allait également se tenir à Quito, du 25 au 30 juillet de la même année, et concourir à l'organisation de la société civile. Galvanisés par la victoire de Chávez contre ses détracteurs et l'oligarchie nationale, le mouvement indigène commença à travailler sur un projet de referendum révocatoire, similaire au plébiscite tenu au Venezuela, afin de destituer démocratiquement Gutiérrez.²⁶⁰

²⁶⁰ Voir Ecuador recolectaría firmas para legitimar posible destitución. Lucio Gutiérrez : ¿del referendo virtual al referendo real ?, in *Tiempos del Mundo*, 30 septembre 2004, p. 8.

C'est un Président isolé politiquement – Febres Cordero l'ayant abandonné et le Vice-président Alfredo Palacio multipliant les sorties publiques contre lui — avec une popularité presque nulle, qui tentera l'impossible pour s'accrocher au pouvoir. Il orchestre la militarisation progressive du pays et lève les mandats d'arrêt pour corruption qui pesaient contre d'anciens présidents, notamment Bucaram, afin de se rallier le PRIAM et autres partis politiques (comme l'avait prédit Montúfar).

Il qualifia les indigènes et autres opposants au régime de « *foragidos* ». Or, ses manoeuvres désespérées auront l'effet contraire de celui initialement escompté. Les t-shirts et pancartes disant « *somos foragidos* » ou « *somos 13 millones de foragidos* » se multiplient, alors que la tension monte d'un cran. Devenu sinistre parodie du colonel progressiste qu'il incarnait, celui qui prétendait vouloir combattre la corruption au côté des marginalisés de l'Histoire prend la place du *caudillo* réactionnaire à la tête d'un régime sclérosé. Le 15 avril, il démet la Cour Suprême, outrepassant l'autorité du Congrès. Le 16 avril, devant l'ampleur des manifestations, l'état d'urgence est décrété. Le recours à des troupes de choc confirme l'autoritarisme et le mépris de la démocratie du Colonel-président. Bientôt, les forces de l'ordre refusent d'obéir.

Ayant perdu toute légitimité, il sera destitué par le Congrès le 20 avril, comme ce fut le cas pour son ami Bucaram, pour non-respect de la Constitution. Devant l'ampleur de la fracture sociale et la dégénérescence de la gouvernabilité, le scénario était idéal pour l'intervention du Congrès. L'ingérence de Gutiérrez dans les affaires de la Cour Suprême avait commencé en décembre 2004, alors qu'il avait remercié 27 des 31 membres, les remplaçant par des proches du régime. (Manoeuvre qui lui avait permis d'obtenir, par renvoi d'ascenseur, la levée des mandats d'emprisonnement contre Bucaram et Gustavo Noboa). C'est le Vice-président Alfredo Palacio qui assurera la présidence jusqu'à la fin du mandat, soit le 15 janvier 2007, dans le respect de la voie constitutionnelle.

Devenu *persona non grata* au pays, renié par ses anciens alliés, Gutiérrez s'exile au Brésil, avant de ne se faire assassiner.²⁶¹ Ses tentatives éhontées pour diviser le mouvement indigène, son approfondissement du néolibéralisme, sa protection des politiciens et banquiers corrompus

²⁶¹ Par deux fois, une foule enragée a envahi la piste de décollage de l'aéroport où Gutiérrez tentait de fuir, lui cherchant un mauvais parti. Il n'a pu décoller et dut donc trouver refuge à l'Ambassade du Brésil.

et par-dessus tout sa grande trahison, feront de lui un président dont on se souviendra comme l'un des principaux complices du mal dont souffre l'Équateur. En plus d'être insignifiant politiquement, l'« *aeroplano sin motor* »²⁶² aura contribué à la crise éthique du pays, à l'ingouvernabilité et à la perte de confiance des citoyens en la démocratie.

Même s'il fallut attendre le paroxysme d'une longue crise politique – l'émergence des classes moyennes urbaines dans la rébellion et l'intervention du Congrès – afin d'obtenir le départ de Gutiérrez, le mouvement indigène a encore démontré sa force et sa crédibilité. Même si le mouvement est relativement divisé et affaibli, l'activisme politique et la pression constante qu'il a exercés sur le pouvoir ont préparé le terrain de la société civile en entier. Même si les espoirs de voir l'Équateur joindre les rangs de la nouvelle gauche latino-américaine et travailler pour une politique et un modèle de développement alternatifs ont été déçus, il y a plusieurs points positifs que l'on peut dégager de l'époque du cours règne de Lucio Gutiérrez.

En plus d'une situation historique sans précédent pour les indigènes, l'émergence de la société civile, de plus en plus organisée, efficace et mature, permet de garder l'espoir que le pays sortira enfin de la crise. Ce que le pouvoir n'a pas fait a tout de même été réalisé par la société civile, le mouvement indigène en tête, en tentant de pallier la crise institutionnelle et les lacunes laissées béantes par le retrait de l'État. Et comme nous l'avons vu, elle est énergiquement articulée par de nouveaux protagonistes, en plus des forces progressistes de longue date, amplifiant et diversifiant le forum de discussion et de participation citoyennes. Le Foro Urbano, Justicia Vial, Participación Ciudadana, Jóvenes Tejiendo un Nuevo País, les associations de consommateurs, les observatoires contre la corruption, entre autres, sont de nouvelles voix citoyennes sur lesquelles peut compter la jeune démocratie équatorienne afin de la mettre sur la route du progrès.²⁶³ Et les mouvements de femmes, comme la Red de Mujeres Transformando la Economía et Mujeres por la Democracia, entre autres, articulent un vaste éventail de thèmes comme la paix, le développement durable, les droits économiques des femmes, la représentation politique des femmes, la diversité sexuelle, la violence, le droit à l'éducation, les droits des enfants, le sexisme et la corruption. Leur présence et leurs actions, comme en témoignent leurs efforts dans l'organisation du dernier Forum Social des Amériques

²⁶² MONTÚFAR, César. op. cit.

²⁶³ Voir La crisis de la representatividad da paso a los nuevos ciudadanos, in *El Comercio*, 2 mai 2004, p. A7.

tenu à Quito, en font désormais un acteur politique de premier plan au sein de la société équatorienne.

Il est certes encore tôt pour juger du travail du nouveau président par intérim, après un peu plus de 100 jours au pouvoir. Il est évident que le contexte dans lequel il a accédé au pouvoir le laisse dans une position précaire. Entouré d'amis, de membres de la famille et d'une équipe hétéroclite composée d'opposants à Gutiérrez (ID, Pachakutik, PSD). Mais cette hétérogénéité du Gouvernement n'est pas nécessairement le signe d'une santé démocratique. « *La « personalidad » del Gabinete obedece a la ausencia de un plan político del Presidente* », selon Carlos Larreátegui.²⁶⁴ « *Palacio no ha logrado desmarcarse de las viejas prácticas políticas, que se agudizan cuando un Gobierno es « débil »* », confirme Juan Manuel Fuertes.²⁶⁵ C'est ce qui semble être le diagnostic partagé par la majorité des analystes.²⁶⁶ C'est dire que l'on assistera vraisemblablement à un autre chapitre de luttes internes qui déstabiliseront un Gouvernement d'emblée faible et confronté à une crise multidimensionnelle implacable.

²⁶⁴ Propos cités dans *Palacio se arrima a varias tendencias*, in *El Comercio*, www.elcomercio.org Voir également *El muñequero es pan del día en Carondelet*, in *Hoy*, 31 juillet 2005, www.hoy.com.ec

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ Ibid.

CONCLUSION

Nous avons vu l'imbrication des divers problèmes qui accablent l'Équateur, et la persistance des dysfonctions structurelles historiques qui s'agrègent de façon presque symbiotique aux problèmes opérationnels et conjoncturels. L'apogée de la crise équatorienne, depuis 1996, représente l'aboutissement de cet amalgame de conditions défavorables pour le pays. Avec l'analyse des précédents modèles d'accumulation et du néolibéralisme nous avons démontré que la vulnérabilité économique du pays fut l'un des principaux freins à son développement, au niveau exogène. Cependant, les analyses confirment que les bases d'un développement durable et autonome ont été négligées en Équateur, et que ce sont précisément celles qui sont déstabilisées par le modèle de développement néolibéral. La phase de développement par substitution aux importations comportait des grandes lignes intéressantes au niveau de la consolidation d'une stratégie nationale axée sur le potentiel et les intérêts équatoriens. Mais le modèle étant imparfait, et sa chute précipitée par la conjoncture internationale défavorable, il fut liquidé presque en entier, et remplacé progressivement par une version radicalisée du modèle qui avait pourtant rendu inéluctable son émergence. Qui plus est, les défaillances des anciens modèles d'organisation sociale et de développement sont celles qui ont su perdurer à travers les époques, certaines reproduites volontairement par les élites accrochées à leurs prérogatives, d'autres comme enclumes historiques dont la société a peine à se défaire.

Nous avons avancé qu'au niveau endogène, la structure de domination à caractère féodal qui régit implicitement la vie socio-économique mais aussi politique, en Équateur, et qui se superpose au cadre démocratique incarné explicitement par l'État, est la grande responsable des injustices, des retards et finalement de la crise que connaît le pays. C'est le caractère statique de la vieille domination coloniale qui induit cet immobilisme et cette stérilité à la démocratie équatorienne. C'est cette composition archaïque qui explique également les pratiques précapitalistes et corrompues des élites politiques et économiques qui ont empêché que le pays ne prenne le chemin de la modernité. Elles ont, pour ces mêmes raisons, cultivé une incompétence notoire expliquant leurs échecs dans de nombreuses situations où elles auraient pu tirer des bénéfices profitant au pays. Comme nous l'avons démontré au chapitre 6, les

prétentions et le mépris de la cause nationale de la part de la classe oligarchique explique en partie la domination des économies du Nord et de leurs firmes transnationales en Équateur (et territoire latino-américain). Ce phénomène fait le pont entre l'incidence des facteurs internes et externes qui informent la situation de l'Équateur. C'est l'intériorisation des stimuli externes et leur reproduction au niveau interne. Nous avons également avancé que cette convergence d'intérêts entre les classes dominantes équatoriennes et les élites économiques mondiales faisait en sorte que le néolibéralisme vienne renforcer les vieilles structures de domination, les pratiques clientélistes et la corruption.

Et ce, par la consolidation du pouvoir des oligarchies, par l'approfondissement de la fracture sociale – paupérisation des masses, exclusion, injustices, précarisation de la protection sociale – l'effacement du politique, la désinstitutionnalisation et la privatisation des intérêts et du patrimoine national. On parle littéralement de déliquescence de la démocratie, exprimée par le désenchantement et la faillite de la citoyenneté. Cette nouvelle articulation entre le marché, l'État et la société civile vient en effet attiser la *conflictivité* sociale, comme nous l'avons vu avec l'étude du mouvement indigène, le rejet du modèle néolibéral et le récent renversement du Président Gutiérrez. Encore une fois, le blocage au niveau de la politique institutionnelle et l'exclusivité du pouvoir économique favorisent l'instabilité et la crise. La fermeture engendre la division et la radicalisation des fractions sociales, allant de la consolidation du Front commun mobilisé des mouvements sociaux, à la sédition, la résurgence du populisme et de l'autoritarisme. Ces deux derniers phénomènes étant les produits de la frustration et de la perte de confiance en la démocratie. Pas seulement en une démocratie en déroute, mais en les principes mêmes de la démocratie. Et c'est là le danger exprimé par la crise éthique.

Nous avons également avancé en introduction que le néolibéralisme n'était pas le modèle approprié pour impulser le développement de l'Équateur, et qu'il cristallisait au contraire les conditions du sous-développement et de la dépendance économique et politique. Notamment en raison de la « reprimarisation » de l'économie, de l'ingérence des créanciers internationaux dans la gestion des affaires du pays et du sacrifice du potentiel national et du secteur social. Aux questions que nous avons soulevées, à savoir si le modèle était le plus apte à relancer l'économie nationale, à l'insérer bénéfiquement dans l'économie mondiale, à soutenir la

croissance et la redistribution des richesses et remédier aux problèmes institutionnels du pays, nous sommes en mesure de répondre par la négative. Nous croyons avoir démontré, par l'analyse des effets de l'ajustement structurel et des mécanismes de la dette, entre autres, l'évidence irréfutable de la déroute du modèle néolibéral.

Mais comme nous l'avons vu, la solution aux problèmes économiques et au sous-développement ne se trouve pas exclusivement à l'extérieur, et doit être réfléchie et centrée, dans une large mesure, à partir d'une perspective nationale qui prépare le pays à la concurrence internationale, et amenuise sa vulnérabilité économique et politique. Parce que si la solution émane de l'intérieur, vers la même source doit être destinée la critique. Ce qui n'invalide en rien la théorie de la dépendance, mais signifie qu'il faut également mettre l'accent sur une critique constructive qui tienne compte de l'épicentre de la crise équatorienne et des initiatives internes à mettre de l'avant pour en sortir. « *El subdesarrollo no puede ser planteado como una consecuencia mecánica del fenómeno imperial... Es necesario considerar a la « dependencia » como uno de los varios condicionantes de la situación del país y no como la causa y determinante de la historia nacional* », rappelle Hurtado.²⁶⁷

Il ne faut toutefois pas négliger les facteurs exogènes dans l'analyse de la situation équatorienne. L'Équateur a toujours été extrêmement dépendant de la conjoncture économique mondiale, qui a plus souvent qu'autrement donné la tonique aux changements. L'ingérence des institutions des Bretton Woods et les pressions des États-Unis sur le gouvernement équatorien ont eu des effets déterminants sur la condition et les politiques du pays. Notre analyse des rapports entre la dette, l'ajustement structurel et le développement a démontré de façon suffisante que la globalisation des marchés selon le schéma néolibéral est hautement préjudiciable pour le pays. En effet, le problème de la dépendance est accentué au lieu d'être balisé. Et les mesures impopulaires imposées par les élites, comme la dollarisation ou la confiscation des revenus de pétrole (FEIREP), qui ont entre autres buts de contracter plus de dettes, sont venues renforcer le modèle et le rendre détestable au point de générer coups d'États et renversements du pouvoir établi.

²⁶⁷ HURTADO, Osvaldo. *El poder político en el Ecuador*, op. cit. p. 109.

Le principal problème avec l'endettement externe est le fait que ce soient les élites du pays qui bénéficient des prêts et de l'ajustement structurel, alors que les plus pauvres en subissent les effets pervers. Et ce phénomène relève du domaine interne. Il n'en demeure pas moins que le FMI investit en quelque sorte dans la reproduction – voire la consolidation – de la structure de domination qui est à l'origine des déséquilibres, de la pauvreté, et de la corruption.

Devant l'incapacité des gouvernements successifs à enclencher un processus de développement viable, et les échecs patents des politiques fondomonétaristes, il incombe de questionner le néolibéralisme dans ses principes, et de réfléchir sur d'autres alternatives. La clé de voûte de la solution équatorienne semble manifestement tourner autour de la citoyenneté, appuyée par une démocratie participative, efficace et fertile. Son corollaire immédiat est une réinstitutionnalisation du politique et de la forme de l'État. Sans infailliblement retourner à un modèle interventionniste envahissant et coûteux, il y a lieu de repenser l'intervention étatique et le rôle du pouvoir législatif dans une optique moderne, et surtout, fonction de la modernité et de la réalité équatoriennes.

Il y a de fortes raisons de croire que ceux qui entrevoient une réinstitutionnalisation et un renforcement effectif de la citoyenneté et du processus démocratique dans une perspective nationale, mais aussi celle plus globale d'une voie alternative au néolibéralisme entendent mieux la matrice constitutive de la démocratie équatorienne. Cette entreprise est validée par le consentement de la majorité marginalisée, qui demande l'inclusion et la reconnaissance à plusieurs niveaux : civique, culturel, économique, politique, juridique. On parle entre autres des pauvres, des indigènes, des noirs, des femmes et des jeunes (enfants et mouvements étudiants). La modernisation de l'appareil étatique doit, à terme, briser les reins de la classe oligarchique omnipotente, qui « *representa, y especifica, en negativo, las dificultades en la construcción de la ciudadanía... la cultura mercantilista y los métodos corruptos de acumulación que conforman al capitalismo subdesarrollado* ». ²⁶⁸ Nous voyons que, malheureusement, la société équatorienne est très peu stratifiée, et que les facteurs d'exclusion (comme ceux d'« inclusion ») sont relativement cumulatifs et convergeants.

²⁶⁸ ROSERO, Andrés E. op. cit. p. 51.

De plus, nous croyons avoir démontré de façon apodictique que la sphère politique ne peut être subordonnée aux intérêts et à l'irrationalité de la sphère économique. Cette dichotomie factice entretenue entre l'économique et le politico-social concourt à l'inefficacité et à l'incohérence des politiques, et par le fait même à l'accumulation de retard et à la crise. Il apparaît aussi clairement que l'économie est une construction sociale – on voit à quel point il faut démanteler le social pour l'en « émanciper » -- et justifie qu'elle soit mise au service du politique et puisse s'affirmer dans toutes ses variantes culturelles. Parce qu'il n'y a pas de modèle universel, mais bien des visions ethnocentriques comme celle du marché et de la main invisible qui « *convierte un conjunto de voluntades humanas, marcadas por la subjetividad y el particularismo, en un mecanismo puramente objetivo que se impone y avasalla a los deseos humanos, imponiéndoles una disciplina casi-newtoniana* ». ²⁶⁹ Le *Volksgeist* revêt inéluctablement une dimension économique, comme produit d'une vision originale de l'échange et de l'organisation sociale. Ce qui ouvre la brèche à la fondation d'un État plurinational en Équateur, sa composition ethnique et démographique demandant l'observation d'une éthique de respect des différentes cultures et une solidarité dans l'approche du développement et la cohabitation des diverses formes d'échange (voir chapitre 8). Le problème de la citoyenneté est intimement lié à l'inclusion des indigènes comme citoyens à part entière, et pas seulement sur papier. La preuve en est l'intensité de la déchirure sociale et l'effervescence du contre-pouvoir indigène.

La lutte des indigènes recèle de forts éléments d'identité politique et citoyenne qui ne sont pas à négliger. Ils agissent depuis la société civile, de l'extérieur des institutions, mais en même temps ce sont ceux qui ont le plus d'impact sur l'institutionnalité, depuis 1990. Cependant, comme le prouve la participation de Pachakutik dans le gouvernement de Gutiérrez, leur force est telle qu'ils ont réussi à intégrer l'État par la voie de la politique traditionnelle. Suite à cette mauvaise expérience, le mouvement indigène préféra l'auto-exclusion, afin de retourner sur son terrain de prédilection. Jouer ainsi sur les deux tableaux requiert une force sociale impressionnante, dans les deux sens du terme. On pourrait planter l'hypothèse que le mouvement indigène court-circuite le populisme, en prenant son terrain et en canalisant une bonne partie de son électorat potentiel. Cela pourrait expliquer pourquoi l'électorat de Guayaquil – où les revendications ethniques sont faibles – est nettement plus enclin à voter du

²⁶⁹ BUSTAMANTE, Fernando. op. cit. p. 62.

côté néopopuliste et néolibéral. Et ce, malgré le fait que règne dans la capitale économique une pauvreté extrême. Sans cette force du mouvement indigène, le populisme aurait un bassin d'électeur beaucoup plus grand. On peut donc avancer qu'il agit comme une sorte d'antidote à la fascination populiste, autre tare historico-culturelle de l'Amérique latine, en canalisant les énergies et aspirations de la société civile vers un projet réellement porteur de changement et de justice sociale, les écartant de la démagogie des « *caudillos* de la post-modernité » (Velasco).²⁷⁰

En maintenant le cap sur la libéralisation de l'économie et la bonne entente avec les créanciers internationaux et l'oligarchie nationale, le gouvernement de Gutiérrez a prouvé que la bataille pour la modernisation des institutions et de la démocratie est loin d'être gagnée. La représentation légitime des aspirations du peuple est encore court-circuitée par la force des réseaux d'influence de l'élite économique et politique. Et le poids de la dette rend difficile la sortie de l'engagement néolibéral, à court terme. Le gouvernement, minoritaire faut-il le rappeler, entrainé en guerre de toute façon: contre son peuple, en le trahissant comme il l'a fait, ou contre l'élite économique nationale, Washington et les institutions économiques multilatérales, en respectant son programme initial. Il a tôt fait de choisir son camp.

De sérieuses questions persistent toutefois quant aux chances de l'Équateur de pouvoir initier une alternative démocratique autonome dans le contexte mondial contraignant d'aujourd'hui, sans se voir marginalisé, ruiné, voire le théâtre d'un nouveau coup d'État. Et les moratoires sur la dette sont perçus comme *consilium fraudis* par les institutions financières multilatérales. Le pays n'a que peu de chances de survie sans une forte alliance régionale, si ce n'est continentale (Amérique du Sud). Parce que, à l'évidence, il serait très risqué pour un petit pays comme

²⁷⁰ La citoyenneté déficiente et la corruption des élites rassemblent une grande part des conditions d'émergence de régimes populistes qui, bien qu'ayant historiquement donné quelques gains en matière de participation politique, ont retardé la modernisation politique en Équateur. Et c'est un spectre qui menace de resurgir à tout moment, comme ses profondes racines dans la culture et l'imaginaire politiques le confirment. Justement, ce qu'a fait Gutiérrez, en trahissant l'électorat de Pachakutik et des mouvements sociaux progressistes, c'est récupérer le potentiel de la société civile mobilisée pour se faire élire, à la manière d'un populiste. Courant politique dont il n'a d'ailleurs pas tardé à adopter les pratiques. Il a utilisé le potentiel unificateur du mouvement indigène pour le dévier dans une autre direction. La seule chose qui distinguait Gutiérrez d'un leader néopopuliste, c'était son alliance avec le mouvement indigène et non avec une masse désorganisée et peu politisée. Or, avec les changements auxquels on a assistés, on peut prétendre, avec le recul, qu'il s'agit bel et bien de la mécanique populiste à l'œuvre dans la stratégie électorale et l'exercice du pouvoir de Gutiérrez. Il s'est rapidement défait des seuls obstacles qui le séparaient du populisme. Mais le mouvement indigène veut changer les structures, veut *construire*, à la différence des populistes.

l'Équateur d'agir seul, d'autant plus que ses voisins offrent pour la plupart des produits similaires sur le marché mondial et qu'ils sont souvent plus compétitifs (surtout depuis la dollarisation).

Il sera très intéressant de voir les développements des négociations sur le libre-échange sur le continent. Le projet de la ZLÉA semble maintenant avoir définitivement échoué. Mais d'aucuns avancent que les conditions dans lesquelles se présentait le projet aurait donné lieu à tout sauf à une intégration profonde des économies. Les plus optimistes n'envisageaient en rien la possibilité du parcours de l'Union Européenne. D'autre part, nous avons démontré les risques que représentent le traité de libre-échange entre l'Équateur et les États-Unis, qui n'est pas à la hauteur des attentes de l'Équateur, ni des enjeux actuels. La réponse réside-t-elle, du moins à moyen terme, dans une union latino-américaine ou sud-américaine forte? La question est complexe. Mais chose certaine, le rêve unificateur de Simon Bolivar, si ambitieux soit-il, paraît être la seule chance de l'Équateur et de l'Amérique latine.²⁷¹ Une alliance solide appuyée par des instances politiques lui conférant une cohésion plus proche de celle de l'Union Européenne que celle qu'elle aurait obtenue au sein de la ZLÉA. C'est d'ailleurs ce que l'Équateur demande à l'OEA, qui, depuis 1948, n'a toujours pas réussi à rééquilibrer les rapports existant au sein des Amériques : « *Una nueva dimensión de la OEA correspondiente a la era de la globalización; para tal efecto, promover una respuesta histórica que supere el limitado marco de acción de los estados nacionales e incursionar en procesos integracionistas de otra dimensión... Lograr una producción común de sistemas, leyes y procedimientos que sean los cimientos de un nuevo orden continental en pro de la democracia y el desarrollo* ». ²⁷²

Les récentes initiatives du Venezuela, de l'Argentine et du Brésil pour créer des alliances commerciales avec la Chine, l'Inde et la Russie risquent de poser les bases d'une nouvelle configuration économique dans la zone sud-américaine. Toutefois, il ne s'agit que de relations commerciales, et les petits pays comme l'Équateur ne sont pas très convoités par ces

²⁷¹ C'est également l'avis de Valdez, qui affirme que « La solution pour que le libre-échange fonctionne serait que tous les pays de l'Amérique du Sud fassent un groupe, un marché commun, une monnaie commune, et non un traité avec un géant comme les États-Unis ». « Les États-Unis imposent des conditions aux autres pays, mais eux, qui les contrôle? Ce sont eux qui imposent les règles. Ça doit être une relation d'égal à égal. Il faut négocier comme un bloc, pas seuls ». (Voir l'entrevue accordée à l'auteur. op. cit.).

²⁷² La OEA ante la globalización, in *El Comercio*, 6 juin 2004, p. A4.

économies géantes de l'Est. Il faudra entamer la construction d'une alternative solide dans les plus brefs délais, parce que quand tombera le prix du pétrole, l'Équateur tombera lui aussi. D'aussi haut. L'or noir n'est pas un substitut au développement et à l'action politique.

« Nous ne serons jamais heureux » avait prophétisé Bolivar, devant l'éclatement du continent livré en proie aux ambitions des *caudillos* rivaux, le rendant « ingouvernable ». Un grand visionnaire, certes, mais espérons que l'Histoire lui donnera enfin tort.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES

- ACOSTA, Alberto. *Breve historia económica del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, deuxième édition actualisée, 2002 (1995).
- ARENDT, Hannah. *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme* (vol. 2), Paris, Fayard, 1982 (1951).
- AYALA MORA, Enrique (sous la dir.). *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 9, Quito, Corporación Editora Nacional, 1988.
- AYALA MORA, Enrique. *Resumen de historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, deuxième édition actualisée, 1999 (1993).
- BARBER, Benjamin. *Djihad versus McWorld*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.
- BECKERMAN, P. et SOLIMANO, A. *Crisis and dollarization in Ecuador*, Washington, The World Bank, 2002.
- BURBANO de LARA, Felipe (sous la dir.). *Democracia, gobernabilidad y cultura política*, série Ciencias Sociales. Antología, Quito, Éd. FLACSO-ECUADOR, 2003.
- CAILLÉ, Alain. *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, Éd. La Découverte, 1993.
- CELA, IEDCA, SAPRIN ECUADOR, BANCO MUNDIAL, GOBIERNO NACIONAL. *Los impactos del neoliberalismo. Una lectura distinta desde la percepción y experiencia de los actores*, Quito, Abya-Yala, 2004.
- CONAIE. *Proyecto político de las nacionalidades y pueblos del Ecuador*, Quito, Conaie, 2000.
- CONAIE. *Proyecto de Constitución del Estado plurinacional del Ecuador*, Quito, Conaie, 1998.
- CONAIE. *Las nacionalidades indígenas y sus derechos colectivos en la Constitución*, Quito, Conaie, 1999.
- DABÈNE, Olivier. *L'Amérique latine au 20e siècle*, Paris, Éditions Armand Colin, 2001 (1994).
- FERRARO, Emilia. *Reciprocidad, don y deuda. Formas y relaciones de intercambios en los Andes de Ecuador : la comunidad de Pesillo*, Quito, FLACSO, Abya Yala, 2004.
- GALEANO, Eduardo. *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*. Paris, Plon 1981 (1971).

- GORDILLO G. Ramiro. ¿El oro del diablo? Ecuador: historia del petróleo, Quito, Corporación Editora Nacional, 2003.
- HAYEK, Friedrich A. *La route de la servitude*, Paris, Éd. Quadrige/PUF, 1985 (1946).
- HURTADO, Osvaldo. *El poder político en el Ecuador*, Quito, Ediciones Planeta-Lettraviva, 1997 (1977).
- HURTADO, Osvaldo. *La deuda externa del Ecuador y sus efectos económicos y sociales en la segunda mitad del siglo XX*, Quito, Corporación de Estudios para el Desarrollo, 2000.
- ILDIS. *Análisis de coyuntura económica. Ecuador 2003*, Quito, ILDIS, 2003.
- KROPOTKINE, Pierre. *L'entraide. Un facteur d'évolution*, Montréal, Écosociété, 2001 (1902).
- LARREA, Carlos. *Pobreza, dolarización y crisis en el Ecuador*, Quito, Éditions Abya-Yala/ ILDIS/ IE/ FLACSO, 2004.
- LAVILLE, Jean-Louis. (sous la dir.) *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Éd. Desclée de Brouwer, 1994.
- MARTIN, Hans-Peter et SCHUMANN, Harald. *Le piège de la mondialisation*, Paris, Éd. Actes Sud, 1997 (1996).
- OJEDA SEGOVIA, Lautaro. *El descrédito de lo social. Las políticas sociales en el Ecuador*, Quito, Éditions CDS, 1993.
- ORLÉAN, André. (sous la dir.) *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, 1994.
- OUVRAGE COLLECTIF. *El Oriente es un mito*, Quito, Éd. Abya-Yala/ CEP, 2003.
- OUVRAGE COLLECTIF. *Entre la utopía y el desencanto. Pachakutik en el gobierno de Gutiérrez*, Quito, Editorial Planeta del Ecuador, 2004.
- POLANYI, Karl. *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1972 (1944).
- ROJAS HIDALGO, Eduardo. « *Pobres pero honrados petroleros* » (¿o tontos útiles ?), Quito, (Édition non spécifiée), 2003.
- SCHUMPETER, Joseph. *Essays on entrepreneurs, innovations, business cycles and the evolution of capitalism*, New Brunswick (É-U)/Oxford, Transition publishers, 1951.
- SHIVA, Vandana. *La vie n'est pas une marchandise. Les dérives des droits de propriété intellectuelle*, Montréal, Éditions Écosociété, 2004 (2001).
- STIGLITZ, Joseph. *Globalization and its discontents*, New York/London, Éd. W.W Norton & co., 2002.

TAYLOR, Charles. *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin, 1992.

TOUSSAINT, Eric. *La bolsa o la vida. Las finanzas contra los pueblos*, Quito, Éd. Abya-Yala/ILDIS, 2002.

ARTICLES DE REVUES SCIENTIFIQUES ET SPÉCIALISÉES

ACOSTA, Alberto. En la encrucijada de la globalización. Algunas reflexiones desde el ámbito local, nacional y global, in *Ecuador Debate*, no. 55, avril 2002, pp. 37-56.

ARÈS, Mathieu. À quand le règne du dollar? Instabilité économique, crise politique et intégration monétaire dans les Amériques, in *Études Internationales*, vol. XXXII, no. 4, décembre 2001.

BÁEZ, René. El bucamamoto o la democracia obscena, in *Laboratorio de Economía*, año III, no. 5, septembre 1999, pp. 37-46.

BUSTAMENTE, Fernando. Economía, política y familia en la sociedad ecuatoriana : en torno de una crisis bancaria, in *Ecuador Debate*, no. 53, avril 2001, pp. 61-72.

ECHEVERRÍA, Julio. Globalización, crisis sistémica y estrategia social en el Ecuador, in *Ciencias Sociales*, no. 17, novembre 1999, pp. 33-51.

MACAS, Luis. El movimiento indígena: Aproximaciones a la comprensión del desarrollo ideológico político, in *Tendencia*, no.1, mars 2004, pp. 60-67.

MACAS, Luis. La tierra para los indígenas en el Ecuador, in *Boletín ICCI Ary-Rimay*, no. 58, janvier 2004, pp. 17-23.

MACAS, Luis. El ALCA y la seguridad alimentaria, in *Boletín ICCI Ary-Rimay*, no. 59, février 2004, pp. 9-16.

MANCHENO, Carmen. Tres modelos de cogestión comunitaria. Así construimos desarrollo local, in *Gobiernos Locales Alternativos*, no. 1, avril 2002, pp. 15-17.

MONCAYO, Paco. Ecuador: el reto de la descentralización, in *Tendencia*, no.1, mars 2004, pp. 85-97.

MUÑOZ, Juan Pablo. Democracia y desarrollo local : contexto, experiencias, desafíos. Hacia una nueva institucionalidad democrática, in *Gobiernos Locales Alternativos*, no. 1, avril 2002, pp. 3-4.

PAZ y MIÑO, Juan. La cuestión social en el origen de los partidos políticos del Ecuador, in *Laboratorio de Economía*, año III, no. 5, septembre 1999, pp. 27-36.

- PACHAKUTIK. Testimonio de lucha contra la corrupción financiera. La acción de Pachakutik en la AGD, in *El Churo*, no. 6, septembre 2003, pp. 24-27.
- RIUTORT SERRA, Bernart. Reconocimiento, derechos y capitalismo global, in *Ecuador Debate*, no. 53, août 2000, pp. 87-108.
- ROSERO, Andrés E. El levantamiento popular del 5 de febrero, in *Laboratorio de Economía*, Año III, no. 5, 1999, pp. 47-54.
- SALGADO, Wilma. Riesgos para la recuperación económica en dolarización, in *Ecuador Debate*, no. 55, avril 2002, pp. 5-20.
- SÁNCHEZ-PARGA, José. Transformación del conflicto, decline de los movimientos sociales y teoría del desgobierno, in *Ecuador Debate*, no. 53, août 2002, pp. 19-40.
- TORTOSA, José Maria. Lo social en el proceso de globalización, in *Ciencias Sociales*, no.17, novembre 1999, pp. 7-18:
- TORTOSA, José Maria. L'Équateur en éruption, in *Le Monde Diplomatique*, mars 2000, p. 19.

ARTICLES DE JOURNAUX

- AYALA MORA, Enrique. América latina y EE.UU., in *El Comercio*, 5 juin 2004, p. A5.
- ESPINOZA, B. Christian. Legislador indígena analiza nueva crisis política en Ecuador, in *Tiempos del Mundo*, 16 septembre 2004, p. 7.
- MONTÚFAR, César. Aeroplano sin motor, in *El Comercio*, 14 avril 2004, p. A4.
- Debate nacional. Crisis institucional en el Ecuador, in *El Comercio*, 2 mai 2004, A6-7.
- Dos empresarios apoyan el esquema, in *La Hora*, 28 mars 2004, B3.
- Dudas sobre la dolarización. Petróleo e emigrantes sostienen la economía, in *La Hora*, 28 mars 2004, B2.
- Ecuador recolectaría firmas para legitimar posible destitución. Lucio Gutiérrez : ¿del referendo virtual al referendo real ?, in *Tiempos del Mundo*, 30 septembre 2004, p. 8.
- El ayuno es la última carta de los jubilados, in *El Comercio*, 15 juillet 2004, p. A3.
- El Central dice que hay 200 millones que el IESS no usa in *El Comercio*, 15 juillet 2004, p. A3.
- El desencanto democrático, un fenómeno regional, in *El Comercio*, 2 mai 2004, A6-A7.

El Ecuador no tiene norte en materia educativa, in *El Comercio*, 11 avril 2004, p. A6.

El presupuesto del Estado no impulsa el desarrollo del país, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A6.

La crisis de la representatividad da paso a los nuevos ciudadanos, in *El Comercio*, 2 mai 2004, p. A7.

La ECUARRUNARI llama a un levantamiento, in *El Comercio*, 27 avril 2004, p. A3.

La educación sin visión estratégica, in *El Comercio*, 13 avril 2004, p. A4.

La grave crisis de la educación pública, in *El Comercio*, 11 avril 2004, p. A4.

La lupa de EE.UU. en Ecuador, in *El Comercio*, 8 juin 2004, pp. A1-A2.

La OEA ante la globalización, in *El Comercio*, 6 juin 2004, p. A4.

Los sectores sociales son los perjudicados. Educación : el deficit sube, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7

Los sectores sociales son los perjudicados. El tira y afloja de dineros, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7.

Los sectores sociales son los perjudicados. Lo social en la cuerda floja, in *El Comercio*, 28 mars 2004, p. A7.

Palacio ahonda la pugna con el Presidente, in *El Comercio*, 27 avril 2004, p. A3

Para traer más dólares, el país debe buscar más mercados, in *La Hora*, 28 mars 2004, B3.

Puntos de vista. Tres especialistas hablan de la educación, in *El Comercio*, 13 avril 2004, p. A6.

Trabajadores sienten más pobreza, in *La Hora*, 28 mars 2004, B2.

ARTICLES ET TEXTES EN LIGNE

ACOSTA, Alberto. La dolarizacion o la arogancia de la estupidez, in *La Insignia*, 8 de enero del 2003, www.lainsignia.org

ATTAC. *Le FMI et la Banque mondiale*. www.local.attac.org

BANQUE MONDIALE. *Ecuador : World Bank approves \$100 million for fiscal consolidation and growth in Ecuador (2005)*, www.worldbank.org.

- CONAIE. *Levantamiento indígena contra el abuso del poder*, Quito, 15 mars 1999, www.conaie.org
- CORDERO, José Luis. *La segunda muerte de Sucre y el renacer del Ecuador*, www.his.com/-ieep
- CORNEJO MENACHO, Diego. *El coronel sí tiene quien le escriba*, www.hoy.com.ec
- De AMPUERO, Dora. *No hay que tener miedo a la globalización*, www.ieep.org.ec
- FMI. *IMF Managing Director Rodrigo de Rato's statement at the conclusion of his visit to Ecuador*, www.imf.org
- FMI. *IMF concludes 2004 Article IV with Ecuador*, www.imf.org
- FMI. *Does IMF fiscal policy advice end up hurting the poor ?* (Washington D.C., avril 2003), www.imf.org
- FMI. *Does the IMF always prescribe fiscal austerity? Are targets too high?*, (Washington D.C. juin 2004), www.imf.org
- GUALINGA CUJI, Sabino Atanacio. *Mensaje de los Yachaks de Sarayaku: Amemos la vida, la naturaleza es vida*, www.sarayaku.org
- IBARRA, Hernán. El triunfo del coronel Gutiérrez y la alianza indígena militar, in *Ecuador Debate*, no. 57, www.dlh.lahora.com.ec
- SALGADO, Wilma. Financiamiento del gasto publico : entre el FMI y las cuentas pendientes del salvatage bancario, in *Ecuador Debate*, no. 57, www.dlh.lahora.com.ec
- SCHULER, Kurt. *El futuro de la dolarizacion en el Ecuador*, www.his.com/-ieep
- TRINCHERI, Romina. *Coca : alimento, medicamento y ritual en Bolivia. La multiplicación de la pobreza en una guerra de enemigos equivocados*, www.narconews.com
- VARGAS, Antonio. *Levantamiento indígena y popular obtuvo importantes logros*, 20 mars 1999, www.conaie.org
- Palacio se arrima a varias tendencias*, www.elcomercio.com
- El muñequero es pan del día en Carondelet*, www.hoy.com.ec

AUTRES DOCUMENTS

CONAIE, ECUARRUNARI, CONFEUNASSC, FUT, FORO URBANO, JUBILADOS DEL ECUADOR, JÓVENES TEJIENDO UN NUEVO PAÍS. *Carta de los movimientos sociales ecuatorianos a la XXXIV Asamblea de la OEA*, Quito, 7 juin 2004.

EL FRENTE DE OPOSICIÓN AL GOBIERNO DE LUCIO GUTIÉRREZ Y AL NEOLIBERALISMO. *A los Señores cancilleres de la organización de Estados americanos*, Quito, 5 juin 2004.

PACHAKUTIK. Resoluciones tomadas en la cumbre de la nacionalidades, pueblos y movimientos sociales, 15 août 2003.

ENTREVUES

Entrevue accordée à l'auteur par Tito Puanchir, Quito, avril 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Leonidas Iza, Quito, avril 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Marcelo Román, Quito, avril 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Gilberto Talahua, Quito, avril 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Magdalena León, Quito, mai 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par César Cabrera, Quito, mai 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Gayne Villagómez, Quito, mai 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Patricio Quesada, Quito, mai 2004.

Entrevue accordée à l'auteur par Ricardo Valdez, Quito, juin 2004.